













DON CARLOS VII

ET

# L'ESPAGNE CARLISTE

HISTOIRE POLITIQUE ET MILITAIRE

DE LA GUERRE CARLISTE DE 1872 A 1876

PAR

LE COMTE DE VALRAS

ŒUVRAGE ENRICHÉ

D'UNE CARTE GÉNÉRALE DE L'ESPAGNE CARLISTE  
DE HUIT CARTES STRATÉGIQUES

ET

PRÉCÈDE D'UNE INTRODUCTION

PAR

M. POUJOULAT

Un tas de mains difformes  
Se taillent des pourpoints dans ton manteau de roi.  
*Rey-Blas. — Victor Hugo.*

---

TOME PREMIER

---

PARIS

J. FÉCHOZ, LIBRAIRE-ÉDITEUR

3, RUE DES SAINTS-PÈRES, 5

—  
1876





DON CARLOS VII

ET

L'ESPAGNE CARLISTE

---

TOME PREMIER

## AVIS

L'Auteur et l'Editeur de cet ouvrage se réservent le droit de le traduire ou de le faire traduire en toutes les langues. Ils poursuivront en vertu des lois décrets et traités internationaux, toutes contrefaçons ou toutes traductions faites au mépris de leurs droits.

H-59158  
F-59920

25979

DON CARLOS VII  
ET  
L'ESPAGNE CARLISTE

HISTOIRE POLITIQUE ET MILITAIRE  
DE LA GUERRE CARLISTE DE 1872 A 1876

PAR VALGERAS, F

LE COMTE DE VALRAS

OUVRAGE ENRICHÉ

D'UNE CARTE GÉNÉRALE DE L'ESPAGNE CARLISTE,  
DE HUIT CARTES STRATÉGIQUES

ET

PRÉCÉDÉ D'UNE INTRODUCTION

PAR

M. POUJOLAT

... Un tas de nains difformes  
Se taillent des pourpoints dans ton manteau de roi.  
*Ruy Blas. — Victor Hugo.*

---

TOME PREMIER

---

PARIS  
J. FÉCHOZ, LIBRAIRE-ÉDITEUR  
5, RUE DES SAINTS-PÈRES, 5

1876

Tous droits réservés.

R9852

## INTRODUCTION

Quelle que soit la destinée de la cause carliste (et je déclare qu'elle finira par triompher), elle est déjà entrée dans l'histoire et a fait sa place dans l'estime des honnêtes gens de notre temps. Elle se recommande par le respect du droit sans lequel l'ordre est impossible chez les peuples, et par les côtés les plus élevés de l'âme humaine.

On a beau embrouiller ou méconnaître la vérité dans la question de la succession au trône d'Espagne ; la vérité est simple et nette ; je ne prétends pas que, en matière de droit monarchique, les choses se soient toujours passées au delà des Pyrénées.

nées comme elles se sont passées en France durant de longs siècles, mais je prétends que la légitimité de Charles VII n'est combattue par aucune solide raison. La loi fondamentale de 1713 ne fut pas une nouveauté en Espagne; elle donna un caractère définitif, irrévocable à la vieille coutume le plus fréquemment suivie. Elle établit la succession de mâle en mâle parmi les descendants de Philippe V en ligne directe ou collatérale, et, pour l'accomplissement d'un acte de si haute importance, toutes les précautions de loyauté et de sincérité furent prises. Ce fut l'Espagne tout entière, solennement consultée, qui parla, qui voulut, qui décida; les électeurs de toutes les villes, de tous les bourgs du royaume savaient dans quel but ils allaient nommer des députés; le royaume se trouva bien réellement « réuni en cortès, » et l'acte solennel de 1713 sortit des entrailles mêmes du pays.

Qu'oppose-t-on à cette loi acceptée, approuvée par toutes les puissances de l'Europe et qui a pris place dans le code classique de l'Espagne? On

oppose des lois non promulguées, des décrets dépourvus de sanction, la Pragmatique de 1789 subrepticement obtenue, désapprouvée par les cabinets, et qui passa de la poussière des archives dans la boutique d'un marchand de vieux livres. On s'arme de la Pragmatique de Ferdinand VII, œuvre d'intrigue et de ruse, œuvre inavouable, contre cette loi de 1713 qui se présente à la postérité avec les conditions vénérables et la majesté sacrée d'une résolution nationale gravement et profondément réfléchie. Lorsque Philippe V, de concert avec ses peuples, mettait en vigueur la loi salique, il sauvegardait les intérêts de l'Espagne, son indépendance et son repos; qui donc pourrait en dire autant du décret d'Aranjuez, du 19 mars 1830? Il ouvrirait la porte à la guerre civile, aux influences révolutionnaires, aux aventures. Charles VII, petit-fils de Charles V, représente donc le droit monarchique en Espagne, les traditions, les libertés, les intérêts les plus vrais de ce noble et malheureux pays. Sa légitimité n'est qu'une question de bonne foi.

J'ai dit que dans la défense de la cause carliste éclataient les côtés les plus élevés de l'âme humaine. Les carlistes ont des principes, leurs ennemis n'en ont pas. Ceux-ci, après s'être joués d'Isabelle, ont été les hommes de tous les gouvernements qui se sont succédé depuis sa chute; ils travaillent tantôt pour leur compte, tantôt pour le compte du premier ambitieux venu; fantôme de royauté, dictature et république, tous les régimes obtiennent leurs hommages; la caserne est devenue pour eux comme la source naturelle du pouvoir. Conspirer comme on respire, servir pour trahir au moment voulu, s'enrichir et jouir sur les débris de la fortune publique, tel est le caractère général des personnages que le carlisme rencontre sur son chemin.

Il obéit, lui, à d'autres mobiles, à d'autres inspirations. Il est debout et se soutient par la puissance d'une croyance; il est le dévouement, grande chose qui divinise le cœur de l'homme. Le combattant carliste est dévoué à la religion catholique dont s'occupent fort peu les gouvernants de Ma-



drid, et qu'ils sont toujours prêts à livrer; il est dévoué au roi, premier soldat de Dieu dans cette armée où les droits de Dieu sont présents à tous les courages; il aime le roi avec enthousiasme parce qu'en lui se personnifie la patrie. Il est dévoué à l'indépendance de sa nation, parce qu'il a horreur de l'influence étrangère; il est passionnément jaloux de la dignité, de l'honneur, de la souveraineté de ce pays qui lui est si cher. Il ne met pas sa gloire à ne dater que d'hier, mais il se complait dans les grandeurs du passé, dans le souvenir des ancêtres. Il est ardent et fier, intrépide et désintéressé. Toujours prêt à donner sa vie, il ne donne jamais son honneur; il brave la mort parce qu'il sait que son âme est immortelle; il est modestement un héros, il est sublime sans qu'il s'en doute. Chez lui rien n'est cherché, et tout se trouve à une rare hauteur. Le paysan navarrais sous le drapeau de son roi est un prodige d'abnégation absolue, un type de grandeur qui s'ignore. Le carlisme est une sorte de religion politique qui se mêle à la grande religion des âmes, et, dans ce double culte

à Dieu et au roi, un spectacle d'une merveilleuse beauté morale est donné au monde. Là se rencontrent les saintes actions et les nobles actions. Cette épopée digne d'être écrite sur le bouclier du Cid est aussi écrite au ciel, car les œuvres de la foi montent toujours plus haut que la terre.

La guerre carliste ne peut être comparée qu'à notre guerre de la Vendée; c'est le même entraînement généreux, la même énergie, la même intrépidité en face du péril, le même oubli de soi, la même simplicité dans l'accomplissement des grandes choses. Le soulèvement carliste a commencé avec rien comme le soulèvement vendéen, mais, ici comme là-bas, il y avait des cœurs vaillants, il y avait des hommes. Ils ont tenu tête à de puissantes armées, et, pour achever la ressemblance, le pays carliste a connu les colonnes infernales comme le pays vendéen. C'est toujours le comble de la barbarie qui se charge de répondre au comble de l'héroïsme chrétien.

Ce n'est pas un médiocre honneur pour le carlisme que d'être toujours resté exclusivement

espagnol et de n'avoir jamais cherché l'assistance de l'étranger; avec quel noble orgueil il a constamment gardé ce caractère pendant la guerre de sept ans! Le gouvernement d'Isabelle, dans sa résistance à Charles V, était à bout de voie; il ne s'est sauvé à cette époque qu'avec l'appui extérieur; le sol national se dérobaît sous ses pas, l'Espagne lui échappait, il a fallu les empressements obligeants, les bons offices des cabinets : l'or de la trahison fut lui-même un or étranger. Le gouvernement de Madrid, dans sa lutte contre Charles VII, a recueilli, lui aussi, les bénéfices du dehors; les canons prussiens sont venus à son aide, et la France, jugeant à propos de se conformer aux désirs de son ennemi, a multiplié les complaisances au profit d'une cause d'où rien de bon ne peut sortir pour elle. Nous nous essayons à prendre notre revanche en subordonnant notre politique à celle de nos vainqueurs, et nous travaillons à la reconstruction sociale en mettant obstacle au triomphe des principes.

Il serait temps cependant que les honnêtes gens

de France et d'Europe comprissent le sens des choses, s'ils ne veulent pas sombrer dans un avenir prochain. Il faudrait que la signification des événements d'Espagne ne fût un mystère pour personne. La cause carliste est devenue pour l'esprit révolutionnaire un objet principal d'aversion ; cette détestation va grandissant à mesure que don Carlos étend son pouvoir au delà des Pyrénées. Quel est donc le secret d'une haine aussi étrangement inexorable, et qu'aucune considération ne peut adoucir ? C'est que le carlisme représente les deux choses dont la révolution a le plus horreur : la vraie monarchie et la vraie foi catholique.

Il y a des monarchies dont la révolution s'accommode et avec lesquelles elle va son train. Elle trouve toujours son compte dans la violation des droits, dans le mépris de la justice, soit que l'on procède par la conspiration de la ruse ou par les coups de la force : elle se sert de certaines royautés comme d'instruments. L'isabellisme en Espagne n'était pas défavorable à la révolution ; ils faisaient campagne ensemble, et l'alphonsisme

aujourd'hui recommence la même besogne. Les docteurs du juste-milieu se sont mis souvent en frais, depuis les tristes exploits de la reine Christine, pour prouver que sa fille représentait la légitimité; ils ont renouvelé les mêmes efforts en faveur du jeune Alphonse. Il y a contre eux un argument auquel ils n'ont pas songé malgré sa valeur déterminante, c'est que jamais la révolution n'aurait patronné Isabelle et son fils s'ils avaient été des souverains légitimes. La révolution ne s'y trompe pas; elle n'a pas besoin d'examen et d'étude pour juger et résoudre; elle flaire et devine, elle voit d'un coup d'œil où sont ses auxiliaires. Ses préférences passagères ne l'empêchent pas de jeter à bas, quand l'heure est venue, les trônes qu'elle a aidé à élever; le goût et le besoin de destruction tiennent à sa nature même, mais elle a des lieutenants couronnés qu'elle charge de faire les étapes.

Telle n'est pas son attitude en présence du roi légitime. Elle le poursuit parce qu'elle est le mensonge et qu'il est la vérité. Elle n'en veut pas par-

ce qu'il est le droit, et qu'elle regarde le droit comme une barrière à tous ses desseins. La légitimité représente un ensemble d'idées d'ordre par lequel se soutiennent et durent les États ; elle a ses racines dans la conscience humaine, dans le bon sens des peuples, dans la constitution de la famille et dans l'histoire ; or, la révolution est une conspiration permanente contre l'ordre, elle agit toujours au rebours de la conscience, elle considère le bon sens comme un amas de lieux communs à jamais usés, elle regarde la famille comme une institution qui a fait son temps, et, quant à l'histoire, la révolution s'est donné, depuis un siècle, la mission de la falsifier. Elle attaque avec acharnement la royauté de don Carlos et sait bien ce qu'elle fait ; elle sent ce que vaut le sceptre de tels rois, et ne néglige rien pour se mettre en travers. Elle ne stimule pas seulement le zèle de ceux de sa troupe et ne borne pas son action dans le monde violent qui est le sien ; elle cherche des complices jusque dans les gouvernements qui font de l'ordre ; elle prend à son service les calculs per-

sonnels, les lâchetés, les cupidités; elle s'arme contre le vrai roi de la faiblesse des uns, de l'ignorance des autres, et marche à son but avec le cortège de toutes les bassesses politiques.

Comment la révolution n'appréhenderait-elle pas le triomphe de don Carlos? Elle voit que nous sommes sous sa main parce que la main royale ne nous protège plus; elle n'ignore pas ce qu'elle perdrait si nous retrouvions le vieux bouclier monarchique: l'avènement de la vraie monarchie en Espagne lui paraîtrait le commencement de sa propre déroute. Don Carlos lui a déclaré qu'il était son ennemi mortel; elle s'en souvient; il ne l'aurait pas dit que ses œuvres l'auraient proclamé assez haut; elle le hait parce qu'il porte l'épée, parce qu'il saura porter le sceptre qu'il porte déjà si bien; elle le hait parce qu'elle est forcée de craindre son grand caractère de prince résolu à faire son devoir.

Une autre cause d'aversion contre don Carlos, c'est qu'il est le champion de la vraie foi catholique. La révolution tient le catholicisme pour son

ennemi et ne se trompe pas ; le catholicisme condamne tout ce que la révolution recommande, tout ce qu'elle prêche et prescrit ; c'est la plus grande force morale et sociale que l'on puisse opposer à ce travail de destruction intérieure dont les ravages se prolongent ; c'est la grande citadelle qui défend la place et sans laquelle, depuis longtemps, tout aurait péri au milieu de nous. Don Carlos est au service de cette cause catholique qui porte avec elle l'avenir du monde, et la révolution le repousse avec les instincts qui l'avertissent de ce qu'elle doit redouter. Elle est en fête aujourd'hui pendant qu'elle voit des empereurs et des rois se ruer contre l'Eglise et méditer le renversement de la papauté ; et voilà qu'un jeune roi, qui a commencé comme commencent les grandes choses, ne se laisse pas séduire par les mauvais exemples des gouvernements, et entreprend de sauver l'Espagne en la replaçant sur les bases solides de la vieille foi. Il entreprend de remettre en honneur ce que l'on outrage, d'affirmer ce qui est contesté, de proclamer des devoirs oubliés ; il entend rester le



digne fils de cette mère immortelle qui s'appelle l'Église, et que les pouvoirs de ce temps ont abreuvée d'amertumes. Nous ne disons pas que le jeune Alphonse ne soit pas personnellement un catholique et qu'il n'ait d'excellentes intentions; mais le bien qu'il voudrait, son gouvernement ne le ferait pas; il ne lui sera pas donné de préserver les intérêts religieux avec efficacité et puissance; la politique dont il est l'instrument ne le lui permettrait pas; le parti qui l'a fait ce qu'il est, qui le soutient en attendant de nouvelles aventures, a des traditions et des engagements; ce parti ne sera catholique qu'à la surface, et ne servira jamais l'Église qu'à la façon de ceux qui la trahissent. L'honneur de la servir véritablement et fortement en Espagne n'appartient qu'à don Carlos, qui aura la puissance d'exécuter ce qu'il voudra pour le bien, et qui ne trouvera pas dans son gouvernement un obstacle à l'accomplissement de ses meilleures pensées. Comme il ne devra rien à la révolution, il ne sera pas obligé de subir ses fantaisies.

L'esprit révolutionnaire a donc raison de dé-

tester Charles VII ; il est contre lui en état de défense par tous les moyens possibles ; mais si l'esprit révolutionnaire fait son métier, l'esprit conservateur devrait faire son devoir. Ce devoir c'est l'assentiment, le dévouement à la cause carliste sous toutes les formes que le génie du bien puisse rencontrer. M. de Bismarck, ennemi du pape, est ennemi de don Carlos : quelle lumière pour les catholiques ! M. de Bismarck, notre ennemi, est l'ennemi du jeune roi : quel avertissement pour des Français ! La révolution abomine don Carlos, qui a fait contre elle le serment d'Annibal ; quelle leçon pour un homme d'ordre en France et en Espagne ! Lorsque ce qui se passe sera de l'histoire, l'attitude des cabinets en face de don Carlos formera une page où manquera l'honneur ; le courage sera absent de cette page et aussi l'intelligence : les cabinets n'ont pas eu l'énergie qui secoue les préjugés misérables et n'ont pas compris d'où pouvait venir le salut. Mais la lumière existe quoique l'aveugle ne la voie pas, et le salut vient, même pour ceux qui le nient. Don Carlos arrivera là où sa place

est marquée, et quand l'Espagne aura son vrai roi, nous ne serons pas loin d'avoir le nôtre.

Pour atteindre ce but, il faut parler à l'opinion; la cause carliste est mal connue; il importe de la mettre en lumière. D'utiles écrits ont été déjà publiés; voici un livre qui sera lu avec grand profit. Les questions de droit monarchique y sont traitées avec clarté, sincérité, solidité; on y découvre avec surabondance de preuves de quel côté est la justice. Le public se figure trop aisément que, sous le drapeau de Charles VII, tout se passe en coups de fusil ou dans la vie errante d'une guerre de partisans; il ne sait pas qu'il existe un royaume carliste, une administration, tout un gouvernement organisé; et ce gouvernement n'est pas une dictature, un régime de bon plaisir, mais il se compose d'un ensemble d'institutions en harmonie avec les vieux souvenirs, les vieilles libertés, les vieilles mœurs. Ce livre nous fait connaître l'état carliste, les nobles populations sur lesquelles le jeune roi étend son pouvoir, et ces vaillants paysans, si fidèles au prince, si terribles contre l'ennemi. La conquête et

l'organisation ont marché ensemble; l'œuvre du législateur a suivi l'œuvre du soldat. Avec quel soin sont racontées dans cet ouvrage les opérations militaires depuis le commencement ! On sent la compétence de l'auteur quand il s'agit de stratégie et de combat ; on s'aperçoit que la main qui tient la plume sait tenir l'épée, et que l'auteur bondirait comme un Navarrais au son du clairon. Sa narration s'éclaire par la description des lieux ; en les peignant, il nous aide à mieux comprendre la lutte et, en quelque sorte, l'austère poésie de ces courses guerrières. Je le félicite et le remercie de son livre.

POUJOLAT

26 septembre 1875.

## AVANT-PROPOS

Le livre qu'on va lire a été écrit avec toute la bonne foi et l'impartialité qu'on peut attendre d'un auteur contemporain.

Je m'adresse aux hommes impartiaux, à ceux qui, lisant un ouvrage, ne l'ont point condamné sur le titre avant de l'ouvrir.

La cause carliste est peu connue et mal jugée en France : ces pages pourront, je l'espère, jeter quelque lumière sur les origines, le fond, l'avenir de cette grande lutte qui depuis trois années met aux prises, les uns contre les autres, les enfants d'un même pays.

Notre pauvre France, abâtardie et blasée, cette nation qui fut jadis la patrie de la foi, de la religion et des grands dévouements, ne comprend plus que

l'on combatte aujourd'hui pour un principe. Nous sommes trop civilisés pour perdre notre temps, notre argent et notre sang à de semblables misères : l'Espagne, plus grossière et moins polie, sent encore son cœur vibrer à ces sentiments qui, chez nous, hélas ! font hausser les épaules. Aussi, quoi qu'on dise, l'Espagne a aujourd'hui en elle-même les éléments de sa résurrection morale et de sa réorganisation politique.

J'ai traité dans les premières pages de cet écrit la question dynastique au point de vue de la légalité pure et j'ai exposé les droits héréditaires de don Carlos VII.

Ces droits sont certains, patents, irréfutables, mais qu'on ne se le dissimule pas, il y a dans l'antagonisme des deux princes qui luttent au delà des Pyrénées autre chose qu'une question de primogéniture et d'agnation, il y a la lutte de la foi chrétienne contre l'indifférence et l'impiété religieuses, de la monarchie chrétienne contre la Révolution. En Espagne les droits dynastiques, en France la question du drapeau sont des prétextes et des faux-fuyants. Ces deux causes sont connexes ou, pour mieux dire, identiques.

Ce qui doit rendre don Carlos VII sympathique aux royalistes de tous pays, c'est la franchise de ce jeune prince jetant ouvertement et publiquement son gant à

la Révolution et appuyant l'exposition de ses droits de coups de canon victorieux. *Radicalisme contre radicalisme*, a-t-il dit à son tour, et depuis trois ans, au milieu de difficultés sans nombre et d'obstacles de toute sorte, il a maintenu haut son drapeau et invaincue son épée. Pour cette raison nous devons être groupés autour de lui et ne lui marchander ni notre appui ni notre dévouement.

Et pourquoi donc n'affirmerions-nous pas nos principes quand nous sommes la vérité, la justice et le droit? Ce n'est point en baissant la tête qu'il nous faut arriver au but : c'est le front levé et la main sur la garde de notre épée. Quoi ! quand la Révolution a des airs triomphants, quand elle marche libre et insolente par les rues et qu'elle garde le haut du pavé, nous nous abaisserions à traiter avec elle et nous ferions des concessions indignes. Non, non, *radicalisme contre radicalisme* ; en face de leur loque rouge arborons notre drapeau blanc, et à leur cri de : Vive la République, répondons : Vive le Roi.

Il n'y a pas encore un demi-siècle que le peuple espagnol a quitté les grandes voies de la monarchie traditionnelle et légitime, pour suivre les sentiers tortueux du soi-disant libéralisme et de la Révolution. Comme la France en 1830, l'Espagne a fait fausse route.

Une fois engagée dans cette ornière fatale, une nation court rapidement à sa ruine : par une coïncidence bizarre et peu faite pour ramener à la république les partisans de la monarchie, il arrive que la république a toujours été et demeure le système de ceux qui veulent l'anarchie politique ensemble avec l'anarchie morale et sociale. Mais dans un tel système de gouvernement, personne ne reconnaissant de chef et le premier venu ayant le droit de se proclamer ce que bon lui semble, toute hiérarchie s'écroule, partant le plus complet gâchis y devient l'ordre naturel des choses. — C'est ce que nous voyons dans l'Espagne révolutionnaire depuis 1833. — Les révolutions diverses qui ont porté au pouvoir successivement la reine Isabelle, Prim et Topete, puis Pi y Margal, Salmeron, Castelar, Serrano ; le coup d'État du général Pavia, le soulèvement socialiste de Carthagène, enfin le coup d'État de Martinez Campos au camp de Sagonte sont autant de suites inévitables de la mesure illégale qui, écartant du trône de Madrid son souverain légitime, a tracé à l'Espagne depuis quarante-trois ans une route pleine d'obstacles et de précipices, d'où seul peut la tirer le roi actuel don Carlos VII.

Quand on sort du droit, les illégalités se succèdent



forcément, sans que l'une soit plus coupable que l'autre : on n'a jamais rien fondé, on ne fondera jamais rien de durable sur une base qui n'est pas la vérité et la justice. Nous en avons en France un triste et mémorable exemple.

Donc, pour être sauvée, pour vivre, l'Espagne doit proclamer son souverain légitime. La liberté véritable, la justice, le calme ne peuvent revenir dans ce pays qu'à la suite du petit-neveu de Ferdinand VII. Le programme politique de don Carlos VII est clair, précis, et ne peut laisser de doute à personne : il est libéral comme il convient dans nos sociétés modernes, il sauvegarde en même temps la morale, la justice, la religion, ce que n'ont fait ni le gouvernement de la reine Isabelle, ni les dictatures furieuses des derniers présidents républicains.

Il est incontestable que la question religieuse ne tende à se substituer partout aujourd'hui à la question politique : actuellement en Espagne, dans le conflit qui a scindé en deux camps ce grand et sympathique pays, la question religieuse est autant en litige que la question politique. Cette théorie immorale qui tend à séparer l'Église de l'État pour anéantir, une fois la séparation obtenue, tout germe religieux et toute idée chrétienne

dans un peuple ; cette théorie immorale, dis-je, a, en Espagne comme en France, comme dans le monde entier, ses défenseurs et ses propagateurs. Ceux-ci vont aujourd'hui la tête haute ; si impopulaires qu'ils soient dans la catholique Espagne, ils ont réussi à se créer un parti, et, étant l'infime minorité, ils voudraient se faire passer pour le plus grand nombre.

Un des reproches les plus communs adressés à don Carlos VII par cette minorité révolutionnaire est celui d'être un partisan de l'Inquisition et de l'ingérence du clergé dans les affaires civiles. Ces calomnies n'ont pas besoin d'être combattues auprès des hommes sérieux, et je ne m'y arrêterai pas. Il est incontestable que, ramenant avec lui en Espagne le respect de la religion et du culte catholique, don Carlos VII rendrait au clergé la juste influence qu'il doit avoir dans la nation comme corps enseignant et dirigeant ; mais quel rapprochement peut-il exister entre cette juste protection et le rétablissement des rigueurs d'un autre temps et d'un autre âge ?

Oui, assurément, l'Espagne de don Carlos VII sera une Espagne chrétienne et catholique ; mais en quoi ce retour à ses anciennes traditions nuira-t-il à ses idées nouvelles, à ses libertés actuelles ?

« Ah ! s'il était vrai que la liberté de la conscience humaine fût incompatible avec le caractère religieux qu'ont revêtu dans tous les temps, chez tous les peuples, la société et les pouvoirs qui la dirigent, cette considération serait de nature, en effet, à modifier un principe reçu par tous les législateurs du passé ; car cette liberté, qui touche au libre arbitre, est en effet, nous le reconnaissons, la plus précieuse de toutes, et non-seulement pour les peuples modernes, mais pour les peuples chrétiens de tous les âges. Cette liberté, inconnue à l'antiquité, est une création du christianisme. Mais heureusement elle n'est en rien contraire aux conditions de l'ordre social, et les peuples n'ont pas à y renoncer pour conserver aux lois une base religieuse (1). »

Non, la liberté de conscience n'a rien à craindre du retour en Espagne du roi légitime : cette liberté n'a jamais été menacée que par le despotisme des révolutionnaires, et, au jour même où on lira ces lignes, l'Allemagne et la Suisse offrent un exemple frappant de la manière dont comprennent la liberté des cultes des gouvernements se disant libéraux et progressistes

---

(1) STOFFELS DE VARSBERG. — *Athéisme social et Religion d'Etat.*

Donc, proclamons-le bien haut, la cause carliste doit avoir toutes nos sympathies, car c'est celle du vrai progrès et de la saine liberté, celle de la monarchie légitime, de la foi et de la religion. Le prince, jeune, ardent et sympathique qui s'est fait le champion déclaré de ces idées, ne peut manquer de triompher, car, comme les Croisés, il peut inscrire sur sa bannière les trois mots : « Dieu le veut. » La victoire sera loyale comme son combat aura été franc. Il n'a pas été chercher pour gagner son trône des chemins détournés, ni des voies tortueuses ; non, c'est face à face qu'il a regardé la Révolution et qu'il lui a dit : « à nous deux. » Son triomphe n'est pas éloigné : suivant sa royale expression, ayant commencé la lutte avec la force que lui donnait son droit, il la continue avec le droit que lui donne sa force.

Combien durera cette guerre ; qui pourrait le dire ? Deux armées sont en présence, qui, inégales aujourd'hui, seront demain de même force. L'une, composée de recrues indisciplinées, maintenues sous les drapeaux contre leur gré, se bat sans énergie et n'a remporté jusqu'ici quelques succès que grâce à la force du nombre ; l'autre, entièrement formée de volontaires, pleine de foi, de confiance et de bravoure, combat

pour une idée, pour son Dieu, pour son Roi et pour sa liberté.

Que l'on compare, et que l'on prononce de quel côté, le jour où ces armées seront égales en nombre, penchera la victoire et demeurera le triomphe.

Comte DE VALRAS.

Paris, 1<sup>er</sup> juillet 1875.

---



# PREMIÈRE PARTIE

---

## CHAPITRE PREMIER





# PREMIÈRE PARTIE

---

## CHAPITRE PREMIER

Don Carlos VII et ses droits au trône d'Espagne. — Les anciennes lois de succession des Castilles. — Le *fuero juzgo* et les *partidas*. — La loi de Philippe V. — La pragmatique de 1789. — Le décret d'Aranjuez.

Le 3 mai 1872, un jeune homme franchissait les Pyrénées et entra en Espagne. Il trouvait à la frontière trente-deux paysans navarrais qui le proclamaient leur seigneur et roi ; ces trente-deux paysans avaient pour toute arme chacun un bâton.

Celui qu'on venait de proclamer roi d'Espagne dit alors : Au nom du principe monarchique dont je suis le représentant en Espagne, au nom de mon droit héréditaire, je prends possession de ce pays : guerre à l'étranger qui vous gouverne et guerre à la Révolution : En avant pour Dieu, pour la Patrie et pour le Roi. — Les trente-deux paysans acclamèrent ces paroles.

Ce jeune homme était don Carlos VII.

Aujourd'hui, 3 mai 1875, ce même jeune homme est roi absolu de huit provinces, c'est-à-dire du tiers de l'Espagne ; les trente-deux paysans sont devenus une

armée de cent mille hommes, disposant de quatre mille chevaux et de cent soixante-dix pièces de canon.

Au mois de mai 1872, l'Espagne avait à sa tête un prince étranger. Appelé au trône de Madrid par les chefs militaires dont les intrigues avaient amené la chute de la reine Isabelle, le roi Amédée, honnête homme perdu au milieu d'intrigants et d'ambitieux, point politique, point au courant des affaires, sans sympathies dans le pays, comprenait dès cette époque que son pouvoir incertain et précaire n'était pas appelé à une longue durée. Il avait le tort en outre, extrêmement grave en un pays très-catholique et peu tolérant, d'être le fils d'un prince usurpateur des biens de l'Eglise et excommunié : un tel souverain devait être forcément impopulaire en Espagne, plus qu'impopulaire : antipathique et détesté. Quelques-uns s'étonneront sans doute, en nous entendant parler ainsi ; ceux qui connaissent le peuple espagnol savent que nous disons la vérité, sans exagération aucune.

Donc, bien que l'Espagne eût à cette époque un gouvernement monarchique, la désorganisation la plus complète régnait aussi bien dans la direction politique des affaires que dans les divers services d'administration intérieure. — La Révolution de 1868 en appelant au pouvoir cette catégorie d'hommes qui ne peuvent obtenir d'emplois qu'à la faveur du désordre et du trouble, avait été la cause première de ce désarroi gé-

néral. Amédée, en montant sur le trône, avait essayé d'éliminer ces nullités aussi ambitieuses qu'impuisantes ; mais élevé lui-même par la Révolution, couronné et placé sur le pavois par elle, il devait forcément garder avec ses co-élus, des ménagements qu'il était le premier à regretter.

Plus d'énergie l'aurait sauvé peut-être.

C'est alors qu'un prince énergique et jeune comprit qu'il ne pouvait assister impassible, lui légitime descendant de Philippe V, à la ruine et à l'anéantissement de l'Espagne. Cette restauration œuvre difficile et ardue, le duc de Madrid, Charles VII devait la tenter : le mot d'ordre fut donné aux fidèles. — La Biscaye, la Navarre, la Catalogne furent prévenues : il restait à tirer l'épée.

Nous avons raconté l'entrée de don Carlos VII en Espagne ; il convient, avant d'aller plus loin, de dire ce qu'est ce prince et sur quoi s'appuient en réalité ses droits.

Don Carlos VII de Bourbon et d'Este, roi de Castille et d'Aragon, seigneur de Biscaye, roi de Navarre, prince de Catalogne, est né à Laibach en Autriche, le 30 mars 1848 : le prince est donc âgé aujourd'hui de vingt-sept ans.

L'infant don Juan de Bourbon et de Bragance, son père, et la princesse Béatrix, sa mère, se rendaient à Vienne pour rejoindre leur famille, quand, en descendant de la chaise de poste, la princesse fut prise des douleurs de l'enfantement.

C'est dans une misérable auberge d'une petite ville

d'Illyrie qu'est né le roi actuel de toutes les Espagnes, et s'il est vrai que les circonstances qui entourent la naissance des hommes ne sont point sans influence sur leur caractère, leur conduite et leur manière d'être, cette entrée dans ce monde, faite en chaise de poste et comme en courant, n'aura pas laissé que d'imprimer sa marque sur la vie aventureuse et chevaleresque de cet Henri IV moderne.

Il ne sera pas inutile d'expliquer d'une façon exacte ce qu'est au point de vue héréditaire et sous le rapport de la filiation, don Carlos VII.

Charles IV, le prince dépossédé par Napoléon I<sup>er</sup>, eut trois enfants : Don Fernando — don Carlos — don Francisco.

Devenu roi d'Espagne, par l'abdication de son père, don Fernando connu en France sous le nom de Ferdinand VII, ne laissa en mariage qu'une fille, la reine Isabelle actuelle.

A la mort de Ferdinand VII arrivée en 1833, la reine Isabelle fut portée au pouvoir au mépris des lois de succession du royaume : légalement, la couronne revenait, à défaut d'héritier mâle du roi Ferdinand VII, au frère de ce prince l'infant don Carlos.

Le 16 mars 1833, à la suite de la signature de l'acte illégal appelant au trône l'infante Isabelle, don Carlos, qui devait être bientôt Charles V, se retira en Portugal pour y attendre les événements.

Il était arrivé à peine au siège de son exil volontaire qu'il recevait une députation et une lettre de son royal

frère l'invitant à reconnaître publiquement à la princesse Marie-Isabelle le titre de princesse des Asturies, prérogative de l'infant héritier, et d'abandonner par conséquent tous ses droits à la succession du roi Ferdinand VII.

Charles V était un prince qui joignait à un grand respect des institutions nationales un grand amour de ses droits et de sa propre dignité, aussi fut-il profondément froissé de la demande qui lui était adressée et de la pensée qu'on eût pu songer un instant qu'il acquiescerait à sa propre renonciation. Sa réponse fut concise et nette : elle appartient à l'histoire et nous la donnons ici textuellement.

« Mon cher frère,

» Ce matin, à dix heures, mon secrétaire Plazaola m'informa que votre envoyé Cordoba désirait savoir à quelle heure il me conviendrait de recevoir la communication d'un ordre royal. J'envoyai lui dire que ce serait à midi. Il vint quelques minutes auparavant et je le reçus immédiatement. Il me remit le document officiel que je lus, et, après en avoir achevé la lecture, je lui dis que ma dignité et mon caractère me donnaient le droit de répondre d'une manière directe à mon roi, à mon maître et surtout à mon frère, à un frère bien-aimé que j'ai accompagné surtout dans l'adversité. Vous désirez connaître si j'entends prêter le serment de fidélité à votre fille comme princesse des Asturies. Je n'ai pas besoin de vous dire combien je souhaiterais pouvoir faire

ce serment. Vous me connaissez et vous savez que je parle du fond du cœur. Rien ne me serait plus agréable que d'être le premier à reconnaître votre fille et à vous épargner tous les troubles et tous les embarras que mon refus peut vous occasionner, mais ma conscience et mon honneur ne me le permettent pas. Les droits que je possède sont si sacrés que je ne peux les abdiquer ; ces droits dérivent de Dieu qui me les donna lorsqu'ils me créa ce que je suis : seul il peut me les retirer en vous donnant un fils, événement que je désire peut-être plus que vous-même.

» D'ailleurs c'est mon devoir de défendre les princes qui peuvent venir après moi ; c'est pourquoi je me crois forcé de transmettre de la façon la plus solennelle, la déclaration qui suit, à vous et à tous les souverains de l'Europe auxquels, j'espère, vous voudrez bien la communiquer vous-même officiellement.

» Adieu, mon cher frère ; ne doutez pas que je ne vous sois entièrement dévoué et que votre bonheur ne soit toujours le souhait le plus vif de votre frère.

» CARLOS. »

A cette lettre était jointe la déclaration qu'on va lire. En même temps qu'à Ferdinand VII elle était adressée à toutes les cours de l'Europe.

### DÉCLARATION

« Moi, Carlos-Marie-Isidore de Bourbon, Infant d'Espagne,

» Entièrement convaincu de mes légitimes droits à la couronne d'Espagne, si je survis à Votre Majesté, sans qu'elle ait eu d'enfant mâle, déclare que ma conscience et mon honneur m'empêchent de reconnaître aucun autre droit que le mien.

» A notre Roi, de son affectionné frère et fidèle vassal.

*Signé* : L'INFANT DON CARLOS DE BOURBON.

» Palais de Ramalhães, 29 avril 1833. »

Cette protestation, aussi simple qu'énergique, eût dû ouvrir les yeux à Ferdinand VII, mais depuis longtemps ce prince était aux mains d'un parti ambitieux et perfide qui, cette fois encore, à force de rouerie et d'astuce, lui ferma les yeux et lui dissimula la gravité de la déclaration de don Carlos.

Cinq mois après, jour pour jour, le 29 septembre 1833, Ferdinand VII mourut, laissant définitivement la succession d'Espagne à sa fille Isabelle, et la régence à la reine dona Christina.

Une ère funeste de guerre civile, de révolutions, de *pronunciamientos* militaires s'ouvrait pour ce pays voisin et ami, chez lequel les traditions nationales ont encore quelque prix et chez qui le bon droit trouvera toujours de désintéressés et d'ardents défenseurs.

Charles V n'avait point à hésiter : puisqu'on n'avait point tenu compte de sa déclaration et qu'une solution pacifique était écartée par ses ennemis, c'était aux hasards d'une lutte et aux chances des combats qu'il

fallait confier la garde de ses droits et le soin de les faire triompher.

Il n'entre point dans notre cadre d'exposer ce que fut cette héroïque guerre de sept ans : en 1839 la quadruple alliance et la trahison de Maroto contraignirent le prince à se réfugier en France, où, chose triste à dire, il ne trouva point une hospitalité digne de lui ni digne de nous. Au reste, il eût été bizarre de voir le gouvernement français de cette époque protéger un souverain légitime, surtout quand c'était un Bourbon.

C'en était fait pour cette fois de la revendication à main armée du trône d'Espagne : don Carlos abdiqua en faveur de son propre fils don Carlos VI, plus connu sous le nom de comte de Montemolin.

A la mort de Charles VI, et en l'absence d'un héritier direct, don Juan, son frère, lui succéda. Nous ne parlerons point des diverses tentatives faites à différentes reprises, sans préparation ni énergie suffisantes, pour reprendre l'œuvre de Charles V, disons seulement qu'à la suite de l'une d'elles, don Juan abdiqua le 3 octobre 1868, en faveur de son fils aîné don Carlos VII, connu à cette époque sous le nom de duc de Madrid.

Don Juan adressa à tous les cabinets de l'Europe son abdication : à cette pièce était joint un manifeste de don Carlos VII : voici ces deux documents :

« Sire,

» N'ambitionnant que le bonheur des Espagnols, c'est-à-dire la prospérité intérieure et le prestige exté-



rieur de ma chère patrie, je crois devoir abdiquer et, par la présente, j'abdique tous mes droits à la couronne d'Espagne en faveur de mon bien-aimé fils don Carlos de Bourbon et Este.

» Donné à Paris le 3 octobre 1868.

» Juan de Borbon y de Braganza. »

« Si Dieu et les circonstances me placent sur le trône des Espagnes, je m'efforcerai de concilier loyalement les institutions utiles de notre Espagne avec celles du passé ayant un caractère indispensable, me dévouant, avec les Cortès générales librement nommées, à la grande et difficile tâche de doter ma chère patrie d'une constitution qui sera, je l'espère, à la fois espagnole et définitive.

» Le jour où j'aurai ce bonheur, je renouerai le plus possible avec Votre Majesté mes relations personnelles, avec sa nation celles de ma nation.

» De Votre Majesté, etc.

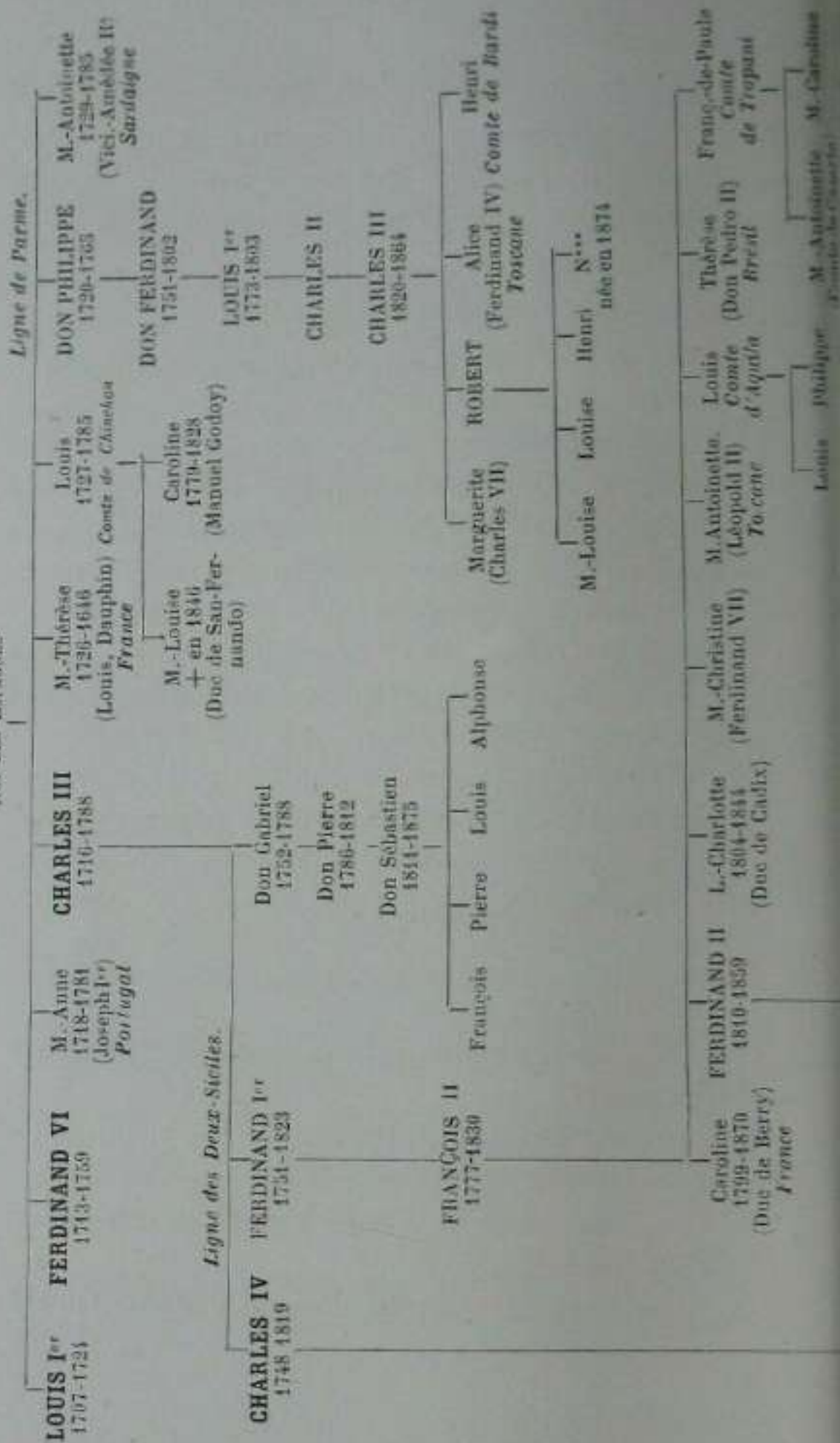
» Carlos de Borbon y Este. »

Par cette lettre même le duc de Madrid devenait Charles VII.

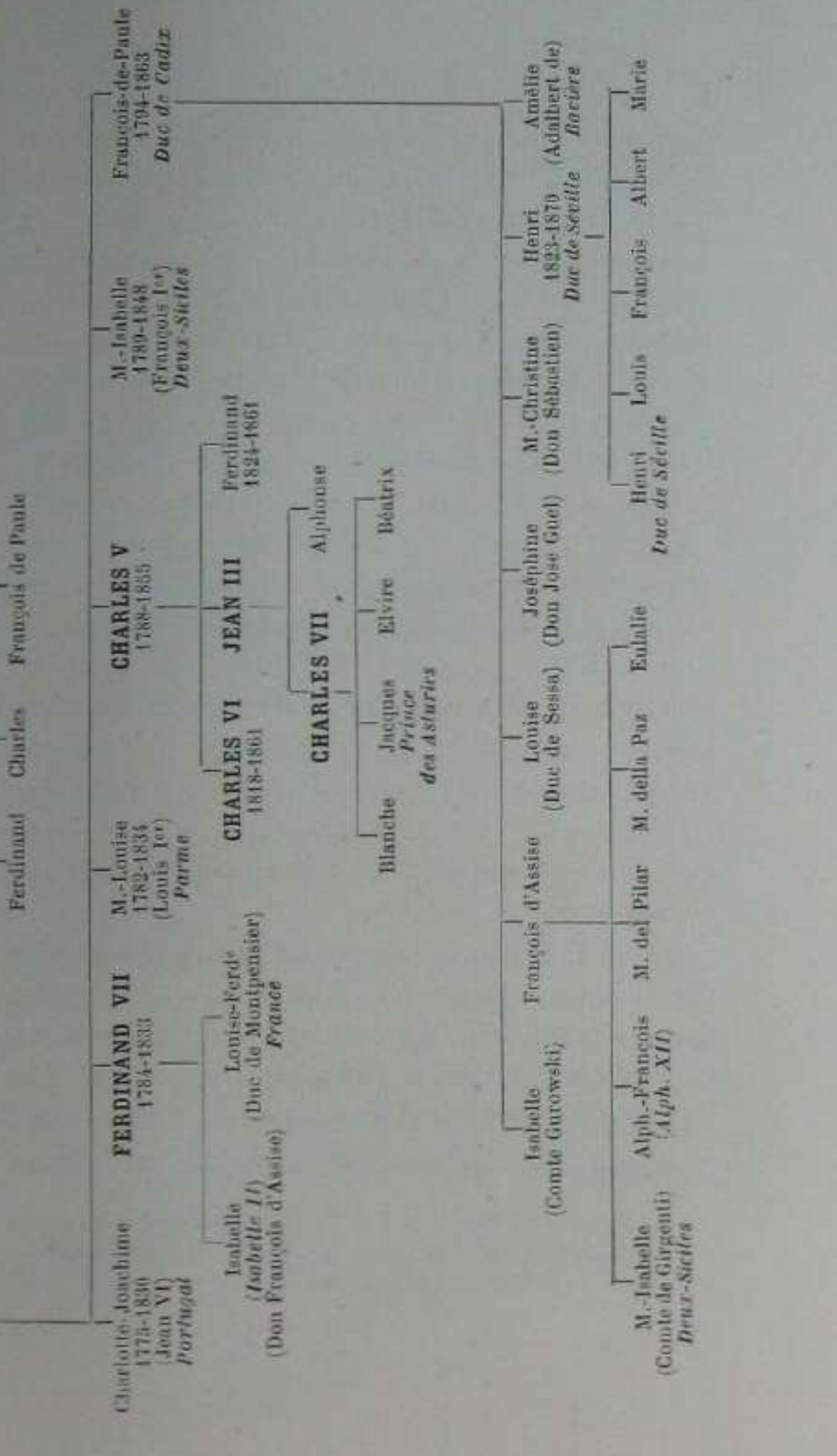
Au point de vue de la filiation directe, le prince est arrière-petit-fils de Charles IV, petit-neveu de Ferdinand VII, cousin de la reine Isabelle et petit-cousin d'Alphonse XII.

Nous annexons ici pour plus de clarté un tableau

**PHILIPPE V**  
1683-1746  
ROI DES ESPAGNES



FRANÇOIS II 1843-1871 (Robert 1<sup>er</sup>) Comte de Harf (Comte de Bard) Parme 1855-1873  
 Cte de Trani 1846-1871 (Charles-1846-1871) Comte de Cacerete (Arch. Charles-Salvador) Comte de Girgenti Toscanne Parme  
 M.-Thérèse



figurant la descendance des Bourbons d'Espagne de Philippe V à l'Infant don Jaime, prince des Asturies, fils de don Carlos VII et infant héritier du trône.

Or, il résulte de la simple inspection du tableau précédent que la légitimité ne se confond pas en Espagne avec la descendance directe, et bien qu'il existe actuellement un petit-fils de Ferdinand VII, c'est au petit-neveu de ce dernier prince qu'appartient légalement le trône espagnol.

Cette anomalie demande quelques explications.

Si haut que nous remontions dans l'histoire de l'Espagne, nous voyons, sous tous les régimes et, pour ainsi dire, d'après toutes les constitutions, les femmes n'être admises à la succession au trône qu'à l'extinction de tous les mâles de toutes les branches collatérales. Nous trouvons même dans le *Fuero Juzgo* qui date du VII<sup>e</sup> siècle, qu'à cette époque, la succession est donnée à l'élection, mais que *les femmes n'ont d'autres droits que le respect qui leur est dû personnellement et les honneurs réservés à leur rang*<sup>1</sup>.

Quand l'invasion des Maures eut détruit la monarchie des Visigoths, l'Espagne lutta pendant sept cents ans contre ces conquérants nouveaux. Peu à peu les royaumes se formèrent et chacun d'eux eut une constitution à lui; les unes furent fondées sur l'ancien *Fuero Juzgo*,

---

<sup>1</sup> *Fuero juzgo. Titulo 1<sup>o</sup>. Ley 9.* — Modo y forma que ha de observarse para la eleccion en la sucesion al Trono. — *Canon LXXVII del Concilio IV de Toledo y el articulo 16<sup>o</sup> del VI<sup>o</sup>.*

les autres sur le droit romain, quelques-unes sur le droit féodal, certaines même gardèrent la trace des institutions orientales apportées par les Maures. Dans tous ces codes, au milieu d'un chaos de testaments, de décrets, de décisions de Cortès, le droit des agnats ressort plus clairement que tout autre. — Une exception produite en Castille au XI<sup>e</sup> siècle ne saurait infirmer la règle. —

A la mort des rois Bermudo III, Alphonse VI et VII qui ne laissaient point d'enfants mâles, les filles de ces princes dona Sancha, dona Urraca et dona Berenguela, furent proclamées reines. — Après dix ans de luttes et de sanglantes dissensions, aucune des trois princesses ne put arriver à conserver son éphémère couronne.

A cette époque aucune loi n'est fixe : ici l'on agit d'une façon, là d'une autre, et il faut arriver au XII<sup>e</sup> siècle pour trouver trace d'une jurisprudence précise en matière de succession.

Le premier code, réglant une aussi grave question fut commencé par Ferdinand III qui réunit en 1230 sur sa tête les couronnes de Castille et de Léon,

Ce code, promulgué en 1260 par Alphonse I<sup>er</sup>, fils de Ferdinand III et connu sous le nom de *Siete Partidas*, n'exclut pas les femmes de la succession : c'est sur ce code que se fondent aujourd'hui les ennemis de don Carlos VII pour légitimer l'usurpation de la reine Isabelle. Or, les *Siete Partidas* ne furent jamais promulguées<sup>1</sup> :

---

<sup>1</sup> Voyez la *Refutación a la carta publicada en contestación a la del Rey de España*. — *L'Espagne sauvée*, du baron Godefroy d'HERPENT.

l'ordre de succession de mâle en mâle fut toujours suivi jusqu'au règne de Enrique IV, au xv<sup>e</sup> siècle et même postérieurement sous le règne de la maison d'Autriche qui finit au xviii<sup>e</sup> siècle avec Charles II.

Dans les différents royaumes, diverses constitutions furent promulguées postérieurement aux *Siete Partidas* : dans toutes, les femmes ne furent appelées au trône qu'à l'extinction de toute branche masculine <sup>1</sup>.

Il serait peu intéressant pour des Français autres que des hommes de loi d'examiner une à une les nombreuses constitutions de chacune des provinces du royaume espagnol : il serait facile de multiplier les exemples et de citer maintes preuves à l'appui de notre thèse, mais nous renvoyons ceux qui voudraient connaître à fond la question, aux nombreux écrits publiés vers 1830 sur la matière.

Nous pourrions citer cependant comme d'un plus grand poids que les autres la décision des Cortès de 1412, à Caspe, présidées par Vincent Ferrer, nommant roi Ferdinand de Castille, de préférence à Jeanne, comtesse de Foix et Iolande, reine de Naples, filles toutes deux du roi Jean I<sup>er</sup>. Également, il serait bon peut-être de rappeler que, en 1462, dona Juana, fille de

---

— *Don Carlos*, du vicomte de C. — *Le droit de Charles VII au trône d'Espagne*, par le comte DEL PINAR. — *La question dynastique en Espagne*, par don APARISI Y GUIJARRO.

<sup>1</sup> *Refutación*, p. 68 : « Las leyes dictadas en varios estados con posterioridad à las Siete Partidas *excluyen absolutamente a las hembras en la sucesion de la corona.* »

don Enrique, ayant été reconnue par les Cortès de Madrid, ne fut pas agréée par la nation.

Sur la propre motion de cette princesse et pour éviter une guerre civile où elle eût succombé sans doute, l'on annula la reconnaissance des Cortès de Madrid et l'on adressa aux Grands, aux évêques, aux *Ricos hombres*, aux villes et bourgs ayant vote aux Cortès, une ordonnance les engageant à reconnaître pour roi don Alonzo, père de dona Juana.

Nous arrivons ainsi à la grande période de 1519 à 1700, de Charles-Quint à Charles II. C'est l'apogée de la monarchie espagnole : le droit public y est établi sur des bases solides et stables : nous ne sommes plus là dans les imbroglios du *Fuero Juzgo* et des *Siete Partidas* : le droit de succession au trône est nettement défini, et dans ce long espace de deux siècles nous voyons la couronne passer successivement et sans contestation, toujours de mâle en mâle, à l'exclusion des femmes.

Il est loin de notre pensée de vouloir prétendre que le *Fuero Juzgo*, et les conventions solennellement jurées des Cortès de 1518 n'aient pu être modifiés d'une façon parfaitement légitime depuis ces temps relativement bien éloignés de nous, mais, de même que nous ne croyons point qu'un peuple puisse, sans le consentement du roi, changer telle ou telle clause d'une convention approuvée par un accord solennel entre les deux parties, de même nous ne saurions admettre qu'un prince puisse modifier d'un trait de

plume un acte consenti par lui ou par l'un de ses prédécesseurs et sanctionné par un vote des représentants du pays.

L'accord du roi et du peuple a toujours été la loi des grands empires : les nations qui oublient cette maxime courent la plupart du temps à leur perte.

Dans une monarchie héréditaire les institutions sont modifiées peu à peu et insensiblement, sans révolutions ni secousses, suivant les besoins des temps et le progrès des sociétés : cependant, dans certaines circonstances, ces modifications peuvent s'effectuer d'une façon plus radicale et plus rapide que d'ordinaire, et c'est ce qui arrive habituellement après un changement de dynastie.

Au moment de la mort de Charles II, la prépondérance de la maison d'Autriche n'existait plus : sapée par différentes guerres malheureuses, la grandeur espagnole s'en allait à vau-l'eau, et du pouvoir de Charles-Quint il ne restait qu'une ombre et de grands fragments épars. Cette époque marque au contraire l'apogée de la maison de Bourbon et de la France dont l'influence est alors manifeste et toute-puissante en Europe.

Le testament de Charles II appelait au trône d'Espagne un prince de la maison de Bourbon, Philippe, duc d'Anjou. Après avoir hésité longtemps s'il accepterait le fardeau royal, le petit-fils de Louis XIV finit, après douze années de luttes, par être couronné à Madrid. Une des conditions de son acceptation par les Espagnols et de sa reconnaissance aussi bien par le cabinet de Versailles que



par les différentes cours de l'Europe fut sa renonciation pour lui et ses successeurs au trône de France. Le nouveau roi d'Espagne dont les droits reposaient sur le mariage de deux rois de France avec deux princesses espagnoles résolut immédiatement d'empêcher que jamais un mariage pût réunir sur la même tête les deux plus belles couronnes de l'Europe. Il fallait donc tout d'abord exclure à jamais les femmes du trône d'Espagne. On avait bien le *fuero juzgo*, les *fueros* ou *constitutions* diverses des royaumes et provinces de la péninsule, mais il était nécessaire encore qu'un acte solennel, à jamais durable, décrétât cette exclusion. Il est incontestable que, comme chef de dynastie et de famille, Philippe V avait le droit de faire une loi engageant d'une façon formelle les princes ses successeurs : ce droit est incontestable, surtout si l'on songe à la haute pensée politique qui dicta la loi nouvelle du chef des Bourbons d'Espagne et si l'on se rappelle la part que prirent à la rédaction et à la sanction de cette loi les Cortès générales de 1712 à Madrid.

« Philippe V, dit le comte del Pinar, savait que les droits des agnats mâles des lignes transversales, par préférence à ceux des femmes de la ligne directe, avaient été toujours reconnus et avaient prévalu d'une manière ou d'une autre ; mais l'histoire lui avait appris que cela ne s'était jamais accompli sans que la paix du royaume ne fût troublée par des guerres sanglantes et désastreuses, et lui-même venait d'être le témoin et le héros d'un de ces terribles drames.

» Il était, en outre, le fondateur d'une nouvelle dynas-

tie. N'était-ce pas le moment d'établir entre le roi et le peuple le pacte, la loi fondamentale qui évitât pour toujours à la nation le retour des maux passés, de ces dissensions intestines, de ces scènes de sang et de désolation? Que fit-il? Il proposa tout simplement à la nation de donner une sanction solennelle et définitive à l'ancienne coutume, à ce qui, réellement, avait toujours été son droit. Y avait-il rien de plus sage, rien de plus prudent, rien de plus patriotique?»

Les Cortès générales de 1712 furent réunies à Madrid, après que les électeurs de toutes les villes et bourgs du royaume eurent été prévenus qu'ils avaient à donner à leurs députés plein pouvoir pour traiter d'une constitution nouvelle et voter une loi définitive réglant et établissant la succession au trône, d'une façon immuable, tant que durerait la dynastie. La succession devait avoir lieu de mâle en mâle tant qu'il subsisterait des descendants mâles de Philippe V EN LIGNE DIRECTE OU COLATÉRALE <sup>1</sup>.

C'était bien décidé et la lettre royale de convocation adressée aux Ayuntamientos ne laisse aucun doute à cet égard: nous verrons quelle différence existe sous ce rapport entre les Cortès de 1712 et celles de 1789. Pour bien expliquer que le vote doit donner aux Procuradores les pouvoirs les plus étendus, Philippe V dit expressément:

---

<sup>1</sup> *Refutacion.* — ... Mientre subsistiesen VARONES descendientes de Felipe V, EN LINEA RECTA O-COLATERAL.

« En conséquence, par cette mienne Lettre, je vous mande qu'aussitôt qu'elle vous sera notifiée dans l'Assemblée de votre Conseil et municipalité, ainsi qu'il est d'usage et coutume, avant de procéder à la nomination des Procuradores aux Cortès, ou de tirer au sort pour leur élection, *vous preniez un arrêté qui leur donne un pouvoir SUFFISANT, LÉGITIME et DÉCISIF*, comme vous l'avez-vous même, *sans RESTRICTION NI LIMITATION AUCUNE*, et cela fait, que vous procédiez à l'élection ou nomination desdits Procuradores aux Cortès, pourvus des qualités qu'ils doivent avoir conformément aux lois de mes Royaumes, et leur donniez et octroyiez votre dit pouvoir décisif, légitime et suffisant, afin qu'ils se trouvent présents devant moi en la ville de Madrid, le 6 octobre prochain, pour traiter, entendre, pratiquer, conférer, octroyer et conclure en l'Assemblée des Cortès tout ce qu'il sera nécessaire et paraîtra convenable de décider, arrêter et accorder touchant l'objet ci-dessus rapporté. »

Le 9 décembre 1712, le roi adressait aux Procuradores réunis à Madrid une communication les informant des points spéciaux sur lesquels ils avaient à délibérer : on nous accordera que rien n'est plus clair, plus net, plus précis que les termes de la lettre royale qu'on va lire.

« Conseil, Justice, Régidors, Chevaliers, Ecuyers, Officiers et Gentilshommes de la Noble ville de Madrid. Comme le Royaume se trouve réuni en Cortès, ainsi que

vous le savez, pour établir et confirmer, avec force de loi, les renonciations réciproques de ma Branche à la succession de la Couronne de France, et des Branches actuelles et futures de la Famille royale de France à la succession de ma Monarchie ; l'exclusion absolue de cette succession de toutes les Branches de la Maison d'Autriche ; l'appel par préférence des descendants mâles de la Maison de Savoie, dans le cas, que Dieu nous en préserve, où feraient défaut toutes les lignes masculines et féminines de ma descendance ; le conseil d'État obéissant à son zèle, son amour, et son sage dévouement pour le bien public de ce Royaume, et le bien de ma personne et de mon service, ce qui est une même chose, sentiments inséparables de son institution et des grandes obligations des ministres qui le composent, et m'ayant demandé et obtenu une permission pour me présenter ce qu'il croirait propre à mon service, au bien de la Monarchie et à sa conservation dans ma royale ligne masculine, m'a proposé, dans un mémoire développé, bien et fortement raisonné, les motifs justes, légitimes et convenables qui lui dictaient cet avis unanime : que j'ai le pouvoir et le devoir de procéder avec les Cortès à faire une loi nouvelle réglant la succession au trône dans ma descendance, par les lignes masculines de préférence aux lignes féminines, en plaçant ma descendance masculine de mâle en mâle avant celle des femmes, *de sorte que le mâle plus éloigné descendant d'un mâle soit toujours préféré à la femme plus proche et à ses descendants, à la condition expresse que le mâle et ap-*

pelé à succéder soit né et procréé en légitime mariage, qu'on observe entre les frères le droit et ordre de primogéniture. Les avantages qui résultent de la mesure proposée pour la tranquillité future de mes Royaumes, et les inconvénients et incertitudes que cette mesure fait disparaître, autant que la prudence humaine peut prévoir et garantir, sont exposés et indiqués avec tant de clarté et de solidité dans la consulte du Conseil d'Etat, que la résolution à prendre ne peut être douteuse. Toutefois j'ai voulu le renvoyer au conseil royal de Castille, qui par sa destination et sa science profonde est compétent pour l'examen des lois et des raisons qui engagent, obligent et déterminent justement à expliquer, améliorer et révoquer les anciennes lois et à en faire de nouvelles. Ledit Conseil étant assemblé, l'affaire ayant été examinée avec la plus soigneuse attention, le fiscal étant entendu, duquel l'avis, semblable à celui du Conseil d'Etat, fut appuyé, selon les obligations de sa charge, de divers raisonnements, le Conseil royal de Castille, sans diversité d'opinions et d'un sentiment unanime, s'est conformé entièrement à la proposition qui m'a été faite..... »

La communication royale ayant été achevée la discussion commença et, à l'unanimité, les députés espagnols, votant dans la plénitude de leur droit, de leur volonté et de leur libre arbitre, adoptèrent le nouveau mode de succession au trône.

La loi nouvelle, présentée au roi et approuvée par lui, fut promulguée à Madrid le 10 mai 1713. La voici

telle qu'elle a été imprimée dans la *Novissima Recopilacion*<sup>1</sup>.

« Mon Conseil d'Etat m'ayant représenté les avantages qui résulteraient en faveur de l'intérêt public et du bien universel de mes Royaumes et sujets de la formation d'un nouveau règlement pour la succession à cette Couronne, par lequel, DANS LE BUT D'Y CONSERVER RIGOREUSEMENT L'AGNATION, TOUS MES DESCENDANTS MALES EN LIGNE DROITE MASCULINE FUSSENT PRÉFÉRÉS AUX FEMMES ET A LEURS DESCENDANTS, QUAND MÊME CELLES-CI ET LEURS DESCENDANTS SERAIENT A UN DEGRÉ PLUS RAPPROCHÉ DE FILIATION; pour me décider dans la conclusion d'une affaire de si grande importance avec plus de confiance et de sécurité; quoique les raisons tirées de l'intérêt public et du bien universel de mes Royaumes aient été exposées par mon Conseil d'Etat avec des arguments si clairs et si irréfragables, qu'il ne m'a pas été permis de douter de la légitimité de la résolution que, pour fixer la règle la plus convenable au régime intérieur de ma propre famille et descendance, je pourrais, comme son chef et le premier et principal intéressé, adopter et faire mettre à exécution, j'ai voulu entendre l'avis du Conseil, en raison de la confiance qu'il mérite, également pour l'affection, la sincérité et la sagesse que dans ce cas, comme dans tous les temps, il a montrées, et pour cette cause je lui ai renvoyé la consulte d'Etat.

---

<sup>1</sup> *Novissima Recopilacion*. Libro III<sup>o</sup> Ley V<sup>o</sup> del Título I<sup>o</sup>

en lui donnant l'ordre d'entendre mon Procureur fiscal ; et, le tout vu, entendu, d'un accord unanime tout le Conseil s'est rangé à l'opinion du Conseil d'Etat. Ainsi, l'avis des deux Conseils étant que, pour donner à l'acte une plus grande validité et stabilité, et le faire accepter universellement, *le Royaume fût appelé à concourir à l'établissement de la nouvelle loi*, comme il se trouvait réuni dans les Cortès formées de ses députés assemblés en cette ville, j'ai ordonné aux villes et aux bourgs ayant vote aux Cortès d'envoyer à leurs députés *leurs pouvoirs suffisants pour conférer et délibérer sur ce point comme ils jugeraient convenir à l'intérêt public, et ces pouvoirs ayant été envoyés par ces villes et bourgs, et remis à leurs députés, ceux-ci, après avoir pris connaissance des consultes des deux Conseils, s'être rendu compte de la justice de ce nouveau règlement et avoir apprécié les avantages qui en résultent pour l'intérêt public, m'ont demandé à adopter comme loi fondamentale de la succession au trône de ces Royaumes le susdit nouveau règlement, en dérogeant aux lois et coutumes contraires ; l'ayant pour agréable, je mande, etc.....* » — Ici est le dispositif de la loi, où sont appelés à succéder le prince des Asturies, don Louis, et ses descendants de mâle en mâle ; à leur défaut, le second fils du roi Philippe V, et ses descendants. — « En cas d'extinction entière, ajoute le Roi, de toutes les lignes masculines du Prince, de l'Infant et de mes autres fils et descendants légitimes de mâle en mâle, la succession à la Couronne desdits Royaumes appartiendra à la fille ou aux filles du dernier mâle ré-

gnant, mon agnat ;... ma volonté étant qu'en la fille aînée, ou en son descendant qui, par le décès antérieur de sa mère, arriverait à succéder à cette Monarchie, vienne à se rétablir rigoureusement, comme en un chef de ligne, l'agnation. »

Cette loi votée par les Cortès ayant des pouvoirs spéciaux fut déclarée irrévocable, communiquée à tous les cabinets de l'Europe, consentie et approuvée par eux, ainsi que le constatent les notes des divers ambassadeurs à Madrid, en particulier la correspondance du comte de Lexington, alors représentant de l'Angleterre à Madrid.

Par le traité de Vienne du 30 avril 1725, l'Espagne et l'Autriche s'engageaient mutuellement à défendre, maintenir et garantir, toutes les fois qu'il serait nécessaire, la nouvelle loi de succession établie dans les deux monarchies.

« Les souverains et les princes de la maison de Bourbon la reconnurent et l'acceptèrent tous sans exception. Par l'article 6 du traité signé entre la France et la Savoie, Sa Majesté Très-Chrétienne consentait à la déclaration faite par l'Espagne par rapport à la succession à la couronne. La même loi servit de base pour régler la succession éventuelle des duchés de Parme et de Toscane, qui devaient revenir à l'infant don Carlos, l'agnation rigoureuse ayant été établie pour ladite succession par l'article 1<sup>er</sup> du traité de Florence de 1731. Enfin Charles III, en abdiquant la couronne de Naples en faveur de son troisième fils Ferdinand, établit pour la succes-



sion dans le royaume des Deux-Siciles la loi espagnole de 1713. Ainsi la loi de Philippe V devint la loi de la maison de Bourbon <sup>1</sup>. »

Cette loi universellement approuvée à l'époque de promulgation, fut encore défendue par des écrivains *libéraux* tels que Mariana et Sampère qui, en fait de législation espagnole et de connaissance du droit, peuvent être mis incontestablement au premier rang.

« Si l'on raisonne conformément aux maximes et aux principes de notre droit, dit Mariana, il n'y a pas lieu de mettre en doute qu'on doive préférer et faire valoir la loi de Philippe V comme la plus récente, la dernière, et comme insérée dans le code classique, la principale autorité de la nation. » Ceci était publié en 1820.

En 1822, Sampère Guarinos écrivait dans son histoire du droit espagnol :

« Après la mort des deux Dauphins, fils et petit-fils de Louis XIV, qui arriva cette même année (1712), l'Angleterre craignit de voir se présenter l'éventualité de la réunion des deux couronnes de France et d'Espagne ; pour cette raison, elle proposa, comme un des articles de la paix dont on traitait à Utrecht, que Philippe V, aussi bien que son frère le duc de Berry, et son oncle le duc d'Orléans, renoncassent aux droits qu'ils pourraient avoir à cette réunion. Philippe V, placé dans l'alternative de choisir l'une des deux Couronnes, dit

---

<sup>1</sup> Comte DEL PINAR, — page 99.

qu'il « voulait vivre et mourir avec les Espagnols. » En conséquence de cette détermination, il renonça solennellement à ses droits à la Couronne de France. Pour donner une sanction plus forte à sa renonciation, après l'avoir fait confirmer par le Conseil de Castille, il ordonna la convocation en Cortès des Députés des villes des deux Royaumes (Castille et Aragon), qui avaient le droit d'en nommer.

» L'affaire de la renonciation étant terminée, le Conseil d'État représenta au Roi les grands avantages qu'apporterait à cette Monarchie une loi nouvelle sur la succession à la Couronne qui adopterait l'agnation rigoureuse.

» Cette proposition fut soumise au Conseil de Castille ; et, appuyée unanimement par tous ses membres, elle fut examinée par les Cortès, qui demandèrent qu'elle fût adoptée comme loi fondamentale. Par cette loi, la Maison d'Autriche se vit privée pour toujours du droit de succession, et le droit de la dynastie des Bourbons vit confirmé plus fortement le sien. »

Le règne de Ferdinand VI, fils de Philippe V, se passa sans que la loi de 1713 donnât lieu à contestation ; mais sous Charles III, frère et successeur de Ferdinand VI, le ministre Floridablanca proposa des modifications qui ne furent point acceptées : ces modifications tendaient à changer le principe même de la loi en appelant les femmes à la succession au trône, au même titre que les

enfants mâles. Le prince de Castelcicala et la fermeté de Charles III firent rejeter ces propositions et les projets de Floridablanca furent abandonnés.

Charles IV étant monté sur le trône, les idées de Floridablanca furent reprises par Campomanès et Aranda ; ce prince faible et sans énergie se laissa persuader par des conseillers plus ambitieux qu'honnêtes et, cédant à leurs instances, il consentit aux modifications proposées par Floridablanca.

Mais, comme un pareil changement eût provoqué en Espagne un blâme général, on dut recourir à la ruse et à des feintes.

Il existe en Espagne un décret des Cortès de Palencia, réunies en 1288, établissant que l'*héritier* du trône espagnol doit être solennellement reconnu par les députés de la nation, et proclamé devant eux prince des Asturies. En 1789, les Cortès furent donc convoquées à Madrid à l'effet d'assister à la reconnaissance de l'Infant don Fernando, qui devait être plus tard Ferdinand VII, comme héritier du trône et prince des Asturies : ces Cortès furent nommées spécialement pour cette cause et les pouvoirs des députés uniquement bornés à cet objet.

On connaîtrait mal la constitution politique de l'Espagne, si l'on ne savait que les droits du peuple et l'ingérence des citoyens dans la direction des affaires ont toujours été très-réels et très-efficaces : on doit savoir également que les Cortès sont toujours nommées pour une cause clairement connue des électeurs et parfaitement définie à l'avance : de telle sorte que les députés

reçoivent de leurs concitoyens un mandat bien déterminé pour voter telle ou telle loi, mais point d'autres. De cette manière, une constitution édictée par des Cortès n'ayant point été nommées à cette intention, n'a en droit aucune légalité : ceci est important à noter.

Cependant Aranda et Campomanès avaient rédigé une Pragmatique-Sanction, qui d'abord agréée par le roi, devait être incidemment et frauduleusement soumise aux Cortès nommées uniquement pour reconnaître don Fernando comme prince des Asturies, et, les députés ayant été réunis à Madrid, on n'attendit plus qu'une occasion favorable.

Il est curieux et triste à la fois de lire les détails du vote illégal, à huit clos, de cette fameuse Pragmatique.

Les députés furent présentés au Roi le 29 septembre 1789 et informés par le comte de Campomanès, gouverneur du conseil de Castille, que les Cortès auraient à traiter d'une loi sur *les successions* <sup>1</sup>.

Le roi n'assista à la séance que pour la cérémonie du serment, ce qui était contraire à toutes les coutumes du royaume ; enfin on fit prêter aux députés le serment suivant : « Nous jurons devant Dieu sur la croix et sur les saints Evangiles, de garder un secret inviolable sur tout ce qui sera traité dans les Cortès relativement au service

---

<sup>1</sup> « ... Dans la proposition générale que je fis hier aux Cortès j'ai dit qu'on traiterait de quelque Pragmatique sur les « successions » ... »

*Lettre du comte de Campomanès à Floridablanca, en date du 30 septembre 1789.*

de Dieu, de Sa Majesté et du bien public de ces royaumes ; nous jurons de n'en donner connaissance ni aux villes qui ont voix aux Cortès, ni à personne, à qui que ce soit, oralement ou par écrit, ni par nous-même, ni par un tiers, à moins que Sa Majesté ne nous y autorise. »

En quatre heures la loi fut votée. « Quatre heures ! dit le comte del Pinar. — Nous n'avions donc pas besoin que les actes nous dissent expressément qu'on n'avait pas discuté, qu'on n'avait pas délibéré, qu'on n'avait fait que voter. Ils auraient bien pu se taire sur ce point-là, et tout le monde serait parfaitement convaincu de la parfaite obéissance et du vif désir de faire plaisir au roi dont les chevaliers députés se trouvaient animés. Eh bien ! cette pétition illégale et indécente, votée et signée en aveugle par ces députés *concessionnaires* est la seule base des prétendus droits de dona Isabelle.

« Qu'on ne se scandalise pas de ce mot *concessionnaires* que je viens d'écrire. Je n'invente pas. Si quelqu'un veut être assuré de la justice de cette qualification, il peut consulter la collection du *Mercur*, journal qui se publiait à cette époque-là. Il restera convaincu que si les députés de 1789 n'ont pas lésiné à obéir et à faire plaisir à Charles IV, celui-ci et Floridablanca n'ont pas lésiné non plus, de leur côté, pour les récompenser largement et généreusement. Il y trouvera des nouvelles assez curieuses sur les emplois, bénéfices, pensions, et autres grâces lucratives accordées à ces obéissants et complaisants serviteurs.....

» Que firent-ils de leur dignité, de leur honneur, de

leur conscience, ces députés qui s'engageaient par un serment solennel à ne pas rendre compte de leurs actes aux villes et communes dont ils sont les mandataires ; à ne pas même leur révéler les affaires qu'ils ont traitées ; enfin à ne pas donner la moindre connaissance de leur conduite et de la manière dont ils se sont acquittés de leur mandat à ceux qui avaient déposé en eux leur confiance, qui leur avaient abandonné la défense de leurs intérêts, qui les avaient investis et honorés de leurs pouvoirs ? Voilà la bonne manière de faire concourir la nation à la formation d'une loi : n'avoir pas la moindre présomption qu'il s'agit d'établir une telle loi, parce qu'à dessein, dans la lettre de convocation aux Cortès, on lui cache ce qu'on veut faire ; rester dans la même ignorance après la réunion des Cortès, parce que ses délégués se sont engagés, par un serment solennel, à ne lui en donner aucune connaissance. »

L'illégalité de la Pragmatique de 1789 est tellement flagrante que, même promulguée, cette loi n'eût eu d'autre effet que de jeter l'Espagne dans la guerre civile, les dissensions et l'anarchie ; toutefois elle ne reçut jamais la sanction royale, et resta dans les cartons.

En effet, au lieu de la sanction et de la promulgation devant donner à cette pièce force de loi, le parchemin présenté à Charles IV porte une simple note de ce prince décidant qu'il *ordonnera* de publier les lois quand il le jugera bon, et lorsqu'il aura pris les avis qu'il croira nécessaires. Il n'y a sur ce point aucun doute. Quand le marquis de Campomanès présenta à la signa-

ture de Charles IV le texte de la Pragmatique, il proposa la formule suivante.

« A cela <sup>1</sup> je réponds : Il faut se conformer à la coutume *et, en conséquence*, abrogeant les dispositions de l'*Auto-acordado* de 1713, j'*ordonne* à ceux de mon Conseil d'expédier sur cet objet la Pragmatique-Sanction, qui, en tels cas, est requise et accoutumée, *pour être observée à perpétuité.* »

C'était là une sanction, et, supposé qu'on eût rempli les conditions exigées par la loi et fait la promulgation avec la solennité requise, ce serait une loi du Royaume. Pourquoi le Monarque, ayant sous les yeux cette formule, la rejette-t-il ? Pourquoi en choisit-il ou emploie-t-il une autre toute différente ? Parce que son intention n'était pas, du moins alors, de sanctionner, ni de faire une loi ; et, en conséquence, il ne dit pas : « j'*ordonne*, » mais j'*ordonnerai*, et il ajoute : « en tenant compte de votre supplique et des avis que j'aurai pris à son sujet.

Il nous paraît certain qu'il suffisait à Charles IV de la demande des Cortès, sauf à en user ou non, selon sa convenance. Si nous ne nous trompons, il avait à cette époque deux fils et une fille, Carlotta, qu'il aimait beaucoup. Si la mort (le cas était possible) lui eût ravi ses deux fils, peut-être eût-il sanctionné la demande, en ordonnant la promulgation de la Pragmatique par amour

---

<sup>1</sup> Toute loi votée par les Cortès est précédée d'une supplique demandant la signature et l'approbation royales.

pour sa fille, quoique, à notre sens, cette mesure eût été souverainement injuste et préjudiciable au Royaume. Mais la naissance de nouveaux fils, la croissance en âge et en santé de ceux qu'il avait déjà, la voix de sa conscience venant à se faire entendre, tout cela lui fit oublier la demande, et la procédure de ces Cortès alla s'échouer chez un libraire en vieux <sup>1</sup>.

Maintenant, accordons, pour faciliter la discussion, que Charles IV, en acceptant la formule de Campomanès, ait sanctionné véritablement la demande des Cortès; la volonté du Roi acceptant cette demande en fait une loi. Nous nous exprimons mal; elle n'est pas encore loi, parce qu'elle n'est pas publiée, et que le Roi peut la publier ou ne pas la publier. Ceci établi, qu'on veuille bien remarquer: 1° que les années succèdent aux années, et que Charles IV arrive au terme de son règne sans manifester la volonté de la publier; 2° que quinze ans

<sup>1</sup> « Si ce célèbre dossier fut en effet remis entre les mains de Charles IV immédiatement après la dissolution des Cortès de 1789, celui-ci montra un tel intérêt à garder cet inestimable trésor, qu'il dut en faire cadeau à quelque ami de sa spéciale amitié, lequel ami eut en telle estime le précieux cadeau, que sans doute il dut le vendre à son tour pour servir à envelopper des épices.

Don Pedro Cevallos, premier secrétaire d'Etat pendant les dernières années de Charles IV, dans un rapport qu'il fit au ministre d'Etat sur les Cortès de 1789 le 24 octobre 1811, dit: « Je ne sais pas par quelle fatalité le cahier de ces Cortès disparut des archives; ce qu'il y a de certain, c'est que je l'ai acquis d'un marchand de vieux livres et que je l'ai remis au prince de la Paix, pour qu'il le plaçât où il convenait. Après que je fus nommé premier secrétaire d'Etat, le même cahier me fut encore remis



après il ordonne de former un recueil des lois en vigueur en Espagne, et vient dire aux Espagnols : « La loi qui règle la succession à la Couronne est celle de Philippe V. »

On ne peut alléguer, comme le fait Ferdinand VII dans sa Pragmatique, que « les troubles qui ont agité l'Europe à cette époque, et ceux qu'a éprouvés depuis la Péninsule, n'ont pas permis l'exécution de ces importants desseins qui réclamaient des jours plus sereins. » Car, si l'Europe, ou une grande partie de l'Europe, fut agitée et ébranlée de 1789 à 1808, la Péninsule jouit généralement de jours sereins dans la paix et la prospérité; et il nous semble que cette durée de dix-neuf ans permit bien l'exécution de desseins plus importants que la simple publication d'une loi.

Est-ce qu'on n'eut pas le temps? Mais on en eut bien pour former, publier et sanctionner un Code général de

---

« confidentiellement par Don Bernardo de Iriarte, et je le mis dans  
« les mains du roi père; mais je ne peux pas dire s'il le garda dans  
« sa bibliothèque particulière, ou s'il fut transporté, par son ordre,  
« à la secrétairerie de grâce et justice. » Donc, pour qu'il ne man-  
que rien pour compléter le ridicule de cette affaire, la soi-disant  
pragmatique-sanction de Ferdinand VII n'a pas pour base un do-  
cument placé dès son origine et fidèlement gardé dans les archives  
du royaume, mais un document auquel on ne peut accorder d'autre  
confiance que celle que mérite un papier trouvé entre les mains  
d'un « marchand de vieux livres, » au pouvoir duquel on ignore  
de quelle manière il était arrivé, sans que, par conséquent, on  
puisse savoir s'il est authentique ou s'il fut falsifié ou altéré par  
le marchand de livres ou par la personne qui le lui vendit. »

Comte DEL PINAR, (page 160 et 161.)

lois, la *Novissima Recopilacion*, et on en aurait manqué pour sanctionner et publier une seule loi qui n'avait plus besoin ni de discussion ni d'approbation?

Il y a plus ; à cette époque, la Maison de Bourbon cessa de régner en France, et, si elle voyait de mauvais œil, comme on l'a dit, l'abrogation de la loi de Philippe V, certes, l'occasion était favorable pour rétablir la loi de *Partida*, car, de 1789 à 1808, la République française d'abord et Napoléon, consul ou empereur, ne se souciaient guère que ce fût la loi d'Alphonse X ou celle de Philippe V, qui réglât la succession de la Monarchie espagnole.

Donc, du fait de la non-publication par Charles IV, pendant sa vie, de la prétendue loi de 1789, et de celui de la codification ordonnée quinze ans plus tard des lois en vigueur en Espagne parmi lesquelles est inspirée comme telle celle de Philippe V, découle nécessairement cette conclusion que le roi se désista de son premier dessein et ne voulut pas que cette demande des Cortès, que nous supposons sanctionnée, vint à être loi obligatoire dans le royaume <sup>1</sup>. »

Soumise confidentiellement aux divers cabinets de l'Europe, la Pragmatique de 1789 fut désapprouvée successivement par chacun d'eux, en particulier par le marquis del Basto, ambassadeur de Naples et Lemarchand, chargé d'affaires de France ; la Pragmatique fut donc abandonnée d'une façon absolue, et Charles IV

---

<sup>1</sup> *Aparisi y Guijarro* :

n'eut point de peine à mettre de côté un projet qu'il n'avait jamais accepté qu'à regret.

En conséquence, dans le code promulgué par Charles IV, le 2 juin 1805, on inséra la loi de Philippe V<sup>1</sup>, et d'autres lois nationales établissant les droits au trône du dernier héritier mâle collatéral, avant ceux de toute princesse de la ligne directe<sup>2</sup>.

C'est alors qu'eut lieu l'intervention française en Espagne, triste page pour notre histoire. Avec nos soldats et nos armes nous faisons entrer dans ce pays ces idées de soi-disant liberté et de progrès dont la France s'est faite, depuis cent ans, la malheureuse propagatrice en Europe. Victorieux sur tout le reste du continent, nous devons être là décimés et contraints à la retraite; mais à défaut d'institutions durables et de principes honnêtes, nous laissons en Espagne, en repassant les Pyrénées, les germes de l'esprit de révolution et d'irréligion, qui depuis cinquante ans commencent à prendre racine dans ce pays du catholicisme et de la foi.

Quand, à la chute de Napoléon I<sup>er</sup>, Ferdinand VII rentra dans sa patrie, il put se rendre compte de l'effrayant progrès qu'avaient fait dans les esprits le libéralisme et la révolution. Esprit faible, dissimulant parfois sous une violence affectée son indécision et sa timidité, Ferdinand VII se vit successivement repoussé et par les

---

<sup>1</sup> Titre 1<sup>er</sup>, livre III, loi 3<sup>e</sup>.

<sup>2</sup> Titre 3<sup>e</sup>, livre III.

hommes du parti avancé et par ceux qui tenaient pour la vieille politique de l'Espagne. Le règne de ce prince plus à plaindre qu'à blâmer, fut une série de rétractations, de réticences, de fautes commises mal ou point réparées.

A côté de Ferdinand VII toujours irrésolu et incertain de la voie qu'il tiendrait, penchant aujourd'hui du côté des révolutionnaires, tendant le lendemain les bras aux monarchistes, vivait un prince qui, à défaut de vues tout à fait élevées et de génie politique, possédait au moins la décision du caractère et la force de ses opinions. Franchement attaché au principe de la monarchie absolue, Charles V était décidé, au cas où la mort de son frère l'appellerait au trône, à mettre impitoyablement de côté tous les partisans intraitables d'un système de gouvernement qu'il croyait mauvais et dont il jugeait l'application nuisible aux intérêts et à la prospérité de l'Espagne. Cette manière de voir, connue de tous, car le prince ne la cachait à personne, son caractère, qu'on savait énergique et difficile à plier, lui créèrent à la cour de Ferdinand VII de nombreux ennemis dont le plan, arrêté dès 1825, fut le suivant : Empêcher d'une façon absolue don Carlos V d'arriver au pouvoir.

Il ne se passait point de jour que Ferdinand VII n'entendît ses conseillers parler de l'infant son frère comme d'un prince attendant avec une impatience manifeste et scandaleuse la mort du roi légitime. Les insurrections de Catalogne, de 1825 et 1827, auxquelles don Carlos n'eut aucune part, semblaient confirmer ces calomnies.

Carlos V, fort de sa conscience et de son droit, point ambitieux, se préoccupait peu des sourdes menées de ses ennemis, lorsqu'il fut tiré de ce calme où il eût voulu demeurer par le décret royal d'Aranjuez, daté du 19 mars 1830 publié dans la *Gazette de Madrid* du 3 janvier 1833. Ce décret établissait la nouvelle loi de succession au trône appelant à régner les femmes de la ligne directe avant les mâles des branches collatérales.

Le parti libéral triomphait même au prix d'un véritable crime de lèse-nation : Charles V était écarté.

On avait, pour arriver à de telles fins, construit une fable longuement méditée, mais bien mal dissimulée. On avait repris la Pragmatique de 1789 ; on avait mis au jour une prétendue promesse de Charles IV de promulguer cette loi : cette promesse avait été trouvée dans une liasse de papiers du feu roi portant pour suscription : Réservé à Sa Majesté, et quelques autres inventions de cette espèce aussi vraisemblables et aussi vraies.

Nous avons dit plus haut que nous admettions que ni les lois ni les constitutions n'étaient immuables et qu'elles devaient être modifiées suivant les besoins des peuples et le progrès des temps : mais ici où était la nécessité de changer la loi de 1713 ?

« Quelle excuse veut-on donner à la conduite de Ferdinand ? Le désir bien naturel d'assurer à sa progéniture, garçons ou filles, l'hérédité du trône ? C'est dire qu'il n'y eut qu'un motif purement personnel ; c'est dire que l'intérêt de la nation n'y entra pour rien. C'est dire que Ferdinand, voyant d'un côté son frère et d'un

autre sa descendance, c'est-à-dire lui-même, et trouvant les droits du premier basés sur une loi datée de plus de cent vingt ans — reconnue comme valide et légale par tous les historiens et les jurisconsultes, acceptée par toute l'Europe, devenue la loi de sa famille, sanctionnée pour la seconde fois par le même roi, auquel, d'une manière fourbe et rampante, on en avait voulu extorquer la dérogation, et incorporée en vertu de cette nouvelle sanction dans le code classique et de première autorité de la nation —, et ceux de sa postérité, dans le cas où elle ne serait que féminine, appuyés seulement par une pétition des Cortès — nulle d'elle-même par le défaut des pouvoirs des députés et par les vices d'obreption et subreption qui enfermaient et la proposition en vertu de laquelle elle fut faite et la pétition elle-même, et outre cela rejetée par le roi son père, — se laisse entraîner par le désir d'assurer à sa postérité, masculine ou féminine, l'hérédité du trône, se déclarant juge et arbitre dans une affaire dans laquelle il était incompétent — puisqu'il y était personnellement intéressé, — prononce sentence en faveur de ses filles, c'est-à-dire en sa propre faveur. Certainement, les défenseurs de dona Isabelle auraient pu inventer d'autres motifs qui fissent plus d'honneur à la mémoire de son père.

» Mais encore l'hérédité de sa progéniture masculine ou féminine ne se trouvait-elle pas parfaitement assurée ? s'il avait des garçons, certainement la loi de Philippe V ne les aurait pas empêchés de monter sur le trône ; et pour le cas où il n'aurait que des filles, n'existait-il pas

quelque autre moyen plus légal et plus juste d'assurer leur hérédité? Quels désirs n'ont pas témoignés les hommes de bonne foi du parti de dona Isabelle, quels efforts n'ont-ils pas faits — quand déjà il était trop tard — pour arriver à une conciliation des deux branches de la famille royale, afin d'éviter la reproduction de la guerre civile, et surtout de rendre pour toujours impossible la révolution par la fusion de tous les éléments vraiment conservateurs de l'Espagne! <sup>1</sup> »

« Quand même Charles IV eût sanctionné la Pragmatique, dit à ce propos M. Aparisi y Guijarro <sup>2</sup>, quand même n'aurait pas eu lieu dans l'intervalle la publication de la *Novissima Recopilacion* en 1805, Ferdinand VII ne pouvait, en 1830, faire revivre ce qui était mort, en dépouillant son frère don Carlos d'un droit que l'Espagne entière reconnaissait et respectait. Ce que le père n'avait pas fait en dix-neuf ans, le frère aîné ne pouvait le faire au bout de quarante et un ans. Si l'on allègue qu'il n'y a pas de terme prescrit pour publier la volonté d'un souverain et l'élever au rang de loi, nous l'accordons; mais on avouera que, si cela peut se faire au bout de dix ans, pourquoi pas au bout de vingt, de cinquante, de deux cents ans? Franchement ce serait une absurdité; car, ce qui pouvait être avantageux au Royaume en 1789, pouvait, après les révolutions et les changements survenus, être devenu en 1830 extrême-

---

<sup>1</sup> Le comte DEL PINAR.

<sup>2</sup> APARISI Y GUIJARRO : *La question dynastique en Espagne*.

ment funeste et pernicieux. Enfin, il faut bien le reconnaître, le 19 mars 1830, aux yeux de l'Espagne, de l'Europe et du monde entier, conformément à la loi donnée par le chef de la famille en 1713, et insérée dans la collection de 1805, par leur père commun, don Carlos était le successeur immédiat à la couronne d'Espagne; donc il était souverainement injuste et même inique que, le lendemain, 20 mars, Ferdinand VII le dépouillât de son droit, en faisant revivre, si l'on peut ainsi parler, la volonté de son père, ensevelie depuis près d'un demi-siècle dans la poussière des Archives, ou tristement reléguée dans l'étalage rongé de vers d'un libraire en vieux <sup>1</sup>.

» Ferdinand VII pouvait faire une chose : assembler les Cortès, exposer franchement son désir de dépouiller son frère pour avantager sa fille, permettre à don Carlos de parler et de se défendre, puis examiner, avec le concours des Royaumes, s'il était juste, convenable et avantageux à l'Espagne, de décider une telle spoliation et une telle faveur. Mais le Roi ne pouvait avoir cette audace, qui eût été un scandale inouï pour l'Espagne, l'Europe et le monde entier. »

Il nous semble que tous les hommes impartiaux se rangeront de notre avis pour reconnaître en premier

---

<sup>1</sup> Voyez la note de la page 44.



lieu que la Pragmatique de 1789, promulguée par Ferdinand VII n'a, en droit, aucune, absolument aucune valeur, en second lieu que Ferdinand VII n'avait point de raison de changer la loi de succession établie par Philippe V.

En la supprimant, il ne pouvait avoir de doute sur les troubles de toutes sortes qui allaient naître de cet acte illégal : il violait véritablement le droit de son peuple, droit gardé par la loi de 1713, auquel ce peuple seul pouvait toucher, et il sanctionnait la levée de boucliers de son frère l'Infant don Carlos.

Nous avons dit la réponse de Charles V au décret d'Aranjuez, nous n'y reviendrons pas.

Héritier légitime de la monarchie espagnole, injustement dépossédé de son trône, Charles V lutta pour ses droits et fut vaincu. Aujourd'hui, à quarante ans d'intervalle, son petit-fils a repris son épée brisée et l'a forgée à nouveau pour la défense de ces mêmes droits.

Dieu permet souvent à la spoliation et au mensonge un succès de quelques années, mais son inflexible justice ne saurait admettre leur triomphe définitif. C'est l'espoir de don Carlos VII, c'est celui de tout un peuple qui attend de ce jeune prince sa résurrection et sa délivrance.



## CHAPITRE II

L'État carliste. — Organisation politique. — Les fueros.

L'étude des guerres soutenues par un peuple doit être précédée de l'examen de ses institutions politiques et militaires : les succès ou les revers du champ de bataille sont, en effet, un résultat direct de la valeur de ces institutions et du fonctionnement régulier des services administratifs en temps de paix. Nous suivrons donc l'ordre habituel des choses et nous étudierons les institutions politiques, législatives, administratives, avant les faits militaires. Cependant, dans la guerre soutenue aujourd'hui par don Carlos VII contre la Révolution espagnole, l'armée royale a été créée tout d'abord, spontanément, sans préparation : on a dû combattre sachant à peine manier un fusil : c'est ainsi qu'on a conquis huit provinces, un tiers de l'Espagne. La conquête faite et bien assurée, il a fallu organiser le pays, lui rendre les institutions dont l'avait un instant privé un gouvernement impopulaire et maladroit, reprendre l'œuvre à la base, car tout avait été sapé et détruit, reprendre cette œuvre et la conduire jusqu'au sommet. La réorganisation politique, administrative, municipale et lé-

gislative de toute la rive gauche de l'Ebre est un des faits qui montrent le mieux la réalité du pouvoir de don Carlos VII en Espagne. Cette réorganisation, presque achevée constitue la base inébranlable sur laquelle s'appuie le parti carliste : tel qu'il existe aujourd'hui, ce parti peut subir des revers, mais il a en lui-même les moyens de réparer ses pertes et de guérir les plus sanglantes blessures. Du jour où la Révolution espagnole a permis au Souverain légitime d'achever l'œuvre de reconstruction sociale qu'il vient seulement de mener à bonne fin, elle a signé l'acte de sa déchéance.

A l'époque où don Carlos VII entra en Espagne, toute l'administration civile et politique des provinces du Nord était comme le reste de l'Espagne aux mains des constitutionnels.

Un des grands torts des ministres libéraux de Ferdinand VII et davantage encore de la reine Isabelle fut d'introduire trop brusquement en un pays profondément attaché à ses libertés provinciales et à ses droits particuliers, des réformes égalitaires tendant à supprimer ces libertés et ces droits.

Nous avons parlé des insurrections de 1825 et de 1827 en Catalogne — Don Carlos V qui n'y prit aucune part, fut néanmoins proclamé roi par ces populations ardentes qui voyaient en ce prince l'ennemi déclaré des idées révolutionnaires et le défenseur de leurs libertés.

On sait les luttes qui ensanglantèrent la rive gauche de l'Ebre de 1833 à 1840 : don Carlos, déjà populaire sous Ferdinand VII fut énergiquement soutenu par tout ce qui voyait en la reine Christine la personnification du faux libéralisme et de la révolution.

Arrivé aux portes de Madrid, il tomba livré par un traître et crut devoir renoncer à une lutte que ses partisans ne demandaient qu'à continuer : mais le souvenir de son nom devait rester impérissable dans ces chaumières et ces villages dont il avait défendu pendant sept ans les libertés, et à mesure que s'écoulaient les années, les vieillards apprenaient aux enfants à placer leurs espérances en un autre don Carlos, don Carlos VII, le roi légitime actuel.

Il est difficile de dire l'affection des populations du Nord de l'Espagne pour don Carlos VII : qui n'a traversé à la suite de ce prince un village de Navarre ou de Biscaye nous taxera d'exagération et d'optimisme. Cependant nous n'avancerons rien qui ne soit absolument exact en disant que ce dévouement va jusqu'à l'abnégation la plus complète ; l'enthousiasme des populations sur son passage grandit jusqu'au délire.

Dans le plus pauvre village, à son approche, les cloches sonnent, tous travaux cessent ; quand il passe, hommes, femmes, enfants, vieillards entourent son cheval, baisent les pans de sa tunique, manifestent leur joie par les cris les plus bruyants et des acclamations frénétiques. — C'est que pour toutes ces populations profondément attachées à leur religion, à leurs coutumes, à leurs sou-

venirs, don Carlos VII est avant tout le restaurateur des libertés basques, libertés religieuses et politiques, le défenseur des *fueros* et des *costumbres*.

Le fuero n'est autre chose que le *forum* des Latins : aujourd'hui en Espagne, c'est une loi concédant un droit particulier de s'administrer de telle ou telle manière : certains fueros sont antérieurs à la réunion des provinces à la couronne de Castille, d'autres leur ont été octroyés par les rois d'Espagne depuis cette réunion. Les *costumbres* sont les *anciennes coutumes* toutes antérieures à la réunion des provinces à la monarchie espagnole ; il est fort difficile de distinguer ce qui est *costumbre* et ce qui est *fuero* : les Basques eux-mêmes confondent souvent l'un avec l'autre. Certaines *costumbres* ont été modifiées ou réglées par des *fueros* royaux ; puis *costumbre* et *fuero* ont été rédigés ensemble et condensés l'un dans l'autre : on comprend combien la confusion est facile et quelle est l'aridité d'une telle étude.

Mais, sans nous arrêter plus longtemps à approfondir cette question d'origine qui n'a en somme qu'un médiocre intérêt, nous dirons que l'attachement des Basques à leurs *fueros* et *costumbres* dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Au surplus, ces fueros sont, non pas leurs privilèges, mais leurs droits stricts, car, en abandonnant leur autonomie pour se soumettre librement et spontanément aux rois de Castille, les provinces reçurent de ces rois la promesse du maintien intégral et perpétuel de leurs coutumes et fueros.

Au commencement du XIII<sup>e</sup> siècle, en 1200, époque de la réunion des provinces à la couronne de Castille, la Biscaye, l'Alava et le Guipuscoa étaient sous le protectorat de la Navarre.

Profitant de l'absence de don Sancho le Fort, roi de Pampelune, qui guerroyait alors dans le Maroc, don Alonzo VIII, roi de Castille, entra en Alava et mit le siège devant Vittoria. Ce prince n'ignorait pas qu'il avait en Alava une faction qui lui était favorable et qui préférait le protectorat des rois de Castille à celui des rois de Navarre.

La junta alavaise, réunie pour décider le parti à prendre en face de l'agression du roi de Castille, résolut d'accepter sa suzeraineté à condition que ce prince consentirait au maintien intégral des fueros alavais. Don Alonzo se trouvait à Burgos quand les ambassadeurs d'Alava vinrent le trouver et lui firent hommage de cette terre, qui jusqu'alors était restée libre et indépendante, sans reconnaître d'autres lois que ses propres *fueros*.

Réunies ensuite dans les plaines d'Arriaga, les communes alavaises jurèrent obéissance au roi en personne, « plaçant de leur libre et pleine volonté sous sa sauvegarde, les antiques libertés de leur patrie <sup>1</sup>. »

Le Guipuzcoa et la Biscaye suivirent bientôt l'exemple de l'Alava, sous la même condition que cette province, c'est-à-dire maintien absolu, intégral et à

---

<sup>1</sup> MARIANA.

perpétuité des fueros et costumbres : ce fut ainsi que les provinces vascongades passèrent sous la suzeraineté des rois de Castille et entrèrent dans la monarchie espagnole. On comprend qu'une telle annexion n'est qu'un protectorat ; mais quelque fragile que paraisse l'autorité des rois d'Espagne sur ces populations, celles-ci ont donné en tous temps à leurs suzerains l'exemple d'une affection sans bornes et du dévouement le plus absolu. Henri III, Jean II, Henri IV, les rois catholiques, dona Juana la Folle prêtèrent successivement serment à ces fueros et même les augmentèrent. Plus ces princes, en étendant les libertés de ces provinces, semblaient se défaire de leur autorité souveraine, plus les Basques tenaient à honneur de donner des preuves de leur dévotion à leurs seigneurs.

C'est ainsi que sous Charles-Quint, les communes de Castille s'étant soulevées et ayant essayé d'entraîner les Basques dans leur révolte, ceux-ci refusèrent énergiquement de s'allier aux rebelles, adressèrent au prince une protestation et renouvelèrent leur serment de fidélité. Bel exemple de dévouement et d'honnêteté, qui sert à faire comprendre la constance avec laquelle ces populations soutiennent si énergiquement la lutte actuelle. Charles-Quint reconnut la fidélité des Basques en leur confirmant les fueros anciens et en leur en octroyant de nouveaux. Philippe II suivit l'exemple de son père, et tous les princes, ses successeurs, en firent autant après lui. Quand, en 1820, les constitutionnels exigèrent que les provinces basques prêtassent serment à la constitution,



ce fut chez ces populations un cri de révolte et un mécontentement général : aussi la Restauration de 1823 fut-elle saluée par des acclamations unanimes. On nous croira donc, quand nous dirons qu'après le règne soi-disant libéral de la reine Isabelle, don Carlos VII, annonçant le maintien intégral des fueros, devait être acclamé par les Basques comme un libérateur.

L'organisation politique de la très-noble et très-loyale seigneurie de Biscaye se compose, d'après les anciens fueros rétablis par don Carlos VII, de deux assemblées, l'une extraordinaire, dite des *Merindades*, l'autre ordinaire appelée *Junta general*. C'est cette Junta general qui nomme le *Regimiento*, sorte d'échevinage présidé par le corrégidor royal, et les deux députés qui avec le corrégidor forment la *Diputacion de gobierno*.

La Junta general se réunit tous les deux ans sous l'arbre de Guernica, petite ville de Biscaye au nord-est de Bilbao : cet arbre légendaire est renouvelé tous les cent ans et planté par la Junta nommée la première année du siècle. Les membres de la Junta sont appelés *Procuradores*, ils sont élus dans chaque bourgade au nombre de deux par commune et de cent huit pour toute la Seigneurie, au suffrage universel, avec cette remarque que le vote a lieu par foyer, le père de famille déposant son vote pour toute sa famille.

Pour être électeur il faut être noble, mais tout Biscayen, pâtre, barbier, quel qu'il soit, est noble de

naissance, par le seul fait qu'il est né Biscayen : « *Todo Viscayo de Viscaya est noble*, » dit le fuero : seuls les prêtres ne peuvent pas être nommés procuradores <sup>1</sup>.

Les procuradores ayant été nommés, comme nous l'avons dit, dans chaque ville ou bourgade, se réunissent à Guernica et là, debout, la tête nue, en présence des membres du Regimiento assis dans des stalles de pierre, prêtent serment au roi d'Espagne, *seigneur* de Biscaye, et jurent de maintenir et les droits de leur seigneur et les *fueros venerandos*. La cérémonie achevée, la Junta se rend dans la chapelle de la Antigua et ouvre la session sous la présidence du corrégidor et de la Diputación de gobierno : les séances sont publiques et l'entrée de la chapelle est permise à tous.

Au pied de l'autel sont placés trois fauteuils destinés à la Diputación de gobierno composée, comme nous l'avons dit, du corrégidor et de deux députés nommés par la Junta : en face, se placent les députés et autour de la nef, sur trois rangs de banquettes, les anciens députés appelés *padres de la provincia*, auxquels il est accordé voix consultative dans la délibération. Au mur sont appendus les portraits des vingt-six anciens seigneurs de Biscaye, de Lopez, le Corsaire-Rouge (848) à don Juan I<sup>er</sup> qui, en montant sur le trône de Castille, incorpora définitivement la Biscaye à la monarchie espagnole (1479).

Dans la sacristie de la chapelle est déposé, avec les

---

<sup>1</sup> L'élection des curés a lieu de la même manière que celle des procuradores.

archives de la Seigneurie, le grand sceau que le corrégidor est obligé de livrer aux deux députés de la *Diputacion* chaque fois que ceux-ci lui en font la demande.

On a pu déjà remarquer combien est faible l'autorité du corrégidor royal à côté de celle des députés de la province : on peut dire qu'en tout et toujours ces députés ont le pas sur le corrégidor dont le rôle se borne la plupart du temps à sanctionner de bon gré, ou à contre-cœur les actes des membres de la *Diputacion*. Cependant, quelque bizarre et anormal que puisse nous paraître un tel état de choses, on peut affirmer, à la louange des Biscayens, que jamais aucun conflit grave ne s'est élevé entre ces deux autorités, non point rivales, mais qui se côtoient pour ainsi dire, et entre lesquelles, sans le plus grand tact, les froissements seraient inévitables.

Une concession à l'autorité royale est l'impression en langue espagnole du rapport de la *Diputacion*. Quant aux débats, ils ont lieu aussi bien en basque qu'en castillan.

Les députés étant réunis, le corrégidor se lève, prête serment aux fueros et déclare, au nom du roi, la session ouverte : à cette formalité se borne l'imixtion de l'autorité royale dans les affaires de la seigneurie. — On lit alors le rapport imprimé rédigé par les membres de la *Diputacion de gobierno* sortants : ce rapport comprend tous les actes pris dans les deux années écoulées, au point de vue administratif, religieux, militaire et judiciaire. — Le rapport discuté et approuvé, on s'occupe de la composition du *Regimiento*.

Le Regimiento, que nous avons cité déjà, est un conseil de dix-huit membres qui s'assemble régulièrement et en temps ordinaire à Bilbao ; la *Diputacion* a le droit de le convoquer quand elle le juge convenable : Il décrète les mesures administratives militaires ou judiciaires que les membres de la *Diputacion* hésiteraient à prendre sous leur propre responsabilité ; c'est une sorte de conseil de gouvernement, la *Diputacion* représentant le pouvoir exécutif.

Pour l'élection du Regimiento, les procuradores de la junta se séparent en deux bans appelés l'un *Onazino*, l'autre *Gamboino*. — Dans chaque ban, trois électeurs sont tirés au sort. Ces électeurs nomment six *regidores* dits *electos*, qui sont les six premiers membres du Regimiento ; ils proposent ensuite chacun dans leur ban un certain nombre de candidats, parmi lesquels on tire au sort six autres Regidores, deux députés, deux syndics et deux secrétaires.

Nous avons dit comment était composée la *Diputacion* de Gobierno, et nous l'avons définie le pouvoir exécutif de la province. Elle s'occupe du recouvrement des impôts, des levées, des contributions de guerre ; toutes les mesures administratives, judiciaires et militaires sont de son ressort : elle décide des preuves de noblesse à faire par les étrangers qui veulent se faire naturaliser Biscayens ; elle a le contrôle des actes politiques du corrégidor royal et veille à ce qu'aucun de ces actes ne soit contraire à l'esprit ou à la lettre des fueros.

Dans les délibérations de la *Diputacion*, les mesures

sont prises à la majorité des voix, de telle sorte que le corrégidor étant toujours seul contre deux demeure à la merci des délégués des provinces ; il est obligé de donner sa signature à toutes les mesures que les deux députés croient utiles de décréter. Quant aux ordonnances rendues par le corrégidor contre les libertés de la province le texte des fueros porte au titre I<sup>er</sup>, qu'on les enregistrera, mais *qu'on ne leur obéira pas* <sup>1</sup>.

La seconde assemblée dite *Junta de las Merindades* n'est convoquée qu'en cas d'urgence, pour des causes et des affaires extraordinaires <sup>2</sup>. Elle se compose d'un certain nombre de députés commis avec des pouvoirs spéciaux, comme les procuradores de la junta general dont elle n'a pas cependant toutes les attributions ; elle se réunit d'abord à Begoña dans la sacristie de l'église Sainte-Marie, puis à Bilbao où elle délibère.

Chaque bourgade ou, pour parler comme les fueros, chaque *république* de Biscaye s'administre intérieurement comme elle l'entend ; son alcade, son *ayuntamiento*, règlent eux-mêmes les dépenses et les impôts particuliers à la commune, veillent à l'entretien des chemins d'exploitation ; l'alcade est tenu, il est vrai, de présenter au corrégidor ou à son lieutenant un compte-rendu de l'administration municipale, mais ce contrôle n'est qu'une simple formalité restant même souvent sans exécution.

---

<sup>1</sup> « Obedezcase y no se cumpla. »

<sup>2</sup> Comme par exemple après la levée du siège de Bilbao par l'armée carliste au mois d'avril 1874.

Quant aux impôts supportés par les diverses provinces de la monarchie espagnole, la Biscaye en est complètement exempte. Sous ce rapport elle est même plus favorisée que le Guipuzcoa et l'Alava, qui payent l'*alcabala* et le *donativo* au Seigneur, comme il sera dit plus loin. Il est bien entendu que cette exemption s'entend du temps de paix : la Biscaye, en temps de guerre, devant supporter à ses frais toutes les charges nécessitées par l'entretien des troupes, l'achat des armes et de toutes les munitions. Il en est de même pour le service militaire qui n'est obligatoire que lorsque la junte l'a décrété, et qui ne peut être demandé aux Basques qu'en temps de guerre et dans les limites de sa province.

Le corrégidor, assisté de quatre juges nommés par la province, exerce le pouvoir judiciaire, mais les parties plaignantes peuvent s'adresser aussi bien aux alcades des villages. — Au cas où ces juridictions n'ont pu accorder les parties, celles-ci peuvent avoir recours, en temps ordinaire, devant la haute audience de Valladolid, actuellement devant le tribunal supérieur d'Oñate, créé récemment par Charles VII. La législation est la même qu'en Castille.

Chaque commune a à sa tête un *ayuntamiento* ou gouvernement : le personnel administratif se compose d'un alcade, de deux lieutenants, d'un notaire secrétaire et d'un alguazil.

Une des principales obligations de l'alcade est la convocation de l'*alarde*, réunion de tous les jeunes gens de la commune en état de porter les armes. C'est à l'al-

cade et aux deux lieutenants que revient le commandement de l'alarde. Si la population est assez considérable pour que l'alarde soit réparti en plusieurs compagnies, chacune de ces dernières est commandée par un membre de l'ayuntamiento désigné par l'alcade. C'est à l'alcade sortant que revient l'honneur de porter l'étendard de la commune.

La réunion de l'alarde, a, nous l'avons dit, une grande importance : ces troupes, quelque mal instruites qu'elles soient en temps de paix, présentent toujours un fond excellent et deviennent en quelques mois, on l'a vu en 1873, de solides bataillons.

L'alarde est convoqué régulièrement d'après un contrôle où sont inscrits les noms des hommes en faisant partie : chaque procurador est dans l'obligation, à l'assemblée de la Junta, d'apporter une pièce écrite constatant que l'alarde de sa commune est tenu et instruit suivant les prescriptions des fueros. On comprend que, dans de pareilles conditions et en un tel pays, un soulèvement populaire est relativement facile et peut donner au chef du mouvement, en quelques heures, une force considérable. On ne pourrait expliquer autrement les résultats presque fabuleux auxquels est arrivé en si peu de mois le roi actuel don Carlos VII.

Au point de vue judiciaire, deux législations sont admises en Biscaye, celle qui régit les villes et qui n'est autre que la législation générale de la monarchie, celle à laquelle sont soumises les campagnes ou *terra llana*, qui est l'ancienne juridiction provinciale. Ainsi, par

exemple, dans la *terra llana*, le père de famille peut faire donation de tous ses biens à l'un de ses enfants à l'exclusion des autres, à chacun desquels toutefois il est obligé de laissé un *arbol es mas cabecero*, un arbre des plus élevés, *una teja* une tuile, *y dos reales de plata* et dix sous d'argent.

Au contraire, dans les villes, le père ne peut favoriser un de ses enfants que du tiers et du cinquième de ses biens.

Une autre particularité curieuse est le *fuero del perdon de los parientes del muerto* qui peut empêcher de poursuivre un assassin, quand les parents de la victime lui ont pardonné.

Les habitants de la Biscaye sont jugés, nous l'avons dit, soit par les alcades, soit par les corrégidors, soit enfin par l'audience de Valladolid, et actuellement par le tribunal supérieur d'Oñate. Les Biscayens ont toujours été l'objet d'égards spéciaux et ne pouvaient, quand la torture et la bastonnade comptaient parmi les moyens de répression employés par la justice, être soumis à l'une ou à l'autre. La cédule de Ferdinand VI, donnée en date de l'année 1754 dit, en parlant de la Biscaye : « Attendu que les Biscayens préfèrent la mort au déshonneur, j'ordonne qu'on ne puisse les condamner à aucune des peines qui ne peuvent être infligées aux *Hidalgos*. Les juges pourront augmenter la durée de l'emprisonnement ou le montant des amendes pour satisfaire à la vindicte publique, mais ils auront toujours soin d'observer que la qualité de la peine portée contre les Biscayens ne puisse



offenser ou léser le point d'honneur de vassaux aussi nobles et aussi loyaux. »

C'est saint Ignace de Loyola qui est le patron de la seigneurie : il fut proclamé tel en 1680, sur les preuves fournies par don Gabriel Llenao, que saint Ignace, né à Loyola, près Aspeytia, était fils d'une Biscayenne. Tous les deux ans, le jour de la fête du fondateur de l'ordre des Jésuites, le *regimiento* nouvellement élu, réuni dans la basilique de Santiago de Bilbao et actuellement dans une église désignée par la junte, prête, entre les mains d'un prêtre ou d'un évêque officiant, le serment solennel de maintenir à tout jamais intacts les *fueros venerandos* de Biscaye.

Les armes de la seigneurie portent d'argent à l'arbre de Guernica de sinople, aux deux loups de sable, dévorant chacun un agneau.

Les *fueros* de la province d'Alava sont presque en tout semblables aux *fueros* de Biscaye. — La réunion de la *junta general* alavaise a lieu tous les deux ans, deux fois ; une première fois à Vitoria dans le couvent de San-Francisco, une seconde fois dans une ville quelconque de la province : actuellement, vu l'état de guerre et la possession par l'ennemi de Vitoria, les deux réunions ont lieu dans une ville occupée par les carlistes.

Les sessions sont secrètes.

Le pouvoir exécutif est exercé en commun par le *corrégidor* royal et par un député nommé par la junte,

et auquel son titre de député donne le grade de maréchal de camp. Dans certaines communes, ce sont les ayuntamientos qui nomment les alcades, dans d'autres, les alcades sortants nomment leurs successeurs.

Les procuradores à la junta general et les curés des communes sont nommés par les ayuntamientos des trente-six *hermandades*, composant la république alavaise. — Ces *hermandades* ou cercles tenaient autrefois leurs assemblées dans la fameuse plaine d'Arriaga où prêtèrent jadis serment à don Alonzo VIII les communes d'Alava ; à cette époque, les femmes des Hidalgos, avaient, au même titre que leurs nobles maris, droit au vote.

Les armes d'Alava sont un château à tourelles, des créneaux duquel sort un bras bardé et armé.

« La Hermandad de la province de Guipuzcoa, dit le livre des Fueros, est une très-ancienne fédération établie à perpétuité entre les ayuntamientos de toutes les communes, dans le but d'aviser aux mesures les plus propres à assurer le service du roi aussi bien que celui de la république, dans le but également de veiller au maintien de tous les privilèges, exemptions et libertés provinciales. »

L'organisation politique de la province de Guipuzcoa n'admet qu'une seule *Junta general* et une *Diputacion de Gobierno*. Cette véritable fédération républicaine se compose d'une centaine de villes, bourgades ou villages

ne reconnaissant entre elles aucune capitale et dont dix-huit ont le droit d'être le siège de la junte. Cette junte se compose de soixante-dix procuradores nommés au suffrage universel et présidés par le corrégidor royal : la présidence de la junte appartient de droit à l'alcade de la ville où a lieu la session annuelle et, « l'on a vu tout récemment l'alcade de Cestona, pauvre serrurier sans fortune, présider l'assemblée où siégeaient le comte de Monteron, le duc de Grenade et les plus riches propriétaires du Guipuzcoa <sup>1</sup>. »

La nomination des procuradores a lieu au suffrage universel dans les *ayuntamientos generales*, grande assemblée municipale à laquelle sont conviés tous les pères de famille de chaque commune. — Comme en Biscaye, il faut être noble pour avoir droit de vote et d'éligibilité, mais comme en Biscaye aussi, tout Guispuzcoan est noble par le seul fait d'être né en Guipuzcoa : *Todo Guipuzcoano de Guipuzcoa es noble*, dit le fuero. Seuls, les étrangers non naturalisés guipuzcoans et *les avocats*, ne peuvent être élus *procuradores* : « En mère affectueuse, la petite république guipuzcoane a traité avec un égal amour tous ses enfants, sauf les avocats, cependant, auxquels la loi non-seulement a refusé l'honneur de pouvoir siéger comme procuradores, mais a défendu même de pouvoir se rendre dans l'endroit où elle se trouve réunie, sous peine d'expulsion

---

<sup>1</sup> BARON CHARLES DEMBÓWSKI. *Deux ans en Espagne.*

immédiate, et de cinq mille maravédís d'amende. Telle est la peur que l'esprit de chicane du barreau inspire aux Basques, que tout avocat domicilié dans la ville où réside la junte, convaincu d'avoir eu des rapports avec un procurador pendant la session, peut en être expulsé par l'alcade pour tout le temps de la session.

Les communes admettent quelquefois des individus non Basques à faire leurs preuves de noblesse. A cet effet, l'ayuntamiento de la bourgade où l'étranger demande à fixer son séjour envoie deux de ses membres dans le lieu de naissance du pétitionnaire, avec mission d'ouvrir une enquête sur son hidalgie. Au retour de ces envoyés, l'ayuntamiento se constitue en cour héraldique et, pièces en main, accorde ou refuse les lettres de grande naturalisation qui lui sont demandées. L'étranger, une fois naturalisé, peut devenir membre de l'ayuntamiento et même député à la junte, pourvu toutefois qu'il ne soit pas Français, car le *fuero* dit formellement : « Tout originaire français sera exclu des ayuntamientos et de tout emploi de la République <sup>1</sup>. »

Comme en Biscaye, les pouvoirs des corrégidors dans la *Junta general* se bornent à prêter serment aux *fueros* et à déclarer la session ouverte. Le corrégidor assiste aux débats, mais n'y prend point part. Si certains

---

<sup>1</sup> BIRON CHARLES DEMBOWSKI.

actes de la junte lui paraissent aller contre l'autorité royale, il prend ses réserves et rédige une protestation, mais il ne peut ni annuler une délibération, ni clore une session, ni lever une séance. Particularité singulière, c'est le corrégidor qui est néanmoins responsable des actes illégaux dont peut se rendre coupable la junte : au cas où celle-ci serait condamnée à une amende par la couronne, c'est le corrégidor qui en est passible. En temps ordinaire, le corrégidor est choisi par le roi dans l'audience de Pampelune ou de Valladolid : il est nommé pour six ans, et, à l'expiration de ces pouvoirs, le roi ne peut lui envoyer un successeur que sur la demande à lui adressée par la junte.

L'usage a établi que cette demande soit aujourd'hui adressée au souverain par le corrégidor sortant. — Le corrégidor sortant peut être réélu, mais, en ce cas, la junta doit le spécifier et adresser elle-même la demande au roi.

La junte de Guipuzcoa se renouvelle tous les ans : ses séances s'ouvrent le 6 mai et durent onze jours : elle procède à l'élection de la *Diputacion de Gobierno* dont nous avons parlé, Diputacion composée de sept membres choisis dans son sein et qui a le pouvoir exécutif. Le premier membre élu porte le titre de *primer diputado*, il a le pas sur les autres membres de la Diputacion, et demeure pendant un an le véritable président de la petite république.

Ses fonctions, autrefois gratuites, lui valent aujourd'hui une rémunération de trois mille francs alloués à

titre de frais de représentation : il réside trois ans à Aspeytia, trois à Ascoytia, trois à Tolosa, et, en temps ordinaire, trois à Saint-Sébastien : actuellement l'occupation de cette dernière ville par l'ennemi a fait supprimer ce séjour. La Diputacion de Guipuzcoa a tous les pouvoirs que nous avons énumérés en parlant de la Diputacion de Biscaye. Elle peut, quand elle le juge convenable, convoquer extraordinairement et en dehors de la session annuelle la Junta general; elle n'a besoin pour cela d'aucune autorisation du Roi : le *primer diputado* se borne à informer le corrégidor de la décision prise par la Diputacion et le prie d'assister à la séance.

Après chaque session et avant de se séparer, la Junta, dont les séances sont secrètes, fait publier un compte-rendu de ses travaux et un rapport sur l'administration de la Diputacion dont le mandat vient d'expirer.

Les procuradores portent l'épée, mais ils la déposent avant d'entrer en séance : ils ne peuvent avoir sur leur uniforme ni ordres, ni plaques, ni broderies d'aucune sorte : les officiers qui sont nommés procuradores sont tenus de se présenter en tenue civile. Enfin les membres de la Diputacion ne peuvent, pendant la durée de leur mandat, accepter ni charge, ni rétribution, ni aucun ordre de chevalerie.

L'administration municipale est, comme en Biscaye, confiée à un alcade assisté de deux lieutenants, d'un notaire secrétaire et d'un alguazil. — Chaque année l'alcade est tenu de réunir l'*alarde* et, au moment de

la réunion des *ayuntamientos* pour l'élection des *procuradores*, il rend compte à ses concitoyens de son administration. S'il reste des fonds dans la caisse municipale et que le pays soit en paix, ce reliquat est attribué à une réjouissance publique, le plus souvent un banquet auquel sont conviés tous les membres de la commune : actuellement ces fonds sont versés au trésor de guerre.

Les curés sont, comme les *procuradores*, nommés par les *ayuntamientos generales* : ils sont rétribués au moyen de la dîme : pour être curé d'un village, il faut en être originaire. Il n'y a point en pays basque de siège épiscopal. Le Guipuzcoa dépend, pour la juridiction ecclésiastique, de l'évêque navarrais de Pampelune, l'Alava et la Biscaye de l'évêque espagnol de Calahorra. Actuellement ces trois provinces et la Navarre relèvent de l'évêque qui siège à Vergara.

Le Guipuzcoa n'est pas soumis aux impôts généraux du royaume : il a certaines taxes spéciales, telles que le revenu des barrières et l'octroi établi aux portes des villes ; ces revenus sont actuellement versés à la caisse de guerre. Comme la Biscaye et l'Alava, le Guipuzcoa ne doit, en temps ordinaire, aucun service militaire ; en temps de guerre il supporte tous les frais de la lutte, en hommes, en munitions et en argent : c'est ce qui a lieu actuellement.

Cet état de choses montre combien peu connaissent la question ceux qui prétendent que don Carlos force à se battre, malgré leur volonté, les populations vascongades.

Que peut faire ce prince, de son autorité privée, dans ces trois républiques soumises au régime de la démocratie pure? Il n'a pas un réal qui ne lui ait été donné librement par des assemblées populaires jalouses, plus qu'on ne le saurait dire, de leur autonomie et de leur liberté. Le jour où ces juntas seront fatiguées de la guerre, don Carlos n'aura plus ni un homme, ni un centime, ni une cartouche.

Mais le dévouement de ces populations est sans bornes : au lendemain de la retraite de Bilbao, en 1874, les députés des provinces se présentèrent devant Charles VII et lui dirent : « Sire, que Votre Majesté ne se décourage pas. Le pays n'est pas au bout de ses ressources : les moissons s'annoncent fort belles : les provinces déposeront aux pieds de leur Roi leur dernier réal, leur dernière ration et leur dernière goutte de sang. »

Certes, il est difficile de n'être pas touché, en entendant un pareil langage — dévouement admirable, si simplement exprimé, comme il convient aux grandes choses.

Par un fuero de don Enrique IV concédé en 1466, le Guipuzcoa a été déclaré : très-noble et très-loyal : les armes de la province sont trois arbres surgissant du milieu des vagues : un roi assis sur son trône et appuyant sa main droite sur le pommeau de son épée dont la pointe s'enfonce dans le sol, enfin les douze canons pris par les Guipuzcoans aux Français à la bataille d'Elizondo en 1512.

Voici les principaux fueros et libertés du Guipuzcoa depuis un temps immémorial :



— Exemption complète de tout impôt foncier ou autre, à l'exception de l'alcabala, léger tribut de 42.000 réaux<sup>1</sup> prélevés, en signe de vasselage, sur l'introduction des vins étrangers et sur la vente des fers de la province. Dans quelques cas extraordinaires, et à la demande qui lui en est faite par la couronne, la province lui accorde aussi une somme d'argent à titre de *donativo*, don.

— La libre vente du sel et du tabac ; point d'impôt du timbre, point de droits sur les contrats ni sur les successions. — Exemption de tout service militaire forcé. En temps de guerre, suivant que nous l'avons dit, tous les frais sont supportés par la province.

— Nominations dévolues à la province des notaires et de l'alcade de *sacas*, magistrat chargé de surveiller à la frontière de Béhobie l'exportation de l'argent.

— Vieux fueros par lesquels la couronne a promis de ne faire bâtir aucun fort, ville ou village dans le Guipuzcoa, sans le consentement de la junte et de ne placer jamais dans cette province aucun employé espagnol, si ce n'est pour le service de la poste aux lettres et, aujourd'hui, du télégraphe, dont la couronne a le monopole.

— Inviolabilité de la personne du débiteur dont la maison, les armes et les chevaux ne peuvent jamais être saisis.

Il est dit enfin au titre 29 des fueros : « Le respect dû

---

<sup>1</sup> 10,500 francs.

aux fueros est tel que si jamais un ministre de la justice, ou un personnage si puissant qu'il fût, osait les enfreindre, chaque Guipuzcoan, aurait le droit, non-seulement de lui résister, mais de le tuer.

Tels sont, en résumé, les fueros des trois provinces basques, qui constituent, prises ensemble, une véritable fédération républicaine annexée à la monarchie espagnole. Les armes des provinces basques réunies portent trois mains entrelacées avec cette devise : « *Irurac bat,* » les trois n'en font qu'une.

Et maintenant qui nous citera un pays jouissant d'une constitution plus démocratique que ce petit coin de terre que certaines gens se plaisent à nous représenter comme la terre favorite de l'obscurantisme, du despotisme et de l'inquisition? Que sont, à côté de cette autonomie absolue du citoyen, la prétendue liberté des Etats-Unis, de l'Angleterre ou de la Suisse?

Ne sera-ce pas un argument en faveur de cette imprescriptible vérité que la plus grande et la plus saine liberté, loin d'être incompatible avec le régime monarchique, est, au contraire, liée à lui d'une façon étroite et absolue? Car, encore une fois, nous le demandons, où trouvera-t-on une république républicaine plus libre, plus démocratique que cette république basque si dévouée à ses seigneurs et rois héréditaires?

La Navarre formait anciennement un royaume à part, ayant, jusqu'à la fin du règne de Ferdinand VII, une organisation politique entièrement distincte de

celle du reste de la monarchie. Jouissant de presque tous les fueros de la Biscaye, le royaume de Navarre avait ses *Cortès* particulières et la liberté absolue du transit, aucune douane, pas d'impôts ni de contributions, pas de service militaire, si ce n'est en cas de guerre, comme il a été dit pour les provinces vascongades.

Les *Cortès* navarraises se composaient de trois *bras*, bras du clergé, bras de la noblesse, bras du tiers-état.

Le bras du clergé comprenait les grands dignitaires de l'Eglise, l'évêque de Pampelune, les abbés de l'Oliva et de Leisa; le bras de la noblesse appartenait par droit héréditaire à l'aristocratie du royaume; enfin le bras du tiers se composait de députés élus par les villes et les bourgades.

La réunion des *Cortès* avait lieu sur la convocation du roi : la présidence appartenait de droit à l'évêque de Pampelune sous la présidence honoraire du vice-roi de Navarre. Les *Cortès* faisaient les lois et prenaient toutes les mesures qu'elles croyaient utiles au bien du royaume : toutefois les lois et décrets, pour être valables, devaient être revêtus de la sanction royale.

Une haute cour souveraine dite *Consejo de Navarra* résidait à Pampelune et prononçait en dernier ressort sur toutes les matières civiles et militaires ; une cour des comptes *Camara de Contos* réglait l'administration financière : l'administration politique était soumise, sous la présidence de l'évêque de Pampelune, à une *Diputacion permanente de las Cortès*, composée de deux membres du clergé, deux de la noblesse et deux du tiers.

Le vice-roi demeurait, seul, chargé du pouvoir exécutif.

La révolution de 1833 bouleversa complètement cet état de choses, et la Navarre était devenue récemment une province de la monarchie espagnole n'ayant rien conservé de ses privilèges.

La différence essentielle séparant autrefois les fueros des Basques des fueros navarraïis consistait dans la liberté du transit. Les *guias* (passe) généralement connues sous le nom de *medias tablas* (demi-douanes) permettaient aux marchands, voyageurs, muletiers, de circuler librement dans le royaume sur la simple présentation d'un permis indiquant le genre des marchandises transportées ; la frontière des Pyrénées demeurait libre et le fisc n'avait à prélever d'impôt qu'à l'entrée en Castille, sur les bords de l'Ebre.

Charles VII rendra probablement à la Navarre son ancienne constitution, et lui a restitué déjà non point ses Cortès, mais une *junta gubernativa* qui possède les attributions de la *diputacion permanente*. Cette junta qui est permanente siège à Elizondo et se compose de sept membres.

La Navarre a repris son titre de royaume.

La Catalogne jouissait jadis comme la Navarre et le pays basque de privilèges et de fueros, mais, dans la guerre de la succession d'Espagne de 1702 à 1713, les Catalans ayant pris parti pour l'archiduc d'Autriche contre le duc d'Anjou, ce dernier, devenu Philippe V, enleva à la Catalogne ses fueros.

Cette province a trouvé de nos jours l'occasion de réparer son ancienne faute et, en récompense, Charles VII a promis aux Catalans de leur restituer leurs libertés anciennes. — Jusqu'à ce que des temps meilleurs permettent au roi d'Espagne de tenir cette promesse, la Catalogne a reçu, par décret du 26 juillet 1874, une organisation politique ressemblant sous la plupart des points à l'organisation de la Navarre : nous allons en dire quelques mots.

La principauté de Catalogne se compose, comme on sait, de quatre districts : Barcelone, Gérone, Tarragone et Lérida.

Les affaires de la principauté sont dirigées par une députation de guerre composée de dix-sept membres nommés par le roi don Carlos VII et pris en nombre égal, autant que possible, dans chacun des quatre districts.

La présidence *militaire* de la *Diputacion* appartient de droit au général commandant en chef la Catalogne : au cas où les opérations militaires réclameraient la présence de cet officier sur un point autre que celui où siègent les députés, il a le droit de se faire représenter par une personne de sa confiance qui a tous ses pouvoirs, mais qui toutefois ne peut prendre part aux votes.

La Députation nomme dans son sein deux vice-présidents chargés de suppléer le président *civil* qui est toujours le plus ancien d'âge : avec eux, un secrétaire général qui peut être ou non député, enfin un certain nombre de sous-secrétaires. Le secrétaire général et

les sous-secrétaires assistent aux séances, qu'ils soient ou non députés; ils ont voix délibérative, mais ne votent pas s'ils ne sont membres de la Députation.

La Députation de guerre est chargée de l'achat et de la confection des uniformes destinés à l'armée royale de Catalogne, de l'acquisition et de la fabrication de l'équipement, du campement et du harnachement; l'administration militaire doit légitimer les demandes qu'elle adresse à la Députation qui a le devoir de les contrôler.

L'installation, la conservation des hôpitaux militaires, la construction et l'exploitation des fabriques d'armes et des directions d'artillerie sont du ressort de la Députation; également l'organisation des convois de ravitaillement et la fourniture des vivres sur bons détaillés établis par l'intendance et visés par le commandant général de la principauté et par son chef d'état-major.

La Députation de guerre lève les impôts, perceptions et contributions; elle a la faculté de contracter et de réaliser des emprunts basés sur les revenus des quatre provinces de la principauté, avec cette condition, toutefois, que ces emprunts doivent être tout d'abord soumis à la sanction royale.

Elle nomme et suspend les alcades et les ayuntamientos, les destitue définitivement avec l'approbation du commandant général; faisons remarquer, à ce propos, que l'autorité royale est ici beaucoup plus réelle que dans les provinces vascongades où les alcades et ayuntamientos sont élus au suffrage des citoyens.

La Députation de guerre a la nomination de tous les

fonctionnaires civils : mais elle doit faire ses choix sur des listes à elle présentées par l'état-major de la capitainerie qui inscrit sur ces rôles les officiers ou soldats, vétérans, blessés, amputés des armées royales.

Une des attributions les plus difficiles à remplir de la Députation a été, dans ces derniers temps, l'organisation de la *garde forale*, sorte d'armée territoriale appelée à rendre les plus grands services. Cette garde est commandée par des officiers de l'armée active. — L'organisation des Somatenès ou gardes nationaux et des milices a toujours donné en Catalogne d'excellents résultats : ces deux dernières troupes qui forment la réserve de l'armée de première ligne ne peuvent être appelées que dans des cas extrêmes.

La Députation de guerre est encore chargée des postes et des télégraphes : c'est d'elle que sont émanés les règlements établissant le fonctionnement de ces deux services : les grandes routes et toutes les voies de communication, les hôpitaux civils, les établissements pénitenciers, les maisons de détention et de réclusion sont surveillés par elle. — Elle a la haute main sur tous les services de l'instruction publique, les collèges, les écoles.

Nous n'avons pas à parler de l'organisation de l'Aragon méridional, de la province de Valence, de la portion des deux Castilles soumises aux carlistes, l'organisation politique de ces provinces ayant toujours été celle du reste de la monarchie espagnole. Quant à ce que nous

avons dit de la Navarre, des pays Basques, de l'Aragon septentrional et de la Catalogne, on en pourra conclure quelle force possède aujourd'hui Charles VII par delà les Pyrénées, lorsque, au milieu des luttes et des combats journaliers, ce prince a pu non-seulement conquérir déjà un tiers de l'Espagne, mais rendre encore à ces provinces leur organisation première et ces libertés dont les avait momentanément privées la Révolution.



### CHAPITRE III

L'Etat carliste. — Organisation administrative — financière —  
judiciaire — militaire.

Quand, après les victoires de février et de mars 1874 à Somorostro, don Carlos VII eut acquis la conviction que son triomphe était désormais assuré et que, d'autre part, il eut vu l'extension des territoires soumis à son pouvoir, nécessiter une organisation politique immédiate, il songea à séparer en quatre ministères la direction générale des affaires et l'administration des provinces conquises. C'est du mois d'avril de l'année dernière que date cette création. — Le comte del Pinar, l'ancien corrégidor de Biscaye, l'un des légistes les plus distingués de l'Espagne, fut placé à l'intérieur, l'amiral Viñalet aux affaires étrangères <sup>1</sup>, M. Diez del Rio à la justice et aux grâces, et le maréchal Elio, récemment

---

<sup>1</sup> Par décision royale du mois de février 1875, le ministère des affaires étrangères a été supprimé par raison d'économie. Il formera désormais une annexe du ministère de l'intérieur et sera administré par un sous-secrétaire d'État.

créé duc et grand d'Espagne de première classe, à la guerre.

La formation du ministère carliste fut d'une grande utilité pour la simplification du travail et la bonne administration des provinces. — Chacun sut à qui s'adresser : il en résulta de la précision et de la rapidité dans l'expédition des affaires. En même temps ces ministères allaient pouvoir préparer des projets de reconstitution dans l'ordre civil, politique, administratif, financier, judiciaire, militaire, reconstitution aujourd'hui effectuée et dont nous allons dire quelques mots.

Au premier rang des créations carlistes, nous citerons la célèbre université d'Oñate et le tribunal supérieur de cette même ville.

Fondée au xvi<sup>e</sup> siècle par don Rodrigo Sanchez de Mercado y Zuazo, évêque d'Avila, l'université d'Oñate a donné à l'Espagne la plupart de ses grands légistes et de ses docteurs célèbres. — Fermée par la Révolution et rétablie en 1836 par le roi Charles V, cette université se vit peu à peu réduite, en 1842, puis en 1850, à n'être qu'une simple école d'agriculture.

Un décret royal du 12 février 1874 lui rendit d'abord ses anciennes prérogatives et rétablit ses chaires de théologie, de jurisprudence, de droit canon et de philosophie. — Puis, sur la proposition du comte del Pinar, un second décret, signé le 21 octobre suivant, institua à nouveau cette école comme chef-lieu du district universitaire comprenant les provinces vascongades et le royaume de Navarre : les établissements d'enseignement secondaire et professionnel de ces provinces relèveront

désormais de l'université d'Oñate. — Par un bref émané de Rome en date du 28 septembre, le Saint-Père a rendu à l'école d'Oñate tous les droits possédés jadis par elle pour nommer aux divers grades universitaires en droit profane et en droit religieux. Ouverte le 16 décembre 1874 par le roi Charles VII en personne, l'université carliste d'Oñate est aujourd'hui véritablement florissante, et ce n'est point un des faits les moins curieux de cette étonnante guerre que cette institution toute pacifique, prospérant au milieu des luttes journalières qui ont lieu pour ainsi dire à ses portes.

Le tribunal supérieur d'Oñate créé par décret royal du 12 août dernier <sup>1</sup>, a été inauguré par Charles VII le même jour que l'université. C'est une sorte de cour de cassation jugeant au civil et au criminel, en dernier ressort et sans appel.

Ses décisions, en matière de procédure, ont force de loi; il connaît des jugements cassés des tribunaux de première instance et des cours de justice du royaume de Navarre et des provinces vascongades; il comprend deux chambres.

Le tribunal supérieur d'Oñate n'est autre que l'ancien tribunal créé par Charles V à Estella et supprimé en 1840 par le gouvernement de la reine Christine.

---

<sup>1</sup> 12 août 1874.

En Catalogne la justice est rendue par des tribunaux de première instance et par une audience royale. Les tribunaux de première instance se composent d'un *alcade mayor*, d'un procureur du roi et de deux ou trois secrétaires : l'*alcade* et le procureur sont nommés par le roi.

L'audience royale de Catalogne juge en seconde et dernière instance toutes sortes de causes au civil et au criminel; en raison de l'état de guerre, cette audience a tous les pouvoirs des tribunaux supérieurs d'Oñate et de Madrid; ses décisions ont force de loi. Cette audience se compose de deux chambres : chaque chambre comprend trois juges, un président, dit régent et nommé par le roi, un procureur du roi nommé par la Députation de guerre.

C'est du mois de décembre 1873 que date l'organisation du service des postes dans l'état carliste (provinces vasco-navarraises). A cette époque, la junte royale de Navarre établit deux lignes de courriers pour l'étranger, partant toutes deux d'Estella et finissant l'une à Urdax, l'autre à Valcarlos; une ligne spéciale fut créée d'Estella à Los Arcos.

Le service des postes fonctionne actuellement avec la plus grande régularité. La taxe perçue pour une lettre de soixante grammes est de un réal ou vingt-cinq centimes. Toute lettre non affranchie est brûlée.

La direction générale des lignes télégraphiques a pris depuis un an une extension considérable : elle a son centre à Vergara. Le revenu des lignes télégraphiques est relativement peu considérable, ce service ayant été institué pour les besoins des fonctionnaires, commandants de troupes et en général pour tous les employés civils et militaires qui ont la franchise pour les dépêches relatives au service.

La liste suivante de tous les fonctionnaires jouissant de cette franchise est assez curieuse à consulter, comme énumérant les divers services de l'État carliste.

Sont exemptes de toute taxe les dépêches envoyées par :

Leurs Majestés le Roi et la Reine, les Princes du sang ;

Les ministres ;

Le chef du cabinet militaire du roi ;

Le général chef d'état-major général des armées royales ;

Les capitaines-généraux, commandants-généraux et chefs d'état-major général des diverses armées ou provinces ; les officiers généraux de la marine *ayant un commandement*. Les directeurs généraux des manufactures d'armes ; ceux des corps d'administration et de santé militaires, ceux des ambulances de la *Caridad*. Le commandant-général du corps royal de l'artillerie et du génie ; les directeurs des fabriques et établissements dépendant du corps royal de l'artillerie ; les chefs de colonnes volantes, quel que soit leur grade.

Les gouverneurs militaires et commandants d'armes dans les districts sous leurs ordres et dans leurs rap-

ports avec le commandement central ; les présidents des députations générales des provinces vasco-navarraises et de la junte de Castille ; les délégués de ces Députations quand ils se rendent pour le service en dehors de la ville ou siège la junte ;

Les présidents et procureurs du roi du Conseil supérieur de la guerre et du Tribunal supérieur de justice ;

Les corrégidors et juges, pour l'exécution de leurs fonctions ou leur correspondance avec les divers ministères, avec le président ou le procureur du roi du tribunal supérieur de justice ; les auditeurs militaires dans le même cas.

Les membres de la commission centrale vasco-navarraise ;

La direction générale des postes et sa secrétairerie générale ; — les bureaux de poste de première classe ; — ceux où siègent des députations ou des junte ; ceux qui touchent à la frontière ou qui sont sur la limite contiguë à la ligne d'avant-postes de l'ennemi.

Les alcades pour des cas urgents ;

Les correspondants du *Cuartel Real*.

Pour le public la taxe est fixée à un franc pour dix mots et au-dessous. — Au-dessus de ce nombre, la taxe supplémentaire est également de un franc pour dix mots et fraction de dix mots.

Nous placerons ici, avant d'entrer dans les détails de l'organisation militaire du pays carliste, ce qui concerne la presse. Nous ne parlerons pas des nombreux journaux qui, dans toute l'Espagne, sont sympathiques à don Carlos VII ; ceux-là, sous les lois draconiennes des récents dictateurs de Madrid, ont dû, la plupart du temps, dissimuler leurs sentiments et ne parler qu'à mots couverts ; nous citerons seulement les feuilles qui, publiées en pays carliste, ont toute liberté d'allure et leur franc parler.

Ces journaux sont actuellement au nombre de huit :

1° *El Cuartel Real*, journal imprimé à Tolosa. (Interdit en France depuis le 23 janvier 1875.)

2° *El Boletín del Señorío*.

3° *El Boletín oficial del Principado de Cataluña*.

4° *L'Étendard catholique monarchique*.

5° *Le Partisan*.

6° *Le Courrier carliste*.

Enfin *la Voix de la patrie et la Croisade espagnole* qui s'impriment à Bayonne.

Il était nécessaire, en rétablissant dans l'Etat carliste les anciennes divisions politiques et les lois primitives, de partager également le territoire en régions militaires placées sous un officier général chargé de la direction des opérations et du commandement de toutes les troupes réunies ou passant dans ces régions. — Certaines considérations stratégiques devaient présider à cette di-

vision qui a été faite par décret royal du 30 novembre 1874.

Depuis cette époque, l'ancien royaume de Navarre, les provinces de Guipuzcoa, Alava, Biscaye et Rioja constituent la capitainerie générale de Navarre et des provinces vascongades.

Les districts de Burgos et de Valladolid forment la capitainerie générale de la Vieille Castille.

La capitainerie générale de Catalogne est composée des quatre districts de cette province : Gérone, Barcelone, Tarragone et Lérida.

Outre ces trois capitaineries auxquelles correspondent trois armées dites : royale du Nord, royale de Catalogne, royale de Castille, le gouvernement carliste dispose d'une quatrième armée dite du Centre qui comprend les troupes opérant dans le Maëstrazgo, dans le Bas-Aragon, Valence, Murcie, en Andalousie et dans la Nouvelle Castille.

Les pouvoirs accordés aux capitaines généraux et à l'officier général commandant l'armée du Centre sont des plus étendus.

Dans les limites de leurs capitaineries, ils ont pleins pouvoirs sur les troupes, sur les commandants de place et d'étapes et sur tous les pouvoirs civils, sauf en ce qui touche à l'administration politique et civile. Dans les contestations qui peuvent survenir entre les juntes et le capitaine général, c'est le roi qui décide.

Don Carlos VII s'est réservé le commandement supérieur de toutes les forces carlistes et spécialement de



l'armée du Nord ; le général commandant en chef sous ses ordres prend le titre de chef d'état-major général.

Le corps de la justice militaire a été créé par décret du 2 décembre 1874 : ses membres jouissent de toutes les prérogatives accordées jadis à leurs prédécesseurs dans l'ancienne monarchie par les décrets royaux du 15 avril 1760, 24 octobre 1790, et 10 janvier 1795.

Il comprend une cour de justice composée de juges dits : membres du *Conseil suprême* de la guerre, de laquelle relèvent tous les crimes et délits militaires ; les membres du Conseil suprême et le procureur général de ce conseil sont assimilés aux maréchaux de camp ; au-dessous d'eux viennent les auditeurs de première classe : brigadiers ; les auditeurs de seconde classe : colonels ; les commissaires du gouvernement de première classe et les rapporteurs au conseil suprême : lieutenants-colonels ; les commissaires du gouvernement de seconde classe : chefs d'escadron ; les commissaires de troisième classe : capitaines, enfin les commissaires auxiliaires : lieutenants.

Les greffiers du Conseil suprême (première classe), sont assimilés, pour la solde seulement, aux capitaines, ceux de seconde classe, aux lieutenants.

Les nominations dans le corps appartiennent au roi, sur une liste donnée et présentée chaque année par le Conseil suprême.

L'intendance militaire a à sa tête un intendant général; elle comprend un certain nombre de sous-intendants et d'officiers comptables ou d'administration, mais son service varie suivant les provinces et n'est pas le même, par exemple, en Navarre, qu'en Aragon ou en Catalogne. Dans ces deux dernières provinces, dans les deux Castilles, dans la province de Valence les soldats touchent en effet leur *prêt franc* et vivent comme ils l'entendent. A l'armée du nord le service de l'intendance est le même à peu près que dans notre armée.

L'armée du Nord dépend, comme nous l'avons dit, de la capitainerie générale des provinces vasco-navarraises : l'intendance y est chargée des divers services de l'habillement, du campement, chauffage, fourrage, solde et vivres.

Toutefois l'intendance ne passe point de marché pour les approvisionnements. Elle établit et envoie aux juntes ou députations forales des bons de réquisition qui sont contrôlés par le ministère de la guerre et par les procuradores des provinces aux sessions annuelles dont nous avons parlé.

Rien d'aussi simple que cette comptabilité.

Le principe est que chaque province, ville, bourg, village, nourrit les troupes de son territoire. Pour qu'il y ait une garantie, l'intendant général totalise jour par jour les situations de l'armée quotidiennement remises par chaque quartier général au ministère de la guerre : il peut établir ainsi le séjour à telle date, de telle troupe, dans telle province.

Copie de cet état de séjour est adressée aux *Députations permanentes*, déléguées des juntes ou *Merindades*, et ces députations établissent mensuellement une balance des journées passées par leurs volontaires dans telle ou telle province, des vivres fournis à ces volontaires par la province, également des troupes étrangères qu'elles ont eu à loger, chauffer, nourrir, quelquefois solder.

Les députations s'envoient mutuellement ces comptes : la différence est la somme à payer par une province à l'autre.

Au premier janvier, les soldes de comptes courants établis comme il vient d'être dit, sont réglés ordinairement en nature ou, si la province le désire, en espèces, mais le plus souvent ils sont balancés par roulement de fonds.

Les approvisionnements sont réquisitionnés directement par les députés foraux, en général au fur et à mesure des besoins et du passage des troupes. Ces réquisitions signées d'un membre de la députation sont envoyées à l'alcade qui reçoit, pour les transmettre, les objets réquisitionnés et les paie immédiatement : le nom du vendeur, le billet de réquisition, la qualité et la quantité de la matière livrée, la date et le lieu sont inscrits sur un registre *ad hoc* que présenteront à l'assemblée générale de launte les *procuradores* de la ville ou du village.

Les *bagages*, c'est-à-dire les bêtes de somme ou de trait, voitures, mulets, peuvent être réquisitionnés directement par le ministre de la guerre, les chefs de corps,

l'intendance et les différents services de l'armée. Les journées fournies sont comptées et le pouvoir qui a réquisitionné remet au propriétaire du mulet ou de la voiture un *bon de réquisition* sur le vu duquel l'ayuntamiento lui remboursera ses services d'après un tarif fixé.

Les ambulances, dont l'Intendance a naturellement l'administration, sont placées sous la haute direction d'une société de dames patronnesses présidée par la reine Marguerite. Cette jeune et auguste princesse qui joint à tous les talents de l'esprit, les meilleures qualités du cœur et les plus saintes vertus de la femme, atténue par les soins donnés sous son impulsion les horreurs et les misères inhérentes à cette guerre nécessaire ; la société des ambulances carlistes a pris pour devise : *Caridad* \*

Les premières ambulances créées par la Reine, furent établies à Pau au commencement de 1874 : environ quatre cents lits furent disposés pour les blessés des combats de cette époque ; quand, vers l'été, la princesse put franchir les Pyrénées et passer quelques semaines près du roi, elle profita de son séjour en Espagne pour donner une impulsion énergique aux hôpitaux en formation, de Lesaca et d'Irache.

Quoique l'on ait encore beaucoup à faire dans cette partie, déjà de notables progrès ont été réalisés au point de vue du matériel, de l'installation et de l'hygiène dans les vingt-deux hôpitaux aujourd'hui construits.

---

\* Charité.

A Irache, deux sections d'ambulance sont toujours prêtes à entrer en action ; le matériel de brancards et de « mochilos » est chargé dans les caissons, et les deux grands wagons de transports de blessés placés dans les remises peuvent être attelés en un instant.

L'hôpital d'Irache dispose actuellement de cent soixante-trois lits, mais ce nombre insuffisant doit être bientôt plus que quadruplé.

A côté de l'ancien Irache, on a récemment élevé un hôpital nouveau composé de grandes baraques construites sur le modèle des baraques-hôpital du docteur Esse, de Berlin.

Les baraques nouvelles sont au nombre de cinq, distribuées de manière à ce que l'ensemble des constructions forme une sorte de triangle isocèle, dont la base regarde Montejurra, et dont le sommet s'appuie sur un joli bois de hêtres et de chênes qui donne aux blessés la fraîcheur et l'ombrage dans les jours d'été, et les préserve dans les jours d'hiver de l'action des vents du nord. Chaque baraque est longue de 35 mètres et large de 17, y compris les verandahs extérieures qui l'entourent. Elle est surélevée au-dessus du sol de 1 mètre 50, et établie sur des fondements de pierres qui supportent l'armature de bois. Percée de fenêtres multiples et de portes qui s'ouvrent sur les quatre côtés, elle est de plus ventilée d'une manière continue par des manches à air qui pénètrent derrière les lits des malades, à hauteur d'appui, et par une grande lanterne à châssis mobiles qui entretient large-

ment l'échange de l'air de l'extérieur à l'intérieur.

La baraque est faite pour contenir trente lits établis sur deux rangées qui se font vis-à-vis et longent parallèlement les grands côtés de l'édifice. Le sol est en planches, établi à 1 m. 50 au-dessus du niveau des champs environnants ; les murs, aussi en planches, sont revêtus à hauteur d'homme d'un lattis plâtré qui les double. Entre le mur et le lattis existe un vide dans lequel s'ouvrent les manches d'air inférieures.

La proximité d'une magnifique fontaine et de deux grands bassins d'eau courante facilite singulièrement le service et assure la bonne hygiène du baraquement. Celui-ci d'ailleurs n'est distant d'Irache que de 400 mètres, et il est compris tout entier à l'intérieur du vaste mur d'enceinte qui enserme de ses replis de pierre le parc immense des moines de Saint-Vere-mundo. Il longe le mur même dans sa partie sud, c'est-à-dire sur un point culminant de la pente douce qui de la première assise de Montejurra s'abaisse jusqu'à Irache. De là le grand air et la vue jouent dans tous les sens, des Amescoas au mont Ezquinza et d'Abarzuza à Monjardin.

Tel est l'ensemble des travaux récemment terminés.

A côté de ceux-ci, plaçons une amélioration importante, presque un progrès, introduite dans le personnel sanitaire des médecins et des pratiquants. Il s'agit de l'installation d'examens mensuels et de cours réguliers et journaliers à l'aide desquels grossira petit à petit le bagage théorique et pratique des étudiants et même

celui des professeurs, en même temps que croîtront l'émulation et l'amour de l'étude parmi tous ces braves gens que la guerre n'avait point jusqu'alors poussés précisément aux contemplations scientifiques et aux études patientes et minutieuses dont ils avaient besoin.

Le premier examen destiné à classer les élèves suivant l'étendue de leurs connaissances médicales a donné d'assez bons résultats.

C'est le 5 avril que s'est ouverte la première série des cours, série toute pratique qui n'embrasse pas un vaste programme, mais simplement l'exposé du service de campagne et les données élémentaires de la chirurgie et de la pharmacie du champ de bataille. Les leçons sont calculées de manière qu'en un mois, ce premier sujet tout élémentaire s'épuise et donne matière à un examen nouveau, à la suite duquel se fait une nouvelle classification des élèves et s'ouvre une série de cours qui portent sur des matières plus minutieuses<sup>1</sup>.

Ainsi se constitue et s'améliore peu à peu une institution qui a déjà rendu aux blessés carlistes et alphonsistes d'immenses services, et c'est une joie pour nous d'avoir pu inscrire en tête de ces quelques lignes le nom d'une femme et celui d'une reine. Il nous reste

---

<sup>1</sup> Ces détails sont extraits presque textuellement des fort intéressantes correspondances de la *Caridad* publiées par le journal *l'Union* et signées E. C.

à voir, pour en finir avec l'intendance, ce qui a trait à la solde et l'habillement.

En Navarre et dans les provinces vascongades, le soldat carliste perçoit les vivres de campagne et un *réal* ou 25 centimes par jour; les officiers touchent mensuellement : les sous-lieutenants et lieutenants 45 francs, les capitaines 80, les colonels 100, les brigadiers 250, les maréchaux de camp 500, les lieutenants généraux 800, les capitaines généraux 1000. *La plupart* des officiers subalternes et l'on pourrait presque dire tous les officiers généraux font remise de leur solde au trésor royal.

En Catalogne, le soldat touche 2 francs par jour de prêt franc, mais il n'a pas droit aux vivres et se nourrit comme il veut; les officiers subalternes ont 3 francs, les officiers supérieurs 5 francs, En Aragon, dans la province de Valence et dans les Castilles le même système est momentanément appliqué, mais, dans diverses régions, les vivres étant moins chers qu'en Catalogne, le soldat ne reçoit que 1 franc 50 centimes par jour.

L'armée carliste est uniformément habillée : l'infanterie de la capote, du béret et du pantalon rouge à bande bleue. — La cavalerie du dolman-spencer bleu à brandebourgs noirs et du pantalon à basane de cuir.

L'armement de l'infanterie est le remington à baïonnette triangulaire; la cavalerie a le sabre courbe, le fusil qu'elle porte à la botte, et, dans quelques escadrons, le revolver.



L'infanterie de la garde porte la capote gris de fer à collet et parements rouges ornés de deux larges galons blancs, en laine pour la troupe, en argent pour les officiers, le pantalon rouge à double bande bleue, comme celui de nos chasseurs à cheval, les guêtres en drap bleu de roi ; coiffure : boïna rouge avec plateau argenté portant un C et un 7 entrelacés et l'exergue : *Voluntarios de Dios, Patria y Rey* ; l'infanterie et la cavalerie portent ce même béret. L'escadron de la garde royale : *la Escolta Reale*, se distingue par une grande richesse de tenue ; il compte à l'heure qu'il est environ quatre cents chevaux. Il ne comprend que des fils de famille et des jeunes gens pouvant s'équiper à leurs frais. Tenue : boïna rouge avec plateau en argent bruni portant un C et un 7 en or fin, entrelacés et couronnés ; point d'exergue. Dolman-spencer bleu de ciel avec tresses noires ; au collet deux larges galons plats en argent fin ; aux manches un galon large d'environ cinq centimètres également en argent fin et brodé de fleurs de lis de même. Pantalon rouge à double bande bleue sans passe-poil intercalé, fausses bottes, éperons espagnols d'ordonnance ; armement : sabre de cavalerie légère et revolver ; harnachement : bride en cuir fauve, porte-manteau et schabraque bleu de ciel, galonnés d'argent et brodés au chiffre royal.

Les officiers ont la même tenue que les soldats, sauf les galons de grade placés sur la manche au-dessous du large galon fleurdelisé. Tous ces cadets ont le grade de sous-lieutenant : les capitaines sont lieutenants dans

l'escadron et le Roi en est colonel; il en porte ordinairement la tenue.

La cavalerie carliste est assez mal montée ; les chevaux andalous qu'elle compte en grande partie ne sont point en général de bons chevaux de guerre, mais on prend ce qu'on trouve et la difficulté de se remonter en dehors de l'Espagne l'empêche d'avoir de meilleures races. On trouve cependant chez elle quelques bêtes de sang, mais ce sont des chevaux d'officiers, achetés en France et amenés en Espagne à grands frais et au milieu de toute sorte de difficultés.

L'artillerie et le génie portent la tunique noire à une rangée de boutons avec deux bombes allumées brodées au collet, le pantalon noir à bande rouge, le béret de l'infanterie.

L'artillerie carliste dispose aujourd'hui de plus de cent cinquante pièces de canon de tous calibres et de tous systèmes. — On fabrique à Vera, à Urdax, Aspeytia et Bacaycoa les projectiles suivants employés dans les diverses armées royales.

- Obus de 8 centimètres avec enveloppes de plomb ;
- id. Woolwich de 7, avec ailettes en étain ;
- id. Withworth de 7 centimètres ;
- id. id. courts ;
- id. id. longs ;
- id. Vavasseur de 9 centimètres à ailettes ;
- id. id. de 7 — enveloppe de plomb ;
- id. Krupp de 8 id.
- id. Placencia id. à ailettes ;

Bombe de 27 centimètres en fonte blanche.

A Aspeytia, est la grande fonderie de canons carliste.

L'on y fabrique en particulier, le canon *Placencia*, pièce remarquable pour la précision et la portée de son tir. —

L'obus du canon *Placencia* est à fusée fusante, en fonte de fer ordinaire, muni de deux couronnes de six ailettes chacune. Ces ailettes, alliage d'étain et de plomb, présentent sur la surface de la partie cylindrique du projectile un relief d'environ 7 millimètres ; elles sont logées à force *et en prisonnier* dans de petites chambres un peu plus étroites que l'ailette elle-même, profondes d'environ 2 millimètres.

Leur forme est celle d'un parallépipède rectangle, terminé par une zone d'ellipsoïde ; dans la couronne inférieure, la partie circulaire des ailettes est tournée vers le culot du projectile et vers le sommet dans la couronne supérieure.

Dans les deux couronnes, les ailettes sont donc opposées l'une à l'autre par leur base rectangulaire, non point axe contre axe ni en échiquier, mais de telle sorte que l'axe de l'ailette inférieure coïncide avec l'angle gauche de base de l'ailette supérieure.

Le pas de l'hélice est donné par une courbe joignant de gauche à droite les points milieux des sommets circulaires de deux ailettes opposées. Cette hélice est au pas de 2 mètres 50 centimètres ; quant à la hauteur du projectile, elle est égale à deux calibres et demi, non compris la fusée.

La section de la chambre intérieure destinée à loger la

charge, est une branche de parabole se raccordant avec un arc d'ellipse, disposition qui donne au projectile, dans la partie attenant au culot, une trop grande épaisseur. Ce défaut a l'inconvénient sensible de diminuer notablement le nombre des éclats.

Aux fonderies dont nous avons parlé sont annexées des poudreries chargées de la confection des cartouches ; ces poudreries travaillent avec la plus grande activité et ont pu, dans ces temps derniers, non-seulement suffire à la consommation journalière du champ de bataille, mais encore créer un approvisionnement de réserve très-considérable.

C'est ici le lieu de parler de deux créations importantes dont la prospérité ne peut manquer d'avoir une sérieuse influence sur le succès des armées carlistes.

Que de fois n'avons-nous pas entendu demander : Pourquoi don Carlos ne marche-t-il pas en avant ? pourquoi ne franchit-il pas l'Ebre ? pourquoi n'entre-t-il pas en Castille ? Ces questions se renouvellent et sont dans toutes les bouches, surtout au lendemain des grands succès carlistes, après les deux Somorostro, après Abarzuza, après Lacar.

Ceux qui parlent ainsi donnent la preuve qu'ils n'ont qu'une très-fausse idée de la guerre actuelle d'Espagne. Que d'hommes aujourd'hui parlent batailles et combats qui n'y entendent guères : les mots *stratégie* et *tactique* leur remplissent la bouche sans qu'ils soient capables de manier une escouade. Pour ces gens une armée qui gagne des victoires a forcément des canons et des fusils dernier

modèle, des parcs d'artillerie et du génie, un train des équipages, des équipages de pont, des voitures, des bagages et tout cet attirail formidable qui suit aujourd'hui les grandes armées européennes.

Autre chose est cependant la guerre locale, autre chose la guerre d'invasion.

Jusqu'ici les carlistes n'ont fait qu'une guerre locale et c'est précisément ce qui a permis à l'armée royale du Nord de garder presque toujours le champ de bataille : c'est grâce à ce système d'opérations qui ne demande qu'un fusil et des cartouches que l'armée carliste a pu s'élever jusqu'au chiffre fabuleux de cent mille hommes, qu'il lui a été possible de conquérir la rive gauche de l'Ebre n'ayant dans les commencements, ni artilleur, ni canon, ni parc de siège, ni train, ni ponts, ni rien enfin de ce qui est indispensable dans une campagne où l'on marche à chaque instant en avant.

Un des premiers obstacles pour une armée conquérante est le siège ou le blocus des places de guerre semées sur son passage. Disposant d'une artillerie puissante, elle les attaquera de vive force ; ne voulant point tenter de siège, elle les bloquera en détachant un corps d'investissement plus ou moins considérable. On voit donc que les carlistes manquant jusqu'ici d'artillerie de place, d'officiers d'artillerie sachant la direction et l'établissement des batteries, d'officiers du génie connaissant la conduite des sièges, n'ayant pas, d'un autre côté, assez de troupes pour détacher des corps séparés

d'investissement, on voit, disons-nous, que l'état-major général carliste a fait preuve d'une connaissance réelle de la guerre et d'une sagacité remarquable en patientant et en ne cédant point au désir si souvent exprimé et par les soldats eux-mêmes et par l'opinion publique de marcher en avant et d'entrer en Castille. Le temps qui a donné déjà à l'armée royale des fusils, des canons et des hommes, fournira bientôt ce qui lui manque en parcs et en voitures, en officiers spéciaux sachant fortifier, défendre et attaquer les places.

Sous ce dernier rapport, l'armée carliste va bientôt ressentir les heureux effets des deux importantes créations auxquelles nous faisons allusion tout à l'heure nous voulons parler de l'école d'artillerie d'Aspeytia et de l'école du génie de Vergara.

L'école d'Aspeytia, pour laquelle trois concours *d'entrée* ont déjà eu lieu, donnera, d'ici à la fin de l'année, à l'armée carliste, des officiers ayant, non point les connaissances approfondies des officiers français qui ont passé par l'école polytechnique et par Metz ou Fontainebleau, mais possédant la pratique du métier, le maniement d'une batterie de campagne, la construction d'une batterie de siège, toutes choses qui paraîtront élémentaires à beaucoup de gens, mais qui, comme les plus difficiles, doivent être apprises pour être sues.

L'école du génie établie à Vergara, a un programme d'admission plus étendu et plus élevé que celui d'Aspeytia. L'Académie de Vergara a été créée postérieure-

ment à l'école d'Aspeytia et n'a été inaugurée qu'au mois de janvier 1875.

Elle comprend trois cours :

Dans le premier cours sont enseignés :

La géométrie, la trigonométrie, les constructions et l'architecture militaires, les règlements de manœuvre d'infanterie.

Dans le second :

La topographie, la fortification de campagne, les mines, les ponts, l'école des sapeurs, les manœuvres particulières aux sapeurs.

Dans le troisième :

Le dessin topographique (topographie régulière) et le lavis.

On est admis à l'école de Vergara, de dix-sept à vingt-quatre ans, après concours : nombre de sous-lieutenants, de lieutenants et même de jeunes capitaines d'infanterie s'y sont présentés au concours de 1875. Quel qu'ait été à leur entrée à l'école le grade des élèves de Vergara, tous sortiront également lieutenants du génie : il a été fixé par mesure transitoire et pour cette année seulement que les capitaines d'infanterie conserveraient dans leur arme nouvelle les insignes de leur ancien grade, en or, couleur de l'infanterie, au lieu d'argent couleur du génie. Malgré ces insignes de capitaine ils n'en demeureront pas moins simples lieutenants du génie.

Les professeurs de l'école de Vergara ont droit après un an à la croix du mérite militaire et après deux an-

nées au grade supérieur : cet avancement entraîne la rentrée au régiment.

Il est inutile de nous appesantir sur la vitalité et la force que témoignent dans un parti de telles institutions : ces faits parlent d'eux-mêmes. Nous ne voulons rien préjuger et Dieu seul sait l'avenir ; mais est-il dans les probabilités humaines qu'un parti qui a eu à lutter contre un gouvernement révolutionnaire disposant de toutes les forces d'un pays, qui a pu arriver néanmoins, de néant à une telle organisation, tombe le jour où cette organisation lui a donné une puissance et une vie qui lui faisaient totalement défaut au début ?

Au sud-est de Vergara on trouve la jolie ville de Zumarraga où siège le ministère de la guerre.

Bien que son installation ne soit pas encore absolument complète et que, pour bien des détails, le service se ressente forcément du vice inhérent à une organisation effectuée entre deux batailles, on peut dire que les bureaux de la guerre fonctionnent régulièrement. L'intendance, la direction générale du personnel ne laissent presque rien à désirer. Chaque officier a là sa *hoja de servicios*, et l'avancement a lieu au choix et à l'ancienneté comme en France.

Il est temps de dire ce qu'est actuellement et réellement, au point de vue du nombre et de la puissance, l'armée carliste ; en disant actuellement, nous voulons parler du 1<sup>er</sup> janvier 1875, époque à laquelle ont été présentées aux juntas les situations récapitulatives officielles.



La liste suivante fournit des chiffres authentiques.

NAVARRÉ :	Hommes	Chevaux	Mulets
Infanterie, 10 bataillons.....	9.064	33	95
Cavalerie, 1 régiment.....	684	561	41
Train, équip., administr....	745	91	49
BISCAYE :			
Infanterie, 9 bataillons.....	7.310	72	76
Train, équip., administr....	239	39	25
ALAVA :			
Infanterie, 6 bataillons.....	4.123	89	71
Train, équip., administr....	244	19	»
GUIPUZCOA :			
Infanterie, 9 bataillons.....	5.834	90	58
Train, équip., administr....	140	31	8
CORPS DIVERS :			
Cavalerie, régiment Bourbon et garde de S. M.....	592	475	»
Artillerie, 13 batteries et train de siège.....	1.290	112	231
Infanterie, bataillon des guides de Sa Majesté.....	832	10	7
Ingénieurs, 1 bataillon.....	1.116	15	20
Train, équip., administr....	455	84	50
A reporter.....	32.640	1.741	701

	Hommes	Chevaux	Mulets
Report.....	32.640	2.741	704

L'armée du Nord comprend  
en outre :

CASTILLE :

Infanterie, 5 bataillons.....	3.459	40	30
Cavalerie, 1 régiment.....	680	590	20
Train, équip., administr.....	220	25	24

CANTABRE :

Infanterie, 3 bataillons.....	2.224	20	18
Cavalerie, 2 escadrons.....	250	210	12
Train, équip., administr.....	180	24	17

ASTURIES :

Infanterie, 3 bataillons.....	2.430	40	26
Cavalerie, 2 escadrons.....	275	221	18
Train, équip., administr.....	194	30	22

RÉSUMÉ :

Navarre.....	10.463	685	155
Biscaye.....	7.549	111	101
Alava.....	4.369	108	71
Guipuzcoa.....	5.974	121	66
Corps divers.....	4.285	696	308
Castille.....	4.359	656	74
Cantabre.....	2.654	254	47
Asturies.....	2.899	291	66
<b>TOTAL.....</b>	<b>42.552</b>	<b>2922</b>	<b>888</b>

Dans cet état, les blessés et les malades ne sont pas compris.

En Catalogne, l'armée royale compte deux divisions, composées chacune de deux brigades, portant le nom de ses quatre provinces :

*Barcelona, — Gerona, — Lerida, — Tarragona.*

Cette armée comprend 24 bataillons, 8 escadrons, 4 batteries, 2 bataillons de génie. En tout 14,350 fantassins, 1,335 chevaux, 24 pièces.

L'armée du Centre, sous les ordres du général Dorregaray, comprend six brigades :

*Gandesa, — Jatera, — San-Mateo, — Castellon, — Bajo-Aragon, — Murcia,* soit 24 bataillons, 12 escadrons, 2 batteries, un bataillon de génie. En tout 16,200 fantassins, 1,530 chevaux, 12 pièces.

#### RÉSUMÉ GÉNÉRAL

Armée et places carlistes du	Hommes	Chevaux	Pièces
Nord <sup>1</sup> . . . . .	42.552	2.922 <sup>2</sup>	110
d° de la Catalogne.	14.350	1.385	24
d° du Centre . . . . .	16.200	1.530	12
TOTAL GÉNÉRAL . . . . .	73.102	5.837	146

<sup>1</sup> L'artillerie de campagne de l'armée du Nord ne compte que 81 pièces, comme on le verra plus loin.

<sup>2</sup> Les mulets employés par le train des équipages de l'artillerie et du génie, ne sont pas compris dans ces totaux.

Il faut ajouter à ces chiffres :

La levée décrétée en Navarre.....	4.000 h.
Les réserves de Navarre en <i>Tercios</i> ...	15.000
Les réserves de Catalogne en <i>Somatenes</i>	20.000
TOTAL.....	<hr/> 39.000 h.

TOTAL GÉNÉRAL.....	{ 112.102 hommes. 5.887 chevaux. 146 bouches à feu.

Telle est, au point de vue de la force matérielle et du nombre, cette armée carliste miraculeusement formée, au milieu de difficultés et d'obstacles sans nombre.

Au point de vue moral, l'armée royale est solide et bien disciplinée.

Des mœurs sévères, une grande sobriété, un fanatisme religieux qui dépasse certainement la foi politique, une fierté parfois outrée mais toujours respectable, de la jeunesse, de l'énergie, de l'entrain, une grande intrépidité, un souverain mépris du danger et de la mort, telles sont les qualités qui ont fait de l'armée carliste une armée redoutable.

Le détail suivant des pièces de l'armée du Nord présente quelque intérêt.

Armée royale  
du  
NORD.

## DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ARTILLERIE

## ÉTAT DES PIÈCES DE TOUS CALIBRES

EMPLOYÉES A L'ARMÉE ROYALE

## PIÈCES EN ACIER

*se chargeant par la culasse.*

	Batteries	Pièces
3 batteries de montagne de 8 pièces....	3	24
2 batteries Krupp de 8 centimètres, fer- meture à coins.....	2	12
1 batterie Krupp fermeture à coins, de 6 .....	1	6
1/2 batterie de campagne de 4.....	1/2	3
2 canons d'acier.....	1/2	2

## PIÈCES EN BRONZE

*se chargeant par la bouche.*

2 batteries de 12 lisses.....	2	12
6 mortiers de 27 centimètres.....	1	6
2 batteries rayées Placencia de 8, venant d'Aspeytia.....	2	12
4 pièces rayées de 12.....	1	4
	<hr/>	<hr/>
	13	81

Un détail peint la foi vive de ces soldats chrétiens. Tous les jours, sauf les jours de combat, à quatre heures et demie, après l'appel, les volontaires royaux sont conduits par bataillons, au chapelet.

La plupart des généraux carlistes sont d'anciens officiers généraux ou supérieurs de l'armée d'Isabelle, ou même, comme le maréchal Elio, de Ferdinand VII ; tels sont l'amiral Viñalet, contre-amiral de la marine isabelliste, le lieutenant général Mogrovejo, maréchal de camp en 1868 ; le lieutenant général Dorregaray, un ancien colonel d'état-major.

Tous ont consacré leur vie à la cause pour laquelle ils se battent aujourd'hui : la plupart ne reçoivent aucune solde et ceux qu'a favorisés la fortune versent une partie de leurs revenus au trésor royal. A quelque parti que l'on appartienne et en tenant compte des rigueurs terribles, des excès parfois, qu'amène fatalement une telle guerre, on doit estimer et respecter de pareils hommes. Au milieu de notre siècle d'affaissement et d'abâtardissement moral, au milieu de cet appauvrissement général du sentiment patriotique et religieux qui cède peu à peu la place aux plus misérables instincts, ils font preuve de sentiments généreux, d'abnégation et d'un admirable dévouement ; à quatre siècles d'intervalle et en face de toutes les tristesses dont l'Espagne

nous présente le spectacle depuis quarante ans, ils ont fait revivre dans la patrie du Cid la vieille devise des Hidalgos du xv<sup>e</sup> siècle : « Sire, à vos pieds, ma vie et ma fortune! »

---





# DEUXIÈME PARTIE



## CHAPITRE PREMIER



# DEUXIÈME PARTIE

---

## CHAPITRE PREMIER

Les opérations militaires en 1872 et 1873.

A la voix de don Carlos, au cri de : A bas l'Etranger ! la Biscaye, l'Alava, le Guipuzcoa, la Navarre, la Catalogne se soulevèrent avec enthousiasme.

Ce ne furent d'abord que de petites bandes, pas organisées, mal vêtues et mal armées, mais dans ce pays de montagnes, terre privilégiée de la guerre de partisans, la répression de ces guerillas audacieuses n'eût été possible qu'avec un déploiement considérable de forces. Or, l'armée libérable désorganisée, indisciplinée, scindée en autant de partis que de généraux, n'avait en aucune manière le pouvoir d'exercer sur la rive gauche de l'Ebre l'action énergique qui eût été nécessaire.

Quelques bataillons de miquelets et de douaniers amédéistes parcoururent la Catalogne, la Navarre et les provinces Vascongades. Pas en nombre, ils battaient en retraite ; supérieurs à l'ennemi, ils le contraignaient à se retirer dans les montagnes ; quant à détruire ces bandes impossibles à surprendre, ils n'y songeaient point.

Né libre, audacieux et fier, dans ces montagnes difficiles et arides des Pyrénées, le paysan basque ou navarrais est le premier soldat du monde. Chaussé d'espadrilles en cordes où son pied cambré s'étale à l'aise, armé d'un mauvais fusil, à large ouverture, où il aura glissé huit ou neuf balles, le Navarrais est, dans ses montagnes, un ennemi toujours redoutable. — Agile, robuste, grand marcheur, très-sobre et infatigable, il gravira, en dédaignant les routes, les pics les plus rudes et plus élevés. — Là, blotti derrière un buisson, sous une anfractuosité de rocher, il attendra deux ou trois heures, sans impatience ni hâte que son ennemi arrive à sa portée ; dans d'autres circonstances et quand il le faudra, il s'élançera à découvert au milieu d'une pluie de mitraille et de balles, faisant toujours bon marché de sa vie, quand il croira juste et sainte la cause à laquelle il la sacrifie.

La connaissance des propriétés du terrain, l'adresse à voir sans être vu, l'habileté à choisir le meilleur endroit d'un champ de bataille quelconque, la patience à y attendre l'ennemi, le sang-froid à le laisser s'approcher et à ne tirer qu'à bonne portée, enfin tout ce qui constitue le bon partisan et le tirailleur d'élite sont autant de qualités innées dans l'Espagnol de la rive gauche de l'Ebre.

Dans toute cette période qui va d'avril 1872 à février 1873, la guerre est, pour les carlistes, absolument locale : chaque bande ne sort ni de son village ni de sa montagne.

Dans de telles conditions la cause carliste ne peut prendre une grande extension, mais ses ennemis seront impuissants à la détruire. Là en effet, chaque soldat royaliste a sur son ennemi son entière supériorité : outre son énergie, sa bravoure, ses qualités personnelles de bon soldat et de partisan intrépide, il a l'avantage de connaître à fond le terrain sur lequel il combat. Le moindre sentier, le plus petit buisson, le plus mince rocher de la montagne lui sont familiers ; il y vivra plusieurs jours si une telle absence est commandée par une occupation un peu longue de son village : sa femme ou ses enfants sauront le trouver dans sa retraite et lui porter les quelques aliments dont il a besoin. Au contraire, les troupes ennemies s'aventureront avec défiance dans ces défilés où chaque buisson cache le canon d'un fusil ; elles ne tenteront point des recherches dangereuses et s'estimeront heureuses de suivre sans encombre le fond des vallées ou le dessus des plateaux. — Avec de telles façons d'agir, les bandes royalistes, pas assez fortes encore pour prendre l'offensive, pourront du moins se former et grossir à vue d'œil : la plus grande prudence devra cependant présider à ce groupement primitif de paysans isolés : là encore la configuration du pays et sa forme topographique constitueront le meilleur aide des royalistes.

La nature du sol espagnol, déchiré, inégal, bossué dans presque tous ses points de pics et de montagnes élevées a fait ce pays la terre par excellence de la guerre de partisans. Sauf en Castille et dans l'Aragon

méridional où l'on trouve de grands plateaux et quelques plaines, l'Espagne n'offre qu'une série continue d'ondulations plus ou moins accentuées. — Elle présente dans son ensemble la forme d'une immense pyramide quadrangulaire, dont la face septentrionale en particulier, est d'un accès presque impossible aux grandes armées compactes. L'Espagne est le sol classique des luttes perpétuelles et des combats journaliers. Depuis les Wisigoths et les Maures jusqu'aux guerres de l'indépendance du commencement de ce siècle, jusqu'à la guerre de sept ans avec Charles V, jusqu'à celle que soutient aujourd'hui Charles VII, la péninsule n'a pour ainsi dire jamais vécu absolument en paix. Son histoire nationale est une série de déchirements intérieurs et civils non interrompue. Un tel état de choses qui fit jadis sa grandeur, et qui est, hélas ! aujourd'hui sa ruine, sera sans doute prochainement la cause de sa réorganisation et de sa vie nouvelle. L'Espagne est en effet un riche et plantureux pays : une paix durable et un gouvernement stable lui rendraient certainement en peu de temps son ancienne richesse et sa prospérité passée. La fertilité du sol est dans toutes ses provinces, d'une nature privilégiée : sur chacune des faces de cette immense pyramide dont nous parlions tout à l'heure, on trouve de la base au sommet les diverses cultures variant avec les divers climats. Dans les plaines les moins élevées et vers le sud, le pays tient plus de l'Afrique que de l'Europe : à mesure que l'on s'élève, le terrain change, la température se refroidit et l'on passe par les diverses produc-

tions de l'Europe, depuis la vigne et l'olivier jusqu'aux céréales et aux arbres du Nord, et plus haut jusqu'aux neiges éternelles.

« Ainsi, un chaos de montagnes où l'on trouve à chaque pas des éboulements, des crevasses, des défilés profonds, où 300 hommes suffiraient pour arrêter une armée; des plaines nues dont rien de vivant que le genêt et la bruyère ne coupe l'uniformité; des pentes déboisées qui n'amassent plus les nuages, où les pluies glissent sur les rochers et n'engendrent que les torrents; des ravins, impraticables par leurs escarpements en été, par leurs eaux en hiver; des ruisseaux encaissés dans une lisière de verdure, où l'on suit à la trace les plantations et les hameaux; des rivières aux eaux rares, coupées de barres et de sauts multipliés, où la navigation est presque impossible; les gués dangereux, les ponts peu communs; des routes peu nombreuses qui sont ou des défilés ou des fondrières; des villes isolées, bâties sur des hauteurs ou concentrées dans des murs; des villages très-distants et à demi sauvages, des habitants fiers, sobres, courageux et farouches: voilà ce qui rend ce pays éminemment propre à la guerre défensive et d'une conquête presque impossible: « grand corps, dit le maréchal Suchet, qui manque d'embonpoint, mais qui a encore des nerfs et des muscles. »

Partout des montagnes ardues, hérissées; des routes à pentes raides et peu larges en général, des chemins de fer contournant presque toujours des pics au fond de remblais énormes ou s'enfonçant sous de profonds tun-

nels. A chaque pas des ravins, des escarpements, des précipices, des rivières à cours rapide, des cascades, des torrents, de petits bois souffreteux et maigres pendus aux flancs des rochers.

On s'explique plus facilement en voyant un tel pays comment avec si peu d'hommes à leurs débuts, les carlistes ont pu arriver à conquérir six ou sept provinces.

Ces montagnes sont, nous l'avons dit, le véritable foyer de la guerre de partisans : guerre redoutable, terrible, et où fondent comme la cire les plus belles et les plus puissantes armées, celles de Napoléon I<sup>er</sup>, par exemple, au commencement du siècle. La guerre de partisans a un grand défaut, c'est qu'elle n'est pas possible partout ; dans les Pyrénées, elle devient funeste aux armées régulières, et demeure, en somme, la seule possible.

Qu'on se figure des montagnes à peu près impraticables, non point arides, entrecoupées, au contraire, de pâturages et de vallées fertiles mais rares et comme semées çà et là dans un désert, des gorges profondes, pelées, incultes, d'immenses rochers de plusieurs centaines de mètres de hauteur dont vous n'apercevez pas la cime quand vous êtes dans la vallée, ni le pied quand vous atteignez le faite, de raides rampes, des sentiers à peine battus comme entaillés au flanc des monts.

Les contre-forts des Pyrénées n'ont, en cet endroit, aucune direction générale et présentent un enchevêtrement inextricable de rameaux, de pitons, de mamelons,



plateaux, vallées; pays impossible à parcourir autrement qu'en touriste, et, de cette manière encore, fort pénible à traverser.

La forme des montagnes et le nombre des rameaux perpendiculaires à la chaîne principale ont rendu impossible la construction d'une route parallèle à cette chaîne. Pour passer d'une vallée à l'autre, il faut absolument suivre la première jusqu'au complet affaissement du contre-fort qui la sépare de la seconde. Quant aux contre-forts, ils constituent autant de lignes de défense partielles dont les vallées seraient les réduits, en même temps que la chaîne centrale elle-même forme un réduit principal contre lequel le déploiement d'une force, si petite qu'elle soit, devient extraordinairement difficile.

Les contre-forts septentrionaux, c'est-à-dire ceux qui s'inclinent vers l'Océan, sont raides, abrupts et particulièrement difficiles; telle est, par exemple, la sierra de Ordunte, qui finit au monte Montano près San Pedro Abanto; ceux qui descendent, au contraire, vers le sud, sont plus frayables et plus doux.

Peu ou point de villages : sur les hauteurs, des auberges *ventas*, *fondas* ou *posadas*, et des châteaux constituant de petites citadelles. Les routes ne suivent pas toujours le fond de la vallée, et, plus souvent, contournent en spirale les énormes pics qui hérissent à chaque pas le sol. Ces routes, taillées à plein granit, sont bordées d'un côté par le rocher lui-même, de l'autre par d'insondables précipices. Pratiquez une coupure dans

une telle route, et vingt hommes y arrêteront une armée : vous n'avez, en effet, de champ de déploiement ni à droite, ni à gauche : seul le front de la colonne pourra faire usage de ses armes. On comprend combien, en un tel pays, le montagnard navarrais lesté, rusé, agile, devient un adversaire redoutable.

On ne trouve point en Navarre ces types grandioses ni ces monts imposants qu'on voit dans les Alpes ; mais on ne rencontre nulle part de pays plus varié dans son uniformité, ni plus entièrement pittoresque. De ces mille rochers, de ces pics infinis, il n'en est pas deux qui se ressemblent : la même vallée regardée de dix points différents offre tout autant de panoramas divers et également beaux.

Souvent, au pied d'une de ces routes s'enroulant comme un immense ruban grisâtre au flanc de la montagne, vous mettrez pied à terre pour jouir plus en paix et mieux recueilli de ce magnifique spectacle ; vous serez ravi, à chaque détour du chemin, de trouver un point de vue dont le dernier vous paraîtra toujours le plus frappant. Parfois, un nuage viendra prendre à mi-flanc la montagne ; vous cheminerez ainsi un quart d'heure dans une demi-obscurité, puis, quand le soleil dissipera la nuée ou que, chassée par le vent, elle aura été, à travers la vallée, étreindre le mont voisin, ce sera une autre surprise et de nouveau un splendide tableau.

De temps en temps vous rencontrerez un cacolet portant deux ou trois blessés, parfois un cadavre ; dans ce

dernier cas, le cacolet sera surmonté d'une petite croix grossière; plus loin, au coin d'une borne ou près d'une source, un pèlerin, le pèlerin des légendes avec la gourde et le bourdon, vous récitera un *Pater* moyennant une demi-piécette: puis, des carrioles marchant au pas lent de deux bœufs pensifs et graves, chargées de poudre, de fusils ou de pain; de vieilles femmes conduisant des mulets chamarrés d'ornements de cuivre, de grossiers glands de laine, de grelots et de clochettes, des officiers et des plantons à cheval, enfin des postes disséminés çà et là, et en particulier à l'entrée des villages: ainsi s'offriront à vous ces divers tableaux égayant ou attristant la route, mais l'empêchant d'être monotone.

Il eût fallu dans ce pays, pour étouffer à son germe le soulèvement royaliste, un déploiement de forces considérables; il eût fallu un commandement énergique et fort, des troupes solides, aguerries, disciplinées; mais l'Espagne de 1872, n'avait rien de ces éléments indispensables de succès à opposer aux premières bandes carlistes.

Les mois d'avril, mai, juin et juillet se passèrent en escarmouches sans résultats: les royalistes s'organisaient et créaient. Il est inutile d'insister sur la difficulté qu'avaient les chefs du mouvement à faire parvenir leurs instructions et leurs ordres à cette multitude de petites bandes dont la plupart n'avaient encore tiré que quelques coups de fusil isolés sur des troupes ne

dépassant guères une ou deux compagnies. Ces chefs étaient, dès cette époque : Ollo, Recondo, Valdespina, Tristany, Dorregaray, Saballs, Miret, Lizzaraga, Andechaga : ils se bornaient à être des chefs de bande comme de simples capitaines, ne se distinguant des autres cabecillas que par le nombre un peu plus considérable de leurs soldats.

Il est impossible de distinguer à cette date un objectif réel dans les mouvements des bandes carlistes, mais nous ajouterons que, pendant toute cette période, les soldats royalistes ont autre chose à faire qu'à songer aux combinaisons stratégiques. L'important est de vivre, de se fortifier, de s'organiser. Pour avoir voulu aller trop vite, le corps royaliste le plus important de cette époque fut défait à Oroquieta et obligé de mettre bas les armes.

Ce fut un grave échec pour les carlistes dont on crut un moment la cause perdue ; néanmoins, il ne fallait connaître ni la tenacité du paysan navarrais, ni les immenses ressources qu'offrent à une armée désorientée les montagnes de la Biscaye et de la Navarre, pour croire qu'Oroquieta pût amener dans le mouvement carliste autre chose qu'un temps d'arrêt. Un souffle d'indépendance et de liberté avait frappé toutes ces populations de l'Ebre : il n'était plus au pouvoir du gouvernement de Madrid d'arrêter une guerre que ses mesures arbitraires ou impolitiques avaient fait éclater.

Le roi Amédée, plus clairvoyant que la plupart des hommes de son entourage, jugeait à sa réelle valeur le

danger que faisait courir à son trône chancelant le seulèvement royaliste. Bien que don Carlos eût quitté l'Espagne à la suite de l'affaire d'Oroquieta, la Biscaye était loin d'être pacifiée, la Navarre et la Catalogne n'attendaient évidemment que l'instant de recommencer la lutte : le roi d'Espagne voulut se rendre compte par lui-même de la situation et visita la rive gauche de l'Ebre. Ce voyage sur lequel on comptait pour porter le dernier coup au carlisme, convainquit le jeune prince qu'il avait accepté avec la couronne d'Espagne, un fardeau trop lourd pour ses forces : le 7 février 1873, il abdiquait et regagnait l'Italie.

C'est alors que nous voyons se succéder en Espagne, en trois années à peine, cette incroyable suite de cinq gouvernements révolutionnaires, sans puissance, sans assiette, anarchiques autant qu'éphémères, qui laisseront aux carlistes la faculté de s'étendre et de s'établir solidement dans le nord, tandis que au sud, à Carthagène, le socialisme essaiera, lui aussi, de se faire une place et de planter son drapeau.

On se figurerait difficilement l'état de désordre, de désarroi, de désorganisation, d'indiscipline dans lequel se trouvait l'armée espagnole à la fin de 1872 et en 1873. Comme il ne manquerait point de gens pour prétendre que nous exagérons les faits, et comme nous tenons avant tout à l'impartialité, nous laisserons ici la parole à un auteur qui, de la première à la dernière page de son livre, prodigue l'injure et l'outrage aux

carlistes<sup>1</sup>; tout en jetant l'encens à l'armée républicaine et vantant outre mesure ses qualités, l'auteur de ce libelle n'a pu néanmoins s'empêcher de faire de cette armée le tableau qu'on va lire : on ne suspectera pas un tel juge.

« Six jours après l'abdication du roi Amédée, dit le capitaine Baraticri, le gouvernement provisoire, bien qu'il eût devant lui les carlistes, l'insurrection cantonaliste, l'Europe inquiète ou ennemie, abolit la conscription et, dans un moment de fanatisme démagogique, décréta que l'armée se composerait désormais de volontaires.

» A la tête de ces nouveaux soldats, on plaça des généraux qui s'étaient fait un nom dans les luttes politiques ou s'étaient rendus célèbres par leurs opinions avancées. Les lois militaires furent supprimées comme contraires à la liberté, le corps de l'artillerie dissous

<sup>1</sup> *La guerra civile di Spagna (1873-1874)*, del capitano GUSTO BARATIERI, Firenze, 1875. — Ce libelle, (nous ne pouvons l'appeler autrement) dû à un officier italien que nous aimions jusqu'ici à lire et à discuter, est d'une insigne injustice. Les erreurs historiques y sont multiples et les jugements passionnés y pullulent. Le parti carliste n'y est jamais traité que de : *Parti du couteau et du bâcher, camp des brigands* et autres exagérations. Ce n'est pas là le style d'un écrivain ni d'un historien sérieux. — A côté de ces épithètes imméritées, nous lisons cette phrase d'une fausseté et d'une partialité révoltantes : « Dans la guerre carliste actuelle, la majorité de l'armée espagnole est restée constamment fidèle aux gouvernements qui depuis 1868 se sont succédé à Madrid. On n'a eu à déplorer aucun *pronunciamiento* et, après les premières défaillances, les désertions sont devenues rares chez les officiers, rarissimes chez

comme composé d'aristocrates, l'action dissolutrice du fédéralisme étendue à l'armée par la création des volontaires de la liberté (loi du 17 mars 1873).

» Ces volontaires, recrutés çà et là dans les diverses provinces de la péninsule, mieux payés que les soldats de la ligne, n'obéissant pas à leurs officiers, sans instruction, sans discipline, n'ayant point de siège fixe, en butte à toutes les flatteries des partis et à toutes les passions du moment, devinrent bientôt un danger sérieux pour le gouvernement qui les avait créés. Ne recevant d'ordre qu'à leur gré, commandés par des officiers dont le pouvoir durait un jour, se décorant des titres les plus sonores et s'habillant de costumes extravagants, ils demeuraient l'âme de toutes les démonstrations et le bras des clubs les plus exaltés. Aux carlistes, on n'y songeait point; le suprême salut de la patrie c'était la république fédérale, cette magique ba-

les-soldats. » En vérité, on croit rêver. — « On n'a eu à déplorer aucun pronunciamiento!... » Qu'est-ce donc que la démission en masse des officiers d'artillerie? Qu'est la révolte du général Contreras à Carthagène? Qu'est le coup d'Etat du général Pavia le 3 janvier 1874 à Madrid? Qu'est enfin le pronunciamiento du général Martinez Campos proclamant Alphonse XII à Sagonte? « On n'a eu aucun pronunciamiento à déplorer; » cela est dit tout simplement avec bonhomie, cela vous a des allures de vérité, et le lecteur qui lit de bonne foi y sera la plupart du temps trompé.

Voilà l'impartialité et la bonne foi des ennemis du carlisme, et notez que l'éditeur a soin de prévenir le lecteur dans l'*avvertimento* de la première page, que ce livre du capitaine Baratieri est écrit avec « vérité, impartialité et mesure », « *con efficacia, imparzialità e misura* ».

guette qui devait rendre à l'Espagne, comme par enchantement, toute sa prospérité et toute sa gloire.

» L'indiscipline est un mal éminemment contagieux surtout dans les temps difficiles et chez des populations impatientes d'un joug quel qu'il soit. L'armée en fut bientôt atteinte et alors survinrent des faits terribles. Les soldats refusaient de combattre et, appuyant leur droit sur leur force, prétendaient commander aux officiers.

» A Murviedro, un bataillon condamne à mort son propre commandant et exécute publiquement la sentence assassine sans que le ministre de la guerre Estevanez ose prendre aucune mesure de répression. Le général Martinez qui refuse d'obtempérer à l'ordre de ses soldats de descendre de cheval pour combattre à pied, est étranglé. Le général Cabrinety qui reçoit un ordre semblable, s'y conforme, pour chercher la mort dans le premier engagement. »

Voilà l'armée de la république espagnole ; nous nous abstiendrons de tout commentaire.

« Un général quelconque réunit un certain nombre de régiments, les soulève, arbore un drapeau, impose ou fait nommer un ministère, proclame le gouvernement de son choix et obtient ainsi gloire, richesses et honneurs. Les hommes les plus connus de l'Espagne, O' Donnell, Narvaez, Prim, Espartero, Serrano... ne sont arrivés au pouvoir que par la rébellion ouverte.

» Les soldats obéissent aveuglément, les officiers espèrent un avancement, les généraux sont complices, le



pays crédule s'illusionne et croit, à chaque révolution, voir poindre l'aurore de jours meilleurs. Si le coup réussit, et il réussit la plupart du temps, l'agitateur est proclamé le père de la patrie : s'il échoue, il n'est point déshonoré. Le mal est actuellement tellement répandu que le malade ne se rend plus compte de sa gravité, et, aucun parti aujourd'hui n'ose blâmer chez les autres le mode violent et illégal par lequel lui-même cherchera demain, peut-être, à faire valoir ses propres droits.

» Un pronunciamiento, quel qu'il soit, diminue la force des institutions militaires et laisse après lui des causes multiples de défaillance. Les soldats voient passer à travers un prisme confus des officiers sans cesse renouvelés, pour lesquels la roue de la fortune tourne avec une étrange rapidité. Aujourd'hui des honneurs pompeux, demain la prison, le bannissement, ou la mort devant un peloton d'exécution. L'obéissance s'en va, tout lien de discipline est brisé, toute tradition est interrompue, pas de loi stable, pas de réputation sans tache, pas un nom brillant d'un prestige incontesté...

» Les officiers ressentent naturellement plus que les soldats les tristes conséquences d'une situation qui ne peut amener que désarroi et faiblesse. On obéit à qui sait le mieux accaparer la sympathie, à qui représente mieux les passions politiques, à qui promet la plus brillante carrière. L'épée ne sert plus au pays, mais à l'intérêt personnel, à l'ambition d'autrui, à la lutte dissolvante des partis. Toutes les vanités déçues (et quelles vanités, un peu plus tôt, un peu plus tard, ne

le demeurent point), cherchent une vengeance ou une compensation, s'ingénient à saper l'autorité suprême : au surplus, quelle peut être cette autorité qui ne s'appuie ni sur le mérite personnel ni sur l'autorité de la loi, mais sur les pavois soulevés de révoltés et de rebelles.

» C'est un cercle effroyable ! »

Nous arrêtons cette citation et nous demandons s'il n'était point permis au descendant légitime des rois d'Espagne d'intervenir pour tenter la réorganisation d'un pays tombé à ce point, d'une armée descendue si bas.

Donc, Amédée de Savoie avait repris la route de l'Italie et un gouvernement révolutionnaire s'était emparé, à Madrid, de la direction des affaires. Les nouvelles des Pyrénées devenaient de jour en jour plus menaçantes et M. Pi y Margall constata avec étonnement que la proclamation de la république n'avait pas suffi pour anéantir le carlisme : on songea donc à envoyer sur l'Ebre un général et des soldats.

Le 7 mars 1874, le général Nouvilas prit le commandement en chef de l'armée du Nord.

Bien que ne se dissimulant pas les difficultés de la tâche qu'il entreprenait, cet officier général quitta Madrid avec la confiance qu'il lui suffirait de quelques mois pour mettre à néant le soulèvement carliste. Il avait sous ses ordres environ trente bataillons d'infanterie, disséminés il est vrai et mal organisés, mais présentant néanmoins un effectif raisonnable. A ces trente bataillons il faut ajouter un bataillon et demi du génie, cinq batte-

ries de montagnes donnant un total de 20 bouches à feu, enfin 19 escadrons de cavalerie.

La puissance d'une armée étant toujours relative et se mesurant au nombre des troupes qu'elle a à combattre, il faut admettre que le corps de Nouvilas constituait une force sérieuse et inquiétante pour les royalistes : en effet leurs forces *organisées* ne comprenaient alors que six bataillons navarraïssous les ordres des généraux Ollo et Dorregaray : ces six bataillons ne disposaient d'aucune artillerie et n'avaient pour s'éclairer que quelques cavaliers isolés.

Le 9 mars, vers neuf heures du matin, les avant-postes carlistes du corps de Dorregaray, campés sur les hauteurs de Monreal, signalaient une colonne venant du sud, qu'on pouvait évaluer à 2,000 hommes. Le général carliste prit immédiatement ses dispositions de combat, jugeant avoir affaire aux forces du brigadier Ibarrita, qu'on lui avait signalé comme sortant de Pampelune.

Il avait pensé juste.

Les républicains, surpris de trouver garnies les hauteurs de Monreal qu'ils croyaient inoccupées, eurent un moment d'indécision ; malgré les dispositions prises immédiatement par le général Nouvilas qui se trouvait dans la colonne, les troupes libérales battirent en retraite, après deux heures de combat, laissant sur le terrain le général Ibarrita, toute leur artillerie et environ 150 prisonniers. Nouvilas lui-même eût été pris infailliblement si le général carliste eût disposé d'un peloton de cavalerie.

N'ayant plus rien à craindre du côté de Pampelune,

Dorregaray descendit alors vers le sud et remontant ensuite au nord d'Estella prit la route de Guipuzcoa ; il apprit en cet instant qu'une colonne d'un millier d'hommes était signalée dans les vallées de la Sierra d'Andia, et s'étant mis à sa poursuite, il l'atteignit à Eraul le 5 mai.

Les forces républicaines aux ordres du colonel Navarro ne soutinrent pas le choc des Navarrais carlistes ; elles prirent la fuite presque sans combattre, laissant aux mains des volontaires royaux leur commandant en chef, un nombre considérable d'officiers et une batterie complète avec ses caissons et ses attelages. Ce fut la première artillerie des troupes royales.

A la nouvelle de cette seconde défaite, le général Nouvilas, qui avait été mandé à Madrid pour prendre le portefeuille de la guerre, dut rester dans le nord pour essayer de réparer les échecs successifs de ses lieutenants.

Pendant ces allées et venues, le général Dorregaray put faire sa jonction avec Lizzarraga, qui opérait en Guipuzcoa : le 26 juin au matin, les généraux carlistes se heurtèrent entre Lecumberri et Urriza à la colonne du colonel Castanon. On se battit avec acharnement des deux côtés, pourtant après une furieuse charge à la baïonnette des Navarrais d'Ollo, Castanon dut battre en retraite en complet désordre.

Les carlistes avaient éprouvé des pertes assez sensibles. Ils comptaient au nombre des morts le colonel Aspiazu, chef du 4<sup>e</sup> de Navarre et le lieutenant-colonel Sanjurgo ; au nombre des officiers grièvement blessés :

l'alferez Martinez Viñalet, fils de l'amiral, qui avait eu la poitrine traversée de part en part d'une balle, le comte de Caltavaterro, Sanchez Muñoz et d'autres qu'il serait trop long d'énumérer ici.

L'ennemi avait laissé sur le champ de bataille une pièce attelée, deux affûts, tous ses bagages, environ 400 hommes tués ou blessés, dont un chef de bataillon et 11 officiers.

Lecumberri demeurait pour l'armée carliste un succès signalé.

C'était un rude réveil pour un général auquel le nombre relativement infime des ennemis avait tout d'abord donné une confiance exagérée. Néanmoins Nouvilas ne se rebuta pas, et palliant, comme il put, son échec, il écrivit à Madrid pour demander des renforts. Mais l'opinion publique, presque toujours injuste, réclamait à grands cris la destitution du général vaincu. Bien que celui-ci eût fait preuve en réalité d'une véritable énergie et d'une connaissance certaine de la guerre de montagnes, la presse révolutionnaire ne se fit pas faute de l'appeler tout haut incapable ou vendu. Le gouvernement de Madrid n'était point de taille à lutter pour un homme contre l'opinion : Nouvilas fut sacrifié. En réponse à sa demande de renforts, il fut invité à envoyer sa démission : cette pièce était signée à peine que le général Sanchez Bregua, son successeur, prenait le commandement de l'armée libérale du Nord.

Les trois victoires de Monreal, d'Eraul et de Lecum-

berri devaient avoir pour effet immédiat, outre la retraite de l'armée libérale, de tripler en quelques jours les forces royalistes.

A la nouvelle de ces succès répétés, don Carlos VII crut qu'il ne pouvait rester plus longtemps étranger à la lutte qui se livrait pour lui. Il savait que sa présence allait donner aux événements une impulsion nouvelle, en même temps qu'elle jetterait la frayeur dans le camp ennemi : il résolut donc de franchir les Pyrénées.

La chose n'était point aisée : du côté de l'Espagne la frontière était libre et aux mains des volontaires royaux, mais du côté de la France une surveillance active avait été organisée ; il n'était pas facile de la déjouer.

Ce fut dans la nuit du 15 au 16 juillet 1873, par un des rares sentiers qui traversent l'arête principale des Pyrénées au point où ces montagnes longent les sources de la Bidassoa, que don Carlos fit son entrée en Espagne, dans la vallée de Baztan, en pleine Navarre et dans cette partie même de la Navarre où son nom est le plus populaire et le plus vénéré. A la frontière l'attendaient le marquis de Valde-Espina, chef d'état-major de l'armée vasco-navarraise et le général Lizaraga, commandant général de Guipuzcoa.

A dix heures du matin, le prince portant le béret blanc, le costume de capitaine général et la toison d'or, faisait son entrée dans la petite ville de Zugarramundy, première localité qu'on rencontre sur le sol espagnol en venant de France par Sara. C'était par là qu'était entré

Charles V en juillet 1834, par là aussi avait voulu entrer Charles VII. 3,000 volontaires commandés par Lizzaraga formaient son escorte. Le clergé vint à sa rencontre en grande pompe et, au son des cloches de Zugarramundy, des villages de Lesaca, d'Echalar, d'Yanzi et d'Aranaz, le prince se rendit à l'église pour remercier Dieu d'avoir protégé son premier pas en Espagne. L'après-midi fut consacrée à visiter le petit fort carliste de Peña de la Plata où l'on organisait une poudrière, et, en rentrant le soir à Zugarramundy, don Carlos reçut du maréchal Elio la dépêche suivante :

« Sire,

» Hier à neuf heures et demie du soir, j'ai quitté Meneru et, traversant à gué l'Arga, je me rapprochai de Puente la Reyna. A minuit la ville était complètement cernée et je sommai son commandant de se rendre.

» Sur sa réponse que son devoir était de se défendre, je fis mettre en batterie, vers trois heures, deux des pièces prises à Castanon et à Navarro. Notre feu a été si bien dirigé par les officiers d'artillerie nouvellement incorporés, que sa garnison forte d'un capitaine et de 50 carabiniers, se rendait à cinq heures. »

Ainsi la prise d'une ville de certaine importance signalait comme un présage heureux l'entrée en Espagne de don Carlos.

Le prince manifesta immédiatement le désir de gagner le sud de la Navarre. Sa suite peu nombreuse lui

permettait de marcher rapidement et sans encombre ; il n'avait amené, en effet, avec lui que son secrétaire militaire le brigadier Yparraguirre, deux chambellans : le comte d'Almenava et don Miguel de Marichalar, trois officiers d'ordonnance : le comte Gurowski de Bourbon, Ponce de Léon et le jeune comte de Valdespina : toutefois avant de quitter Zugarramundy, il lança à ses volontaires l'ardente proclamation suivante :

« Volontaires,

» Invoquant le Dieu des armées et écoutant la voix de l'Espagne à l'agonie, je me présente au milieu de vous, sûr de votre courage et de votre loyauté.

» Pauvres de ressources, mais riches de foi et d'héroïsme, vous avez su soutenir à grande hauteur une campagne invraisemblable, fabuleuse, et, au milieu de fatigues incessantes, vous ne demandiez qu'une chose : des armes.

» Mes efforts pour vous en procurer n'ont pas été tout à fait infructueux et, ce devoir rempli autant qu'il m'a été possible, je viens en remplir un autre beaucoup plus agréable à mon cœur ; je viens combattre comme vous pour notre patrie et pour notre Dieu. Ce ne sera pas moi qui, arrêté par des considérations de convenance politique, assisterai les bras croisés à cette lutte réparatrice et héroïque.

» Je déplore l'aveuglement de l'armée qui nous combat parce qu'elle vous méconnaît et qu'elle me méconnaît. Vous et moi nous la recevrons les bras ouverts



si, dans une heure de bon conseil, elle réfléchissait que le drapeau monarchique est depuis quinze siècles le drapeau des gloires et de l'honneur des armées espagnoles; si elle réfléchissait que le seul drapeau véritablement monarchique est le mien : le drapeau de la légitimité et du droit.

» Mais puisqu'il n'en est pas ainsi, il nous faudra subjuguier par la force une révolution impie et ruineuse qui ne se soutient que par la violence.

» C'est avec une indicible émotion que je reçois l'hommage sincère de votre fidélité enthousiaste. C'est avec une indicible émotion que je foule ce noble sol vasco-navarrais, d'où j'adresse l'expression de ma gratitude à tous les généreux défenseurs de la cause juste et les accents de ma voix à tous les Espagnols.

» L'Espagne nous demande à grands cris d'aller à son secours.

» Volontaires, en avant!

» L'Espagne dit qu'elle se meurt : volontaires, sauvons-la.

» CARLOS.

• Zugarramundy, 16 juillet 1873. »

Le surlendemain, 18 juillet, don Carlos se mit en route pour Puente la Reyna et assista le 20 à la prise par Ollo\* du fort qui protège le tunnel de Lizaraga au sud-ouest de Pampelune; on trouva dans le fort un canon de 12 et l'on y fit prisonnier 200 soldats d'infanterie et 20 d'artillerie. Le lendemain 22, le fort San Adrian

tombait également aux mains des carlistes qui y faisaient 100 prisonniers et s'y emparaient d'une bouche à feu et de 80,000 cartouches.

En même temps arrivait la nouvelle que les villes de Lumbier, Sanguesa, Casada, Elizondo, San-Esteban en Navarre, en Biscaye Durango, venaient d'être évacuées par les troupes républicaines et occupées sur-le-champ par les royalistes.

Depuis que Charles VII avait franchi les Pyrénées, les succès se multipliaient avec une telle rapidité pour son armée que l'enthousiasme des populations sur son passage croissait jusqu'au délire. Le 27 juillet au matin, il fit à Puente la Reyna une entrée royale, reçu par le clergé, au son des cloches et au milieu de l'allégresse générale.

Dès le lendemain 28, il partait pour l'Alava qu'il traversa à l'orient de Vitoria, et passant par Narbarte Eliz et Reiza, il entra le 1<sup>er</sup> août en Biscaye où il arriva le soir même à Guernica.

Le lendemain 2 août 1873, eut lieu la cérémonie du serment royal aux Fueros venerandos.

Il semble, en ayant à parler avec quelques détails de cette guerre carliste, qu'on ait à raconter l'histoire d'un autre âge, d'un autre temps, tellement on trouve à chaque pas d'exemples d'une jeunesse de sentiments, de cette vivacité d'affection qu'on ne rencontre dans l'histoire qu'à des époques bien éloignées de la nôtre. La cérémonie du serment fut pour Guernica une journée d'enthousiasme et de délire général.

Sur tout le parcours royal les rues avaient été sablées, les murs des maisons garnis de tentures et de draperies couvertes de fleurs, les fenêtres enguirlandées, les balcons pavoisés. A l'heure dite et précédé des *Padres de la patria*, le roi se rendit sous l'arbre sacré, suivant l'usage dont nous avons parlé dans la première partie de cet ouvrage.

Il montait un superbe cheval blanc et portait la tenue de colonel de l'escadron de ses guides : dolman bleu de ciel, pantalon rouge et béret blanc; au cou la toison d'or.

6,000 hommes de troupe rassemblés par les soins d'Ollo et de Velasco commandant général de Biscaye rendaient plus solennelle encore cette cérémonie.

Après un discours très-concis, le roi d'Espagne, la main élevée fit le serment suivant :

« Biscayens,

» Avec toute la solennité que permettent les circonstances, je déclare annuler et mettre à néant les atteintes portées à vos franchises.

» Le jour où Dieu récompensera mes efforts par la pacification générale de l'Espagne, j'accomplirai, selon mon devoir, les prescriptions forales de mon serment ainsi que le firent mes augustes ancêtres.

» Et je veux que cette déclaration soit aujourd'hui consignée par acte solennel.

» Vive la Religion!

» Vive l'Espagne!

- » Vivent les *Fueros!*
- » Vive la Biscaye! »

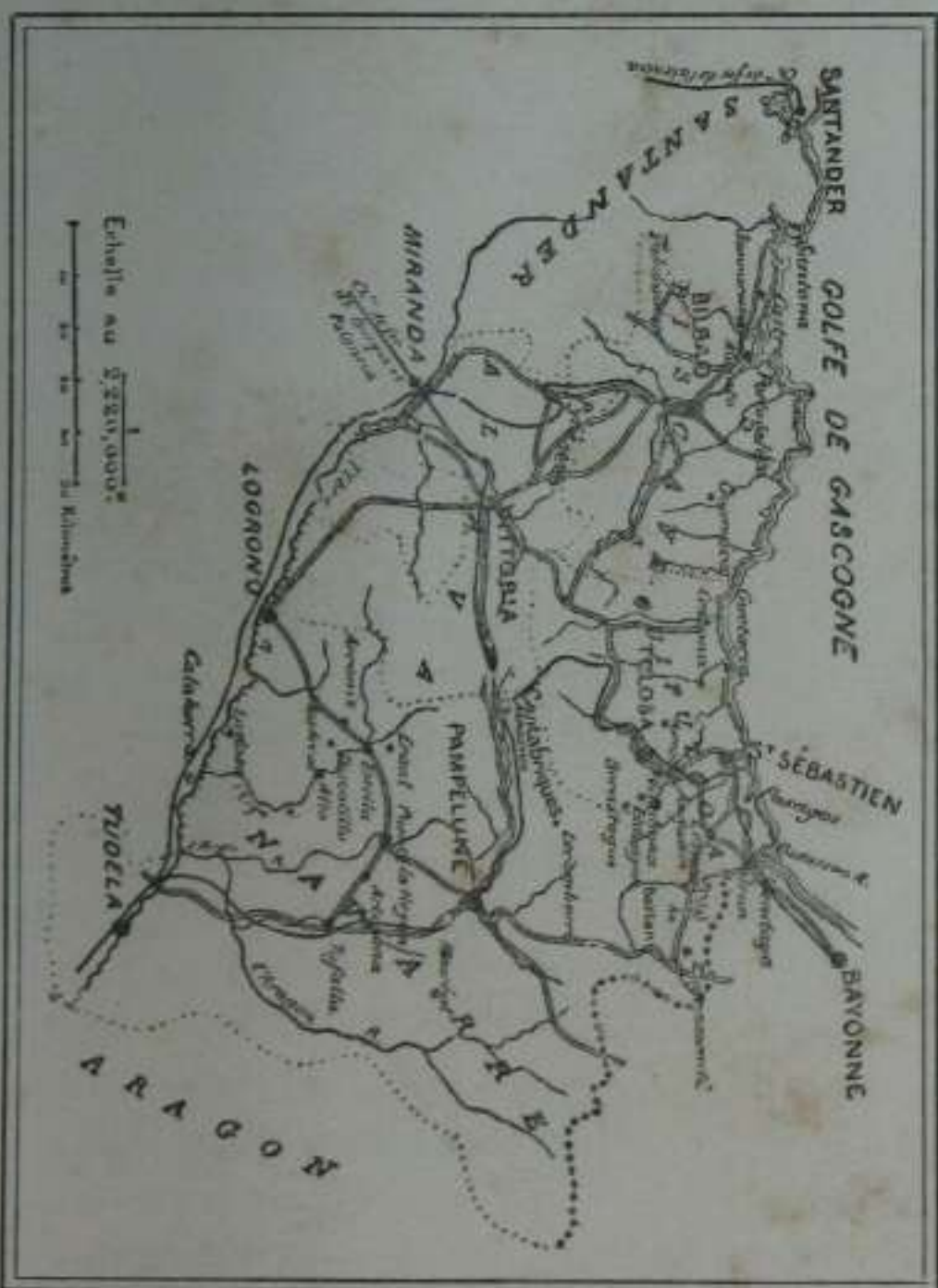
Le surlendemain 4 août, il partait pour Durango, passait le 5 à Villareal et le 6 à Eychauri, entrait de là en Navarre et arrivait le 7 à San-Esteban, ayant parcouru en moins de quinze jours plus de soixante lieues, soulevant partout l'enthousiasme des populations et recueillant les marques de leur ardente affection, sans que les troupes républicaines effarées, eussent songé à interrompre ce voyage triomphal.

Du mois d'août 1873 au mois de janvier 1874 les opérations de la rive gauche de l'Ebre vont avoir lieu sur trois théâtres d'opérations différents. En Biscaye, le général carliste Velasco va commencer à menacer Bilbao; en Guipuzcoa, le général Lizaraga, ayant devant lui les troupes républicaines de Loma, opérera pour s'emparer de Tolosa sur l'Oria; en Navarre, les opérations se concentreront, autour d'Estella, entre Dorregaray et Elio d'une part, Primo de Rivera, Villapadierna, Santa Pau, Sanchez Bregua, enfin Morionès de l'autre.

A la nouvelle de l'arrivée de don Carlos en Biscaye, le 1<sup>er</sup> juillet, le général Sanchez Bregua concentra à Vitoria tout ce qu'il avait de troupes disponibles, 12,000 hommes, et marcha vers Bilbao. Il était encore loin de la place, qu'il apprit le départ de son ennemi pour la Navarre; sans songer à le poursuivre, il descendit alors l'Oria, laissa à sa droite la petite armée de Lizaraga qui s'était retirée dans la Sierra d'Aralar, et

PLANCHE I

Opérations de Navarre et de Guipuzcoa, en 1873





gagna Saint-Sébastien où Loma avait fort à faire avec les bandes organisées par le curé Santa-Cruz.

Après un séjour de quelques jours dans cette ville, Sanchez Bregua remonta la rive gauche de la Bidassoa, n'ayant pas tiré un coup de canon ni brûlé une cartouche.

Pendant ce temps, don Carlos que nous avons vu arriver le 7 août à San-Esteban, dans le val de Baztan, gagnait le sud de la Navarre, et combinait avec Dorregaray un hardi coup de main sur Estella. Cette ville, célèbre par ses opinions carlistes, avait été évacuée depuis quelque temps par les troupes républicaines, néanmoins elle était maintenue dans l'obéissance au gouvernement révolutionnaire par le fort San-Francisco qui la commande. La garnison de ce fort ne put empêcher toutefois que les troupes royales n'occupassent la ville le 18, ayant au milieu d'elle le roi lui-même qui ordonna immédiatement l'attaque du fort rebelle.

Le premier coup de canon n'avait pas été tiré que le général Primo de Rivera, qui gardait l'Ebre de Logrono à Calahorra, résolut de secourir San-Francisco ; en conséquence, ordre fut immédiatement donné au brigadier Villapadierna de se porter sur Estella avec 2,500 hommes d'infanterie et 800 chevaux.

Parti d'Azagra le 22 au matin, Villapadierna traversa sans combat le village de Lerin, franchit l'Ega en aval de Sesma, laissa à sa gauche ce dernier village et marcha sur Dicastillo qu'il savait occupé par les grand'gardes ennemies.

Reçu au village d'Allo, qui précède Dicastillo, par une fusillade bien nourrie, ses bataillons lâchèrent pied sans combattre et il rentra à Logrono n'ayant pas même pu reconnaître la position de l'ennemi.

Le surlendemain 24, le fort San-Francisco, vivement canonné, capitulait et ouvrait ses portes aux carlistes : Estella était désormais irrévocablement perdu pour les républicains.

Dorregaray ne se laissa pas endormir par ce succès : il ne pouvait espérer qu'après l'échec de Villapadierna le général Rivera se tint pour battu, il résolut donc de devancer son ennemi et de choisir immédiatement un champ de bataille à son avantage : en conséquence, laissant à Estella ses plus faibles bataillons, il se porta avec le gros de ses forces sur la rive droite de l'Ega, à Dicastillo, et couronna de tranchées les hauteurs qui dominant ce village par où passe la route de Lodosa à Estella. Il n'avait pas fini encore de cantonner ses troupes sur leurs emplacements nouveaux qu'il apprit la marche offensive vers Estella d'une colonne ennemie de 3,000 hommes et 800 chevaux, partie de Lodosa aux ordres du général Santa Pau, le capitaine-général d'Aragon. Ce détachement devait nécessairement passer par Dicastillo ; le général carliste se prépara donc à offrir à l'ennemi une bataille défensive et ne négligea rien pour rendre inabordable ses positions.

Les hauteurs de Dicastillo courent du sud au nord le long du rio Ega, et sont formées d'une série de rochers étagés les uns au-dessus des autres, escarpés, abrupts, à



pie et absolument inaccessibles de front. Le 25 août au matin, l'avant-garde de Santa Pau fut arrêtée aux premières pentes des rochers de Dicastillo par les grand'gardes de Dorregaray, qui, abritées derrière leurs tranchées naturelles, pouvaient sans aucun risque pour elles-mêmes diriger sur l'assaillant un feu meurtrier. Le général républicain fit mettre en batterie les 8 pièces qu'il avait dans sa colonne et entama un violent feu d'artillerie qui demeura sans résultat.

Une première ligne de tirailleurs ayant semblé éteindre le feu des royalistes, le général Santa Pau lança à découvert ses colonnes d'attaque sur les tranchées carlistes. Celles-ci demeurèrent silencieuses jusqu'à ce que l'assaillant fût arrivé à 100 mètres d'elles environ. A cet instant une fusillade épouvantable accueille les républicains ; toute la ligne des parapets est couverte de fumée ; l'assaillant hésite un instant et commence à reculer, quand tout d'un coup les volontaires royaux marchent à lui la baïonnette haute et en poussant des hourras formidables.

En vain Santa Pau, à pied, cherche à ranimer ses soldats : la panique devient générale ; lui-même est obligé de redescendre à la course, entraîné par les fuyards.

Ce fut une déroute complète et à minuit les soldats républicains n'étaient point tous rentrés encore à Lodosa ; ils laissaient sur le terrain plus de 200 hommes.

Si Dorregaray avait eu quelque cavalerie il est à penser que le corps de Santa Pau eût été anéanti ou

fait prisonnier tout entier ; mais le général carliste ne devait pas oublier qu'il avait à conserver sa nouvelle conquête d'Estella : il ne pouvait davantage s'exposer à être coupé de sa base en franchissant l'Ebre à la poursuite de son ennemi. Quittant donc la route de Tolosa, il fit une pointe sur Logrono, puis, à la nouvelle que le général Sanchez Bregua arrivait en toute hâte de Bilbao pour arrêter sa marche vers la Castille, il rentra à Estella.

La victoire de Dicastillo eut donc le double effet de refouler en dehors de l'Ebre les troupes de Santa Pau et d'éloigner de Bilbao celles de Sanchez Bregua. Sur le Nervion, cette retraite du général républicain permettait à Velasco de resserrer le blocus autour de la capitale de la Biscaye ; en Navarre, les royalistes allaient pouvoir organiser défensivement Estella et ses environs et y établir un centre redoutable d'action et contre l'Ebre et contre Pampelune.

Sur ces entrefaites, le gouvernement de Madrid ayant appelé au ministère de la guerre le général Sanchez Bregua, Santa Pau qui avait été à la veille d'être destitué se vit investir du commandement de l'armée du Nord.

Le nouveau général en chef songea immédiatement à prendre sa revanche de sa défaite de Dicastillo, et comme Tolosa vivement pressé par Lizaraga était au moment d'ouvrir ses portes à l'armée royale, il lui sembla que la délivrance de cette place pallierait suffisamment son précédent échec.

Ayant donné ordre à Loma qui continuait à tenir ses positions en avant de Saint-Sébastien, de remonter la vallée de l'Oria pour attaquer Tolosa par le nord, lui-même franchit l'Ebre à Calahorra dans les premiers jours de septembre, gagne la route de Vitoria et, franchissant la sierra de l'Idiazabal, descendit le rio Oria. Pris entre deux feux et disposant seulement de quelques bataillons, Lizaraga ne crut pas pouvoir attendre l'ennemi : il battit donc en retraite.

Le 12 septembre au matin, l'arrière-garde de l'armée royale fut surprise à Asteazu et se retira précipitamment laissant une vingtaine de morts sur le terrain et quelques prisonniers aux mains de l'ennemi.

Loma et Santa Pau se donnèrent la main, et Tolosa fut abondamment approvisionnée.

Ce léger succès ne devait avoir aucune influence sur le reste des opérations et Santa Pau, qui avait combiné avec une certaine habileté ce plan de campagne, perdit tout le fruit de sa victoire en rentrant immédiatement sous le canon de Vitoria.

Dans le Guipuzcoa le général Loma n'avait pas assez de troupes pour barrer les divers passages de la sierra d'Aralar, par où l'armée royale pouvait à chaque instant déboucher sur l'Oria; il se replia donc à son tour sur Saint-Sébastien et son arrière-garde n'était pas à cinq kilomètres de Tolosa que la pointe d'avant-garde de Lizaraga réapparaissait au sud. Le 17 septembre, la seconde capitale du Guipuzcoa était de nouveau étroitement bloquée et le général carliste donnait des ordres

pour l'établissement de batteries de bombardement.

La nouvelle de la reprise du blocus de Tolosa par l'armée carliste causa une vive surprise à Madrid. Santa Pau qui, après Asteazu, avait télégraphié à Sanchez Brégua pour lui annoncer l'entière destruction des *bandes* de Lizaraga, fut relevé de son commandement ; on le remplaçait dans ces fonctions difficiles, par l'ancien commandant de l'armée du Nord en 1872, le général Morionès.

Morionès est certainement un des meilleurs généraux de l'armée républicaine. A la connaissance de la guerre et en particulier de la guerre de montagnes, il joint la tenacité qui sait préparer de longue main un plan, l'énergie et la décision qui le font exécuter. Populaire et aimé des soldats, il demeure aujourd'hui le plus sérieux adversaire des généraux carlistes, depuis toutefois, que le maréchal Concha n'est plus.

Vers la fin de septembre, Morionès arriva sur l'Ebre et prit immédiatement possession de son commandement.

Dès cette époque, le total des troupes obéissant à don Carlos dans toute la péninsule ne s'élevait pas à moins de 50,000 hommes. De ces volontaires un tiers à peine était organisé en corps réguliers : soit 16 à 17,000 hommes dont 8,000 sous les ordres de Dorregaray et Ollo à Estella, 6,000 à Bilbao commandés par Velasco, 4,000 avec Lizaraga en Guipuzcoa.

Le détail de ces 50,000 hommes peut être réparti comme il suit :

Catalogne, 4 provinces . . . . .	14,000	hommes.
Provinces vasco-navarraises . . . . .	26,000	—
Alicante . . . . .	850	—
Badajoz y Caceras . . . . .	400	—
Ciudad-Real . . . . .	350	—
Maëstrazgo . . . . .	3,000	—
Valeuce . . . . .	2,000	—
Diverses provinces. . . . .	4,000	—
	<hr/>	
Total. . . . .	50,600	hommes.

L'armée vasco-navarraise comprenait elle-même trente-sept bataillons organisés et quinze en formation, répartis dans l'ordre suivant :

*Bataillons formés.*

Navarre. . . . .	9
Guipuzcoa . . . . .	8
Biscaye. . . . .	8
Alava et Rioja. . . . .	6
Castillans (combattant en Biscaye). . . . .	2
Compagnies volantes équivalant à. . . . .	4
	<hr/>
	37
<i>Bataillons en formation</i> . . . . .	15
	<hr/>
Total. . . . .	52

L'artillerie ne comprenait guère que 8 pièces de montagne prises çà et là à l'ennemi, la cavalerie à peine

200 chevaux. Toutes ces troupes étaient placées sous le commandement en chef du maréchal Elio.

En face des trois petites armées carlistes, ne pouvant jamais opérer ensemble et dont la plus forte ne dépassait pas 8,000 hommes, Morionès disposait d'environ 24,000 hommes, 3,000 mille chevaux et 28 pièces de canon, composant les divisions Loma, Catalan, Andia, Primo de Rivera et la brigade Blanco.

Le 23 septembre 1874, Morionès arrivé depuis le 21 sur l'Ebre, partit de Logrono se dirigeant sur Tolosa. Etroitement bloquée depuis le 17, cette ville avait été sommée de se rendre et avertie de se préparer, en cas de refus, à un bombardement.

L'armée royale cantonnée autour de Tolosa s'élevait à environ 7,000 hommes. Velasco, Dorregaray, Ollo et Lizaraga avaient concentré là, chacun la moitié de leurs troupes sous le commandement supérieur du maréchal Elio.

Renouvelant le mouvement de Santa Pau, Morionès avait donné ordre à Loma de remonter l'Oria, tandis que lui-même descendrait cette rivière, l'un et l'autre ayant pour objectif Tolosa.

On a beaucoup reproché au maréchal Elio son indécision dans cette affaire.

La vallée de l'Oria, resserrée entre les montagnes d'Aralar et la sierra de Mutiloa, s'étend du sud au nord sur une longueur de 45 kilomètres environ ; dans sa plus grande largeur, au sud, elle n'atteint pas 20 kilomètres.

Les monts Aralar, ceux de l'Idiazabal et de Mutiloa

forment au sud une demi-couronne absolument infranchissable en d'autres points que par les trois routes d'Oñate, de Salvatierra et d'Alsasua. Or, ces trois routes appartenant presque en totalité aux carlistes, la marche de Morionès ne pouvait s'effectuer qu'au milieu de toute sorte de dangers. Quant à se jeter à droite ou à gauche dans les rochers de Mutiloa ou de l'Aralar, il n'y fallait pas songer, ces montagnes étant inaccessibles, coupées de gorges, de précipices, impraticables même à l'infanterie.

Il semble donc que si le maréchal Elio, laissant le général républicain franchir les monts Aralar et s'avancer quelque temps dans la vallée, avait marché hardiment à lui et lui avait présenté la bataille, la victoire de l'armée royale eût été assurée. Disposant du pays, du fanatisme et du dévouement de cette contrée extrêmement carliste, ayant la faculté de choisir une position et de s'y fortifier, il paraît que, là, l'audace, eût été en concordance avec les règles de la tactique, avec cette éternelle loi de la guerre qui ordonne d'attaquer séparément les divers corps d'une armée cherchant à se concentrer.

Ce cas était une des rares occasions où l'armée carliste devait sortir de sa tactique défensive ordinaire, pour marcher résolument à l'ennemi.

Ce fut, suivant toute vraisemblance, une faute de ne pas l'avoir compris.

Le résultat de cette inaction fut que l'armée royale menacée en même temps au nord et au sud dut aban-

donner pour la troisième fois le blocus de Tolosa contre laquelle les batteries de bombardement étaient déjà élevées. L'armée de Biscaye reprit le contingent qu'elle avait détaché de Bilbao, les Navarrais d'Ollo rentrèrent à Estella, Lizaraga avec ses Guipuzcoans gagna de nouveau les montagnes.

Libre de tout obstacle, Morionès arriva à Tolosa ; contre toutes les prévisions, il y devançait la division Loma. La ville ne manquait point de vivres et n'avait pas besoin d'être ravitaillée ; le général en chef de l'armée du Nord n'eut donc qu'à faire détruire les ouvrages de siège construits par les carlistes et ordonna la construction d'un ouvrage sur la route d'Aspeytia.

Ces ordres donnés, il continua sa route le long de l'Oria et arriva bientôt à Saint-Sébastien où était déjà rentré Loma à la nouvelle de la délivrance de Tolosa. Après un séjour de quelques heures dans la place, Morionès qu'inquiétait à juste titre la concentration de l'armée royale autour d'Estella, remonta l'Urumea, et entrant en Navarre gagna Pampelune, puis Tafalla.

Les derniers jours de septembre furent employés par le général républicain à concentrer sous le canon de cette dernière place une dizaine de mille hommes avec lesquels il allait tenter une fois encore de pousser jusqu'à Estella. Il s'adjoignit pour cette nouvelle tentative 4 escadrons et 16 bouches à feu.

Le 4 octobre au soir, le général Ollo apprit que la journée du 5 avait été choisie par Morionès pour sortir de Tafalla et marcher sur Estella. Il n'avait en cet instant



sous la main que la division alavaise forte de 3 bataillons, environ 1,500 hommes et 5 bataillons navarrais présentant un effectif général de 5,000 hommes ; pas d'artillerie ni de cavalerie.

Connaissant admirablement son terrain, le général navarrais résolut de ne pas se laisser surprendre par l'ennemi, de marcher au contraire à lui et de l'attendre sur les positions escarpées du mont Santa-Barbara à 25 kilomètres sud-ouest de Pampelune.

La route de Pampelune à Puente la Reyna court d'abord en plaine environ pendant 10 kilomètres et rencontre seulement au village d'Astrain les premières pentes des hauteurs del Perdon. — A partir de la venta del Perdon, cette route est encaissée entre deux séries de hauteurs qui, à gauche, c'est-à-dire au sud-est, s'élèvent en pente douce vers les villages d'Uterga, de Munizabal et d'Obanos, à droite, s'escarpent brusquement en étages rocheux et inaccessibles. Ces rochers constituent la montagne de Santa-Barbara.

A Puente la Reyna, les rochers s'affaissent brusquement comme pour laisser passer l'Arga qui coulant du nord-ouest au sud-ouest se redresse perpendiculairement au sortir de la ville, et court du nord-est au sud-ouest. De Puente la Reyna à Maneru, premier bourg qu'on rencontre en allant vers Logrono, on compte 4 kilomètres <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Ces chiffres, absolument exacts, sont pris sur l'Itinéraire de la capitainerie générale de Navarre publié par l'état-major espagnol en 1859.

Dans le saillant formé par l'Arga dans les deux directions perpendiculaires l'une à l'autre que nous avons indiquées, la montagne de Santa-Barbara qui s'est un instant affaissée, comme pour laisser passer l'Arga, se redresse brusquement et atteint au nord-est de Maneru une altitude considérable.

Ces hauteurs sont limitées au nord-ouest par un torrent dit : el Salado.

La forme générale de ce terrain est celle d'une pyramide irrégulière à base rectangulaire ayant deux de ses côtés formés par l'Arga, le troisième par le Salado, le quatrième par une ligne joignant Maneru au coude de l'Arga.

De Puente la Reyna à Maneru, c'est-à-dire du nord-ouest au sud-ouest, la route monte pendant 3 kilomètres, dominée dans toute son étendue par les hauteurs de droite : à 1 kilomètre avant d'arriver à Maneru, on trouve une sorte de pic inaccessible qui domine au loin la route jusqu'à Puente la Reyna.

C'est sur le sommet de cette pyramide, par conséquent en avant de Maneru et face à Puente, que le général Ollo résolut d'attendre Morionès.

Arrivé le 5 octobre vers deux heures du soir sur ses positions, le général navarrais fit immédiatement creuser deux lignes de tranchées, l'une perpendiculaire, l'autre parallèle à la route de Puente à Maneru. En arrière, d'autres abris furent préparés et les troupes, environ 4,500 Navarrais et Alavais répartis en huit bataillons, furent disposées sur deux lignes. En cas d'échec, les hau-

teurs qui surplombent Maneru devaient être, pour l'armée royale, une redoute inaccessible qui permettrait à une poignée de défenseurs de protéger la retraite vers Maneru et Estella. On est obligé de reconnaître l'habileté de ces dispositions et d'accorder à celui que les a prises une admirable connaissance et des propriétés tactiques du terrain et de la manière de tirer tout le profit possible de ces propriétés.

Vers trois heures du matin, ces divers travaux furent terminés et les troupes purent prendre quelque repos, sur leurs emplacements mêmes de combat. Des renseignements certains faisaient présager l'arrivée de l'ennemi pour le jour même.

En effet, le 6 octobre, à huit heures du matin environ, l'avant-garde de l'armée républicaine franchissait l'Arga au pont de Puente la Reyna, ne croyant pas l'ennemi devant elle, et s'avancait vers Maneru, sans éclaireurs ni flanqueurs.

La queue de la colonne était encore dans Puente quand la tête fut assaillie à environ mi-chemin de Maneru par une vive fusillade partant des hauteurs de droite et d'un ennemi habilement dissimulé dans les tranchées.

Il était environ neuf heures et demie du matin.

Surprise par cette mousqueterie, l'avant-garde de Morionès se replie d'abord en désordre, bousculant et refoulant les colonnes vers le pont de Puente, où un moment la panique fut grande. Personne n'ignore que le déploiement d'une colonne au sortir d'un défilé, et sous

le feu de l'ennemi ne soit une des opérations les plus délicates du champ de bataille. La débandade de l'avant-garde compromettrait gravement ce déploiement, quand heureusement pour son armée le général républicain arriva au pont avec les fuyards ; rallier en avant du pont son avant-garde en déroute, la reformer sous le feu, la faire soutenir par quatre bataillons et la ramener hardiment vers Maneru fut pour Morionès une rude besogne : il y parvint néanmoins et sa conduite en cette rencontre prouve une énergie peu commune.

Vers onze heures, la ligne de bataille présentait la forme générale d'un arc de cercle d'environ 2 kilomètres, concave vers les carlistes et couvert de feux : les 16 pièces de canon de l'artillerie républicaine avaient pris position à gauche sur la route et tiraient sans interruption.

Jusqu'à ce moment, tous les efforts des libéraux étaient demeurés vains, les carlistes n'avaient perdu aucune de leurs positions.

Reconnaissant alors l'impossibilité de réussir par un combat de front, Morionès forme une colonne d'attaque de 4,000 hommes qu'il lance sur la gauche de la ligne ennemie formée des bataillons alavais.

Précédée de tirailleurs, cette colonne remonte la rive gauche du Salado, puis tournant brusquement au nord-est, prend d'enfilade les tranchées carlistes et contraint à la retraite la gauche ennemie. Les Alavais se replient mais lentement et en bon ordre, donnant le temps aux bataillons navarrais de se retirer également, pour ne

pas être coupés, derrière la seconde ligne d'obstacles préparés par la prévoyance d'Ollo. Les carlistes mitraillés à courte distance par l'artillerie républicaine qui les couvre d'éclats d'obus subissent là des pertes assez considérables, mais arrivés à la dernière ligne de tranchées, ils arrêtent à leur tour l'assaillant. Dans cette position, et le combat durant déjà depuis six heures, il y eut, de part et d'autre, vers deux heures de l'après-midi, un moment de répit.

Ardents et infatigables, les deux généraux ennemis profitent de cet instant de repos pour parcourir leur ligne et la redresser. C'était fait à peine que vers deux heures et demie le combat reprend sur toute la ligne. Vers trois heures, la lutte était toujours indécise, quand Ollo s'aperçoit que le centre de la ligne ennemie s'est dégarni et faiblit un peu.

Avec ce coup d'œil et cette énergie qui le caractérisent, il sent que ce moment doit être décisif. Il parcourt sa ligne de Navarrais et, par quelques paroles énergiques, excite le fanatisme et l'orgueil de ses volontaires. L'heure était grave : c'est toujours un terrible instant que celui qui précède la lutte corps à corps.

Soudain, tandis que, couchés à plat ventre, ou à genoux derrière les buissons et les mille obstacles du terrain, les soldats de Morionès, tirent aux tranchées, un hurra formidable sort de derrière ces parapets couronnés de fumée, et une masse d'hommes impétueuse, ardente, irrésistible, se précipite la baïonnette haute sur l'armée républicaine.

Celle-ci surprise, ondoie et hésite ; puis après quelques efforts de résistance, elle plie une seconde fois et bat en retraite en désordre : en un instant la première ligne de tranchée est reconquise par les carlistes, l'artillerie ennemie cesse immédiatement son tir et rentre précipitamment à Puente la Reyna : infanterie et cavalerie la suivent bientôt pêle-mêle, suivies de l'armée royale qui encore, faute d'artillerie, ne peut pousser son succès plus loin.

Il était cinq heures du soir environ, le combat avait duré neuf heures : l'armée carliste coucha à Puente la Reyna et Morionès reprit au milieu de troupes débandées et en désordre la route d'Artajona.

Cette bataille, indifféremment appelée Santa-Barbara, Maneru ou Puente la Reyna, fait le plus grand honneur à Ollo qui s'y montra général aussi énergique qu'habile. Nul doute que son succès n'ait été dû aux remarquables dispositions défensives prises dans la nuit du 5 au 6 ; malheureusement il était acheté par des pertes assez sensibles. L'artillerie républicaine avait plus que décimé la petite armée navarro-alavaise ; sur 4,500 combattants 500 avaient été tués, ou mis hors de combat ; l'armée libérale avait eu 35 officiers et 360 hommes atteints par le feu de la mousqueterie.

Il est incompréhensible qu'après une telle défaite Morionès ait pu télégraphier à Madrid qu'il avait repoussé l'armée carliste : de telles mesquineries sont indignes d'un homme de guerre sérieux, et nous font songer, par opposition, au mot de Turenne, après Sus-

marzhausen : « Pour dire qu'on n'a jamais commis de fautes à la guerre, il faut ne jamais l'avoir faite. »

Santa-Barbara était si bien une défaite pour Morionès que, dans la nuit du 6 octobre, l'armée républicaine passa de la vallée de l'Oria dans celle du Cidacos et rentra à Tafalla, où il lui fallut plus d'un mois pour réparer ses pertes.

Le général Morionès en opérant son mouvement concentrique sur Estella par Puente la Reyna, n'avait eu en vue que d'éviter les positions d'Allo et de Dicastillo déjà doublement fatales à l'armée madrilène. Il savait que ces positions étaient fortifiées depuis longtemps et solidement gardées ; son attaque par le nord avait donc tout d'abord présenté plus de chances de succès : après l'échec de Santa-Barbara, il fallait revenir au mouvement par le sud et il s'y décida. Toutefois, au lieu d'attaquer par Dicastillo, c'est-à-dire par le sud-est, comme l'avait fait Santa Pau, il appuya à l'ouest jusqu'à Los Arcos et prit la grande route de Logrono à Estella qui va du sud-ouest au nord-est.

L'armée républicaine, forte de 16,000 hommes, 1,800 chevaux et 28 bouches à feu, sortit de Los Arcos le 7 novembre, au point du jour, dans la direction d'Estella.

La moitié de l'artillerie et, dans cette moitié une batterie de pièces en acier se chargeant par la culasse, avait été donnée à l'avant-garde. L'armée royale, forte d'en-

viron 9,000 hommes, 250 chevaux et 4 pièces de canon, s'était retranchée sur les hauteurs de Montejurra au pied desquelles court la route. Toutes les crêtes avaient été remuées à la pelle, de manière à présenter une série de tranchées et de parapets qui rendaient inaccessible une position que la nature a déjà créée très-difficile par elle-même.

Sur les pentes du Montejurra, les postes avancés de l'armée royale occupaient les villages de Barbarin et de Luquin au sud-est de la route, au nord-ouest ceux d'Urbiola, de Villamajor, d'Azqueta et les coteaux de Monjardin.

Il n'y avait guère que 7 kilomètres de Los Arcos aux premières positions carlistes ; aussi l'artillerie de l'avant-garde républicaine commença-t-elle le feu vers neuf heures.

A dix heures, Morionès n'avait pas encore engagé un homme, mais son artillerie foudroyant les villages occupés par les grand'gardes carlistes avait infligé à ces dernières des pertes très-sensibles.

Après un bombardement de trois heures, et les villages étant en flammes, le général républicain jugea l'effet moral de l'artillerie produit sur les défenseurs, et lança à l'assaut une colonne d'environ 4,000 hommes. Il se livra dans les maisons et dans les rues une foule de petits combats partiels, acharnés, vivement disputés ; pourtant, écrasés par le nombre, démoralisés par le canon, les grand'gardes carlistes se replièrent sur les hauteurs où le gros de l'armée royale n'avait pas encore brûlé une



cartouche. Morionès, laissa alors respirer ses troupes dans les villages conquis : les 4 mauvais canons carlistes ayant été démontés dès le commencement de l'action, il n'avait rien à en craindre ; pendant ce temps les 28 pièces de son artillerie qui avaient d'abord bombardé les villages, commencèrent le feu sur les tranchées et les crêtes de Montejurra, mais sans résultat.

Cependant, le général républicain ne se dissimulait pas que son premier succès n'avait aucune signification sur le résultat final de son attaque, sinon peut-être de donner du courage à ses troupes et de relever leur moral.

Vers midi, ses premiers tirailleurs commencèrent à sortir des villages et à gravir les pentes raides qui mènent au plateau. Mais en cet instant les crêtes du Montejurra se couvrent de fumée et une fusillade meurtrière part de tous les plis du terrain. Pendant trois heures les colonnes républicaines précédées de tirailleurs, les officiers en tête, s'élancent à l'assaut de ces positions formidables, avec un élan et un courage dignes d'une meilleure cause : toutes les pentes de Montejurra sont blanches de fumée et couvertes de cadavres, mais les efforts des libéraux sont inutiles, et vers trois heures le général Morionès, désespérant de vaincre l'héroïque résistance des volontaires royaux, fait cesser le feu et sonner la retraite.

Il laissait sur le champ de bataille plus de 850 hommes, dont 65 officiers ; les carlistes avaient 350 tués ou blessés.

Le 9 novembre, l'armée républicaine rentrait à Los

Arcos, puis à Logrono, ayant échoué dans une troisième tentative pour s'ouvrir un passage jusqu'à Estella.

La bataille de Montejurra devait avoir un retentissement considérable en Espagne et un effet immédiat sur les populations du nord de l'Ebre qui accoururent en masse sous le drapeau carliste. Elle montrait que l'armée royale avait une solidité réelle et une énergie dont on ne pouvait plus douter ; elle faisait enfin entrevoir la possibilité du succès à bien des gens qui avaient jusque-là considéré le soulèvement carliste comme une levée de boucliers sans importance ni issue.

Le général Morionès était à peine rentré à Logrono qu'il reçut du Guipuzcoa de mauvaises nouvelles. À la date du 15 novembre, le général Loma lui mandait que Tolosa n'avait plus de vivres que pour un mois à peine et que, sous peu de jours, cette importante place, qui commande la route de Vitoria à Saint-Sébastien et à Irun, allait tomber aux mains de Lizaraga. Il ne fallait pas songer à franchir les routes couvertes de neige de l'Idiazabal et de l'Aratar ; à côté de ces difficultés matérielles, les populations de ces contrées, fanatisées encore pendant le récent succès de Montejurra, présentaient un autre obstacle aussi sérieux, enfin, au cas où l'armée d'Estella se mettrait en travers de la vallée de l'Oria, une retraite par des montagnes difficiles, dans des chemins défoncés par la neige et la pluie, eût amené inévitablement un désastre.

En conséquence, le général Morionès résolut un mouvement tournant par l'est et une attaque de Tolosa par

le nord. Appelant à lui la brigade Blanco, la division Catalan et une seconde brigade d'avant-garde, il partit de Logrono dans les derniers jours de novembre, et, par Lérin et Tafalla, arriva le 5 à Pampe'une. Il franchissait le 6 la crête principale des Pyrénées et entra dans le val de Baztan où, suivant ses ordres, le général Loma était venu l'attendre.

Le 8 décembre, malgré un froid intense, l'armée républicaine forte de trois divisions d'infanterie, 16,000 hommes, 400 chevaux et 22 pièces de canon sortait de Saint-Sébastien et arrivait à Andoain.

Une reconnaissance du terrain faite immédiatement apprit à Morionès que l'ennemi avait commis la double faute d'étendre beaucoup trop sa ligne et de l'établir sur les deux rives de l'Oria. La disproportion de forces et l'avantage du nombre dont disposait le général républicain allaient lui permettre de tirer parti de cette mauvaise disposition des carlistes, en coupant leurs deux corps l'un de l'autre dès le début de l'action.

La ligne choisie par Lizaraga s'étendait de la rive gauche de l'Oria au bourg d'Asteazu, sur une étendue de 6 kilomètres en passant par les villages de Ancela Soravalli, Aduna, Cizurquil, Larraul et Iturioz; il avait, pour défendre un front aussi étendu, un peu moins de 4,000 hommes. Sur la rive droite de l'Oria, le général Ollo, accouru en toute hâte d'Estella, avait disposé 4 bataillons, navarraïens environ 2,000 hommes : il occupait les hauteurs de Villabona, d'Amasa et d'Alsua, ayant son flanc gauche couvert par l'Oria et sa droite par le tor-

rent d'Anezo. Malheureusement, Ollo ne put communiquer assez tôt avec Lizaraga pour lui faire resserrer sa ligne ou, ce qui eût été mieux et ce qu'il eût certainement fait, pour lui demander de venir avec ses Guipuzcoans garnir les hauteurs qui vont de Villabona à Eldnain et Barrovi à l'ouest de Tolosa.

Le 9 décembre au matin, l'armée républicaine marcha à l'ennemi sur trois colonnes. A droite, sur la rive gauche de l'Oria, la division Loma : 6,000 hommes, une batterie. A gauche, sur la rive droite de l'Oria, la division Catalan : 5,000 hommes, une batterie. Au centre, pour couper l'un de l'autre les deux corps carlistes, mais sur la rive droite de l'Oria, Morionès avec la brigade Blanco : 3,000 hommes, une batterie. Sur la rive droite également en avant d'Andoain restait la sixième brigade et une section de pièces de montagnes.

Ce furent sur la rive droite et la rive gauche de l'Oria deux combats entièrement distincts, où Navarrais et Guipuzcoans, n'avaient chacun dans leur camp, à compter que sur leurs propres forces.

Les troupes de Lizaraga, étendues en cordon beaucoup trop mince, furent bientôt coupées et percées en plusieurs endroits : cependant la résistance fut acharnée et dura plus de trois heures. Vers midi, Lizaraga n'ayant aucune nouvelle d'Ollo, ne pouvant en obtenir de renforts et se voyant menacé sur sa droite, donna le signal de la retraite et se retira sur Aspeytia et Cestona.

Pendant que ces faits se passaient sur la rive gauche,

à Villabona, gauche de la ligne d'Ollo, le général Catalan éprouvait de la part des Navarrais une résistance désespérée. Sur leur droite, la brigade de réserve conduite par Morionès en personne, tentait contre les hauteurs de Belavieta une attaque acharnée, mais qui demeura pendant trois heures sans résultat. Malgré la supériorité écrasante du nombre, l'armée républicaine n'avait fait à midi aucun progrès sensible, quand la prise de Villabona permit à la division Catalan de tourner également ses efforts sur Belavieta.

Le général Ollo attendait d'un moment à l'autre des renforts et espérait, en prolongeant une résistance héroïque, leur donner le temps d'arriver ; mais en cet instant le canon et la mousqueterie cessèrent de se faire entendre sur sa gauche et lui apprirent la fin du combat livré par les Guipuzcoans. L'éloignement progressif vers l'ouest du bruit de la fusillade lui avait fait déjà présager que son collègue avait dû céder au nombre : il allait donc bientôt avoir affaire à la division Loma qui, passant par Tolosa, pouvait même venir tomber sur ses derrières et le couper de sa ligne de retraite. De ses 1,800 Navarrais il lui en restait 1,500 à peine, la retraite s'imposait donc comme une nécessité ; il sut l'organiser comme il avait ordonné le combat et se retira dans le plus grand ordre par Berastegui.

La journée d'Asteasu-Belavieta était le premier échec sérieux des carlistes depuis l'entrée en Espagne de don Carlos VII. Il n'était pas sans gloire, car les Navarrais y avaient montré une énergie et une bravoure peu

communes, mais il ouvrait à l'ennemi les portes de Tolosa dont la prise était encore reculée.

Les carlistes eurent environ 500 hommes hors de combat et les républicains autant, mais on remarquera combien sont disproportionnés ces chiffres, eu égard aux effectifs des deux partis en présence.

Maître de Tolosa, le général Morionès songea un instant à marcher sur Estella par le nord ; mais les mêmes raisons qui l'avaient empêché d'entrer par le sud dans la vallée de l'Oria devaient lui interdire d'en sortir dans cette direction. Il n'avait donc que deux partis à prendre : la retraite sur Saint-Sébastien ou la marche sur Bilbao : c'est à ce dernier qu'il s'arrêta.

Si l'on jette les yeux sur une carte, on voit que le bassin côtier de la Biscaye est composé d'une série de torrents et de cours d'eau qui, prenant leur source à la chaîne pyrénéique, se jettent à la mer à peu près perpendiculairement à la côte, c'est-à-dire en allant exactement du sud au nord.

Le général Ollo, à la nouvelle de la marche de Morionès vers la Biscaye, résolut d'utiliser ces rivières dont le cours présentait autant de lignes de défenses excellentes. Dès le 12 décembre, il avait reçu d'Estella les renforts qui lui avaient fait défaut à Villabona ; le 15 au matin, il remonta le rio Oria au sud de Tolosa et, par les montagnes, le franchit en amont de Segura, puis, descendant l'Urola, il vint prendre position en avant de cette rivière à Cestona, de Régil à Aysarna ; il disposait environ de 9,000 hommes.

A la nouvelle de cette marche audacieuse de la part d'un ennemi qu'il croyait avoir terrassé pour quelque temps, le général Morionès changea sa résolution première et ne s'estima pas assez fort pour tenter de forcer le passage par la Biscaye. C'était sagement pensé, car une tentative pareille eût été certainement la ruine de son armée.

Au milieu des neiges qui couvrent ces montagnes ardues, au centre d'un pays entièrement dévoué à don Carlos, sans base solide ni issue libre, le moindre échec devait se tourner en déroute, et la défaite en désastre : Morionès rentra donc à Saint-Sébastien.

Mais, malgré la rigueur de la saison, il ne pouvait songer à y demeurer inactif.

Les plus inquiétantes nouvelles lui arrivaient à chaque instant de Bilbao dont le blocus par l'armée royale était un fait accompli.

Ne pouvant secourir par le nord la capitale de la Biscaye, n'osant point gagner directement Vitoria et trouvant trop long un mouvement tournant par Pampelune, le général républicain se décida à embarquer ses troupes et à les transporter par mer à Santona et à Castro Urdiales au nord-ouest de Bilbao.

Ces mouvements s'exécutèrent du 25 au 30 décembre. L'armée républicaine s'embarqua sur deux points différents, l'infanterie à Los Pasages, l'artillerie et la cavalerie à Saint-Sébastien.

Ainsi finissait la campagne de 1873, série d'engagements multiples desquels se détachent les combats de Monreal, Eraul, Lecumberri, Allo, Discatillo, Santa-Barbara ou Maneru, Montejurra et Asteazu-Belavieta. De ces huit engagements où une moyenne de 25,000 hommes régulièrement organisés, se trouvèrent aux prises, un seul fut défavorable à l'armée royale.

Les derniers mois de l'année écoulée avaient été, dans les deux armées, employés à d'importantes modifications. Les *bandes* carlistes s'étaient organisées en bataillons réguliers formant corps; la distinction de nationalité subsistait encore, car on disait toujours les Navarrais d'Ollo, les Biscayens de Velasco, mais la réunion de ces bataillons nationaux constituait réellement suivant leur force, des divisions ou des brigades, recevant leur impulsion d'un chef unique, et formant partie d'un de ces grands corps à rouages qu'on appelle une armée.

L'armée républicaine, elle aussi s'était transformée. Sous l'énergique impulsion de Morionès, les bataillons, indisciplinés, désorganisés et privés de cadres, avaient été peu à peu mêlés, amalgamés, remis au complet: sous un commandement énergique les qualités du soldat espagnol, indifférentes aux questions de parti, bravoure, énergie, entrain, dureté à supporter la fatigue avaient reparu et s'étaient brillamment montrées à Santa-Barbara, Montejurra et Villabona.



Les effectifs étaient faibles encore et les opérations demeuraient réduites à de grandes manœuvres de partisan.

L'année dans laquelle on entrait allait voir de plus considérables batailles et des opérations méritant réellement d'être étudiées : la Biscaye était destinée à voir les premières et les plus acharnées.



## CHAPITRE II

### Les opérations autour de Bilbao. — Première bataille du Somorostro.

Bilbao, la capitale de la Biscaye, est une jolie ville manufacturière et industrielle, d'environ vingt-cinq à trente mille habitants <sup>1</sup>, qui s'étend sur la rive droite du Nervion, au fond d'une vallée, dominée à droite et à gauche par des hauteurs élevées et escarpées.

La ville est ouverte, c'est-à-dire sans enceinte fortifiée continue, mais huit forts ou ouvrages défensifs en font une véritable place de guerre, exigeant pour s'en emparer les travaux lents et successifs d'un siège régulier. A environ 20 kilomètres au nord, l'embouchure du Nervion forme un vaste estuaire défendu par la petite place de Portugaleta. Cet estuaire constitue une sorte de bassin où les bâtiments de guerre et de com-

---

<sup>1</sup> La population habituelle n'est en réalité que de vingt à vingt-deux mille âmes, mais depuis le commencement de la guerre actuelle, toute la population flottante, composée d'ouvriers anglais, allemands, français et norwégiens qui travaillent aux nombreuses mines de fer de la Biscaye, s'est réfugiée dans la place et y crée autant de bouches inutiles.

merce trouvent un refuge contre les tempêtes fréquentes du golfe de Gascogne.

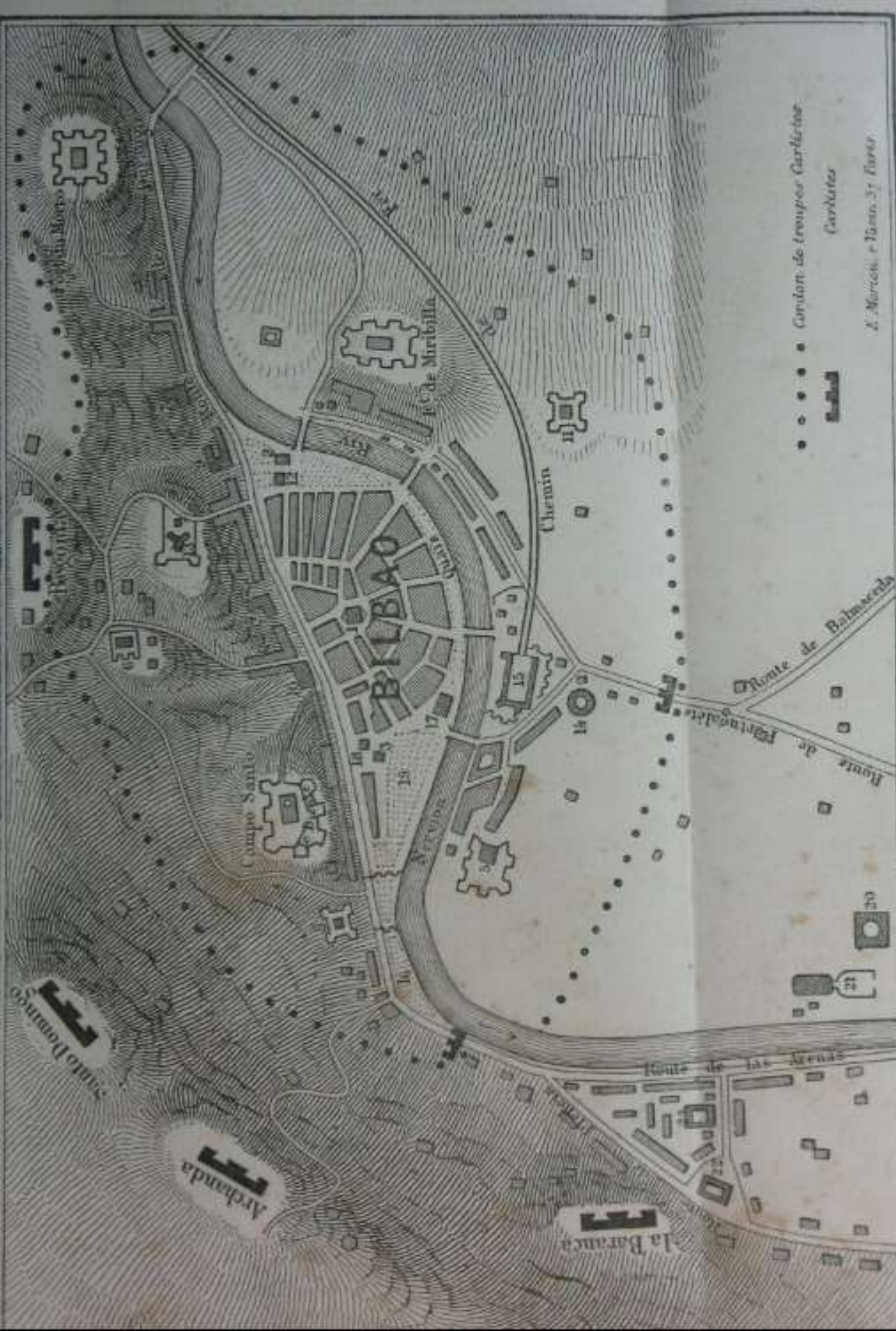
La possession de Bilbao assure à qui en est le maître un ravitaillement facile par la mer, en même temps qu'elle lui donne une base solide pour opérer, soit vers l'intérieur des provinces vascongades au sud et à l'est, soit vers la Castille et Madrid au sud, soit enfin à l'ouest vers la Galice et les Asturies.

Il est donc naturel que dans la guerre de sept ans, comme dans la guerre actuelle, Bilbao ait été dès le commencement des opérations l'objectif du parti carliste. Ce parti a, en effet, son centre naturel dans les provinces vascongades et dans la Navarre, et doit, s'il ne veut épuiser ce centre, se ravitailler de l'extérieur par des débarquements d'armes, de chevaux, de munitions, de canons, de tout ce qui constitue en un mot le matériel nécessaire aux opérations militaires.

Assiégée en vain, en 1837, par Charles V et par le grand Zumalacarréguy qui y trouva la mort, Bilbao allait de nouveau, en 1874, voir sa possession chaudement disputée par les deux partis qui se trouvaient encore une fois en présence.

Cependant, au 3 janvier de cette nouvelle année, un coup d'État avait lieu à Madrid.

Brusquement dissoutes par les soldats du général Pavia, les Cortès espagnoles qui, depuis Amédée I<sup>er</sup>, donnaient l'exemple de l'ineptie et du désordre, avaient cédé la place à une dictature militaire.



••••• Cordón de tropas Carlistas  
Castillos

E. Moros, p. 126 n. 37. Paris



D'ordinaire, de tels événements produisent un arrêt dans le cours des affaires publiques, mais ici, le désarroi était tel, qu'il ne pouvait être augmenté ; aussi, le pronunciamiento du 3 janvier n'eut-il aucun contre-coup en Espagne, et, à l'armée du Nord, les opérations de l'armée républicaine continuèrent sans encombre.

Le général Morionès était arrivé à Santander dans les premiers jours de janvier : il y apprit que le blocus de Bilbao s'était depuis quinze jours étroitement resserré, et qu'en particulier, l'ennemi avait fortement retranché la ligne du Somorostro, petit cours d'eau qui coule presque parallèlement au Nervion, à 15 kilomètres en moyenne de cette rivière.

L'armée royale forte environ de 18,000 hommes était divisée en trois groupes ; le premier sous les ordres du marquis de Valdespina faisait à proprement parler le blocus de la place, le second, commandé par Dorregaray, assiégeait Portugaleta, enfin le corps principal sous les ordres du maréchal Elio, des généraux, Ollo, Radica et Andechaga, gardait les positions de la rive droite du Somorostro et avait même lancé quelques postes volants sur la rive gauche.

Après avoir fait reconnaître la position par quelques bataillons d'avant-garde, le général Morionès se convainquit de l'impossibilité d'une attaque de front et il résolut de descendre au sud vers Miranda et Vitoria pour tenter les chances d'un mouvement par le sud ;

mais il comptait sans le mauvais temps qui, cette fois encore, devait le contrarier dans ses projets.

Arrivé vers le milieu de janvier à Miranda de Ebro, il lança quelques reconnaissances vers Orduña et acquit bientôt la certitude qu'il lui demeurerait complètement impossible de gagner Bilbao par le sud. La voie ferrée et la route de Miranda à Bilbao par Orduña, étaient fortement gardées par des détachements de l'armée royale : en outre, sur deux points où ces routes courent entre deux profonds précipices, des éboulements avaient été pratiqués, défiant tout rétablissement rapide.

Le mouvement par Orduña ne pouvait donc être tenté avec la moindre chance de succès.

Les choses en étaient à ce point, quand la nouvelle de la prise de Portugaleta par les carlistes vint augmenter encore le trouble où l'on se trouvait à l'état-major de l'armée républicaine et montrer à Morionès qu'avec ses hésitations, il allait amener prochainement la reddition de la capitale de la Biscaye.

Les dépêches de Madrid marquaient un vif mécontentement : le gouvernement du 3 janvier qui avait absolument besoin de la victoire pour excuser son usurpation et se donner un semblant de légalité s'effrayait à juste titre d'une défaite qui, livrant aux carlistes la libre navigation du Nervion et l'embouchure de ce fleuve, isolait Bilbao de la mer et permettait un blocus rigoureux de la place.

Ces dépêches toutefois ne contenaient aucune idée au point de vue de la conduite des opérations; aussi



bien le maréchal Serrano agissait-il sagement ; les conseils donnés trop loin du champ de bataille sont souvent funestes, et puisque Morionès avait la responsabilité de ses actes il devait demeurer maître de ses actions.

Le commandant en chef de l'armée du Nord revint alors à l'idée d'une attaque de front, et, pour donner à cette attaque quelque chance de succès, il résolut de simuler une pointe sur Estella par le sud-ouest.

Il pensait, avec quelque justesse sans doute, qu'une telle démonstration forcerait l'armée royale à quitter la Biscaye pour se porter au secours de la capitale de don Carlos : il ne faisait point attention cependant que les forces de Guipuzcoa étaient assez considérables pour lui barrer passage, le retenir quelque temps, et que certainement le maréchal Elio n'abandonnerait Bilbao qu'à la dernière extrémité, c'est-à-dire quand l'armée républicaine serait aux portes mêmes d'Estella.

De fait, c'est ce qui arriva.

Vers les premiers jours de février, le général Primo de Rivera descendit l'Ebre et mit le siège devant la Guardia ; après huit jours d'un bombardement violent, la petite place ouvrit ses portes au général républicain qui annonça hautement l'intention de marcher en avant, c'est-à-dire sur Estella. En même temps il rebroussait chemin jusqu'à Miranda, gagnait par Burgos la voie ferrée de Palencia à Santander, prenait la mer au port de cette dernière ville et tentait de débarquer à Castro : il eût alors longé la côte jusqu'au Somorostro et occupé sans coup férir les hauteurs qui dominant Bilbao au nord-ouest.

Ces hauteurs occupées, l'armée royale ne pouvait guère songer à livrer bataille ; au cas d'un combat, l'armée républicaine avait l'avantage des positions qui, avec celui du nombre, lui donnait toute chance de succès.

Malheureusement pour les libéraux, le mauvais temps qui ne cessa de régner dans le golfe de Gascogne empêcha le débarquement projeté à Castro. Force fut à Primo de Rivera de remonter jusqu'à Santona, où il put enfin attérir vers le 9 février. Immédiatement et malgré des difficultés sans nombre, il prit la route de Portugaleta et arriva le 14 au soir à Otanès et Ozton ; mais ayant voulu pousser plus loin, il fut arrêté par les grand'gardes carlistes établies sur les hauteurs qui garnissent la rive gauche du rio de Somorostro.

Le plan du maréchal Elio était de garder non point ces hauteurs, mais bien celles de la rive droite, prenant pour front la rivière elle-même ; aussi, le 15 au matin, le général Rivera ayant prononcé son mouvement vers les hauteurs de la rive gauche, parvint-il à s'en emparer sans trop d'efforts. Les carlistes repassèrent la rivière suivis par les tirailleurs républicains qui la franchirent à leur tour, mais ici, la résistance devint plus acharnée et, après six heures d'un combat sans répit, le général républicain fit repasser le Somorostro à ses troupes : il demeurait toutefois maître de la rive gauche, la rivière séparant les deux partis.

Le jour même, le général Morionès arrivait à Santona et donnait la main le 22 à son lieutenant.

L'armée carliste forte d'environ 12,000 hommes

s'était retranchée sur trois lignes, tenant un front d'environ 3 kilomètres ; elle s'appuyait aux villages de Mermerca et Pucheta au sud, Murrieta et El Valle au nord, ayant son centre à San Pedro Abanto<sup>1</sup> et un poste, avancé à Las Carreras à 1,800 mètres en avant de son front : elle disposait de huit petites pièces de montagne.

L'armée républicaine forte de 22,000 hommes et de 24 canons d'acier, était divisée en trois masses de 6,000 hommes chacune : l'une, à droite, sous les ordres du général Primo de Rivera, la seconde, au centre, commandée par le général Catalan, la troisième, à gauche, aux ordres du général Andia.

Il convient, avant d'aller plus loin, d'examiner le champ de bataille où les deux armées en présence vont s'étreindre deux fois dans une lutte sanglante et acharnée.

La vallée du Somorostro est bordée à droite et à gauche par une série de pics élevés, escarpés, rocheux, à pentes raides semées çà et là de quelques misérables villages habités par les ouvriers employés aux nombreuses mines de fer qu'on trouve à chaque pas dans cette région. Les hauteurs de la rive gauche dominant la plupart du temps celles de la rive droite et surplombent brusquement la rivière, tandis que la rive droite s'incline plus doucement du faite<sup>2</sup> des hauteurs vers la

---

<sup>1</sup> Voir la planche III.

ligne de thalweg et présente une série de terrains cultivés, de petites vignes, et de jardins.

Le front occupé par les lignes carlistes, pris en ligne droite et sans tenir compte des rentrants et des saillants des tranchées, occupait environ une longueur de 4 kilomètres : ce front présentait la forme générale d'un arc de cercle concave vers le Somorostro, avec le point de Las Carreras placé comme au centre du cercle. Il allait des hauteurs de Las Cortès au sud, à la pointe de Lucero au nord en face le hameau de Nuestra Señora del Socorro sur la rive gauche ; il s'appuyait en cet endroit, c'est-à-dire en son extrême droite au mont Montano, massif rocheux d'un accès très-difficile, passant, du sud au nord, par les hauteurs de Memerca de Pucheta, Santa Juliana, de San Pedro Abanto de Murrieta et del Valle.

Les pentes nord-est des monts Las Cortès et le terrain depuis Memerca et Pucheta jusqu'à Murrieta ne sont qu'une série de ravins, d'escarpements, de précipices impossibles à traverser en tout autre endroit que par les sentiers frayés. La route de Somorostro à Portugaleta qui coupe en deux ce champ de bataille, présente une série de pentes et de rampes brusques, raides, dominées à droite et à gauche, très-favorables à la défense, très-dangereuses pour l'attaque ; une voie ferrée servant à l'exploitation des mines court parallèlement à la route, au sud, à travers Las Cortès, Memerca, Pucheta et Santa Juliana.

Au mois de février, l'armée carliste avait encore fait très-peu de chose pour organiser défensivement le terrain où elle avait résolu d'attendre les républicains :

quelques tranchées avaient été établies en avant des divers villages que nous avons nommés, mais c'étaient de minces levées de terre à peine bonnes à amortir la balle d'un fusil, et sans effet contre le canon ni contre les shrapnells.

De l'autre côté de la rivière, deux pics élevés dominaient complètement les positions carlistes : à gauche c'est-à-dire au nord : le mont Janeo, massif imposant et dénudé qui commande directement le Montano, au sud ou à droite le mont La Bernilla, longue chaîne à pentes raides qui surplombe brusquement le torrent et domine le massif de Las Cortès, les villages de Memerca, San Felices, Pucheta, San Pedro Abanto et de Santa Juliana.

Grâce à la puissance et à la portée de son artillerie, l'armée républicaine allait pouvoir utiliser ces hauteurs, assurée de canonner sans danger pour elle les rares et mauvaises bouches à feu de l'armée royale.

Nous avons dit que le général Morionès était arrivé le 22 février à Somorostro : le 23 il reconnut le champ de bataille et résolut d'attaquer le surlendemain 25 : son artillerie reçut l'ordre d'occuper à mi-flanc des monts les pentes du Janeo et de la Bernilla pour canonner tout d'abord l'armée royale, puis, cette armée suffisamment ébranlée, les colonnes républicaines s'élançaient sur la rive droite par le pont de Somorostro et par un pont de bateaux jeté à 1,200 cents mètres en aval du premier : on attaquerait sur trois colonnes, concentrant l'effort commun vers le village de San Pedro Abanto qu'on savait être la clé de la position ennemie.

Le général en chef de l'armée républicaine ne pouvait se dissimuler la gravité de la bataille du lendemain : il avait sous ses ordres les seules troupes valides et solides de l'Espagne et devant lui l'armée carliste à peu près tout entière : nous parlons de l'armée organisée, des forces royales régulières : un succès pouvait être la fin du carlisme, mais une défaite pouvait aussi conduire don Carlos à Madrid : il n'ignorait pas que l'Espagne révolutionnaire, et en particulier le gouvernement de Madrid, avaient les yeux sur lui : on attendait, on exigeait de lui la victoire, on feignait de croire et l'on proclamait impossible la défaite ; il fallait donc absolument demeurer victorieux : ajoutons que lui-même comptait sur un succès.

Dans le camp carliste, l'état-major royal pesait à leur juste poids les chances de victoire et ne se faisait aucune illusion sur les difficultés qu'allaient avoir à surmonter les volontaires royaux pour triompher d'une armée double en nombre, appuyée d'une artillerie puissante et bien servie.

Il est incontestable que la valeur du courage personnel est d'un plus mince poids chaque jour, au fur et à mesure que se perfectionnent les armes de guerre et que s'accroît la portée du canon ; il allait donc falloir demander aux troupes un effort puissant si l'on tenait à garder les positions où l'on s'était retranché, si l'on voulait arrêter pour longtemps la marche de l'ennemi sur Bilbao.

Ainsi, des deux côtés, l'on énumérait les chances et on

les trouvait égales : les uns comptant sur leurs canons et leur nombre, les autres sur cette ténacité qui fait mourir le soldat à son poste quand il combat pour une idée, pour un principe, avec foi et avec conviction.

Le 24 au soir, veille du jour fixé par Morionès pour l'attaque, l'avant-garde de l'armée républicaine occupa sous le feu carliste le village de Somorostro et passa le pont sans encombre ; en même temps les pontonniers jetaient à 1,200 mètres en aval le pont de bateaux dont nous avons parlé.

Le 25 février au matin, une vive canonnade annonçait aux carlistes que l'ennemi allait sans doute tenter un effort sur leurs lignes. Dès six heures, le maréchal Elio, les généraux Ollo et Dorregaray avaient visité les tranchées, renforcé les postes des ailes extrêmes, en particulier de l'aile droite que l'ennemi semblait vouloir tourner.

De l'église de San Pedro, on apercevait, en effet, massée en colonne par peloton derrière le pont de bateaux de Muzquiz, la division Andia qui traversa la rivière vers neuf heures et se déploya face au Montano, lançant immédiatement une première ligne de tirailleurs pour reconnaître les tranchées ennemies. Sur la droite républicaine, la division Primo de Rivera passait le pont de pierre et s'avancait couverte par ses tirailleurs, une brigade vers Memerca, Las Carreras et San Pedro, quatre bataillons vers Las Cortès ; le reste demeurait en réserve en avant du pont, à gauche de la route. Au centre, la division Catalan marchait sur Las Carreras et la gauche

du Montano, se reliant à la droite de la division Andia.

Protégés par leurs tirailleurs, les bataillons républicains arrivent à 200 mètres des premières lignes carlistes sans brûler une cartouche, mais là ils sont reçus par une violente fusillade qui ne parvient cependant pas à les arrêter. Entraînés par leurs officiers, les troupes libérales courent aux tranchées, où s'engage un furieux combat à la baïonnette : en une heure la première ligne est emportée. Mais, ce succès obtenu, il devient impossible aux officiers d'enlever leurs soldats pour marcher en avant. Décimés par un violent feu de mousqueterie, les bataillons républicains s'embusquent dans les tranchées conquises et y commencent un feu à volonté, mal réglé, et sans aucun effet.

Il est onze heures et le général Primo de Rivera qui a franchi avec la plus grande peine les premières pentes de Las Cortès n'est pas encore en ligne : il y entre enfin vers midi, et après s'être emparé de Memerca, se heurte sans succès au village de Pucheta qu'il ne parvient pas à enlever. Un violent combat s'engage dans les rues : les carlistes, mettant à profit chaque fenêtre, chaque maison, se défendent héroïquement, infligeant à l'ennemi, qui arrive sur eux à découvert, des pertes nombreuses.

Vers une heure, l'armée républicaine tout entière est en ligne, mais son artillerie qui a passé la rivière ne tire plus avec la même énergie ; 7 pièces Placencia ont leur obturateur brisé et sont ramenées, hors de service, sur la rive gauche. L'armée carliste n'est entamée nulle part : elle a, il est vrai, perdu sa première ligne de dé-



fense, mais elle garde toutes ses tranchées principales et tous les villages ; grâce à l'avantage de ses positions elle n'a pas encore de pertes sérieuses, en somme, la bataille est indécise.

Cependant la journée s'avavançait, et le général Morionès, dont on comprendra l'anxiété, crut exécuter un mouvement décisif en ordonnant au général Andia, qui combattait à l'aile gauche, de s'étendre vers El Valle pour essayer de tourner la droite ennemie.

Afin d'effectuer ce mouvement le général républicain dut éclaircir son front, ouvrir ses intervalles et affaiblir sa ligne. Oubliant que les mouvements tournants ne sont permis que lorsqu'ils peuvent être combinés avec une attaque de front solidement menée, il ne se préoccupa plus que de lancer la majeure partie de ses troupes sur les pentes nord du Montano, sans songer qu'il s'exposait ainsi à être coupé de la division Catalan, et même de sa base : le pont de Muzquiz.

Cette faute n'échappa point au général Ollo qui commandait les Navarrais. Avec cette énergie et ce coup d'œil qu'on a pu admirer déjà à Santa-Barbara, le général carliste rassemble cinq bataillons, sort des tranchées de Murrieta et de San Pedro, et, laissant un rideau vers la crête nord du Montano, il charge le centre de la division Andia qui, en une demi-heure, est coupée, bousculée, et bientôt entièrement culbutée.

En ce moment même le général Primo de Rivera, maître enfin de Pucheta, s'élançait sur San Pedro où

une lutte terrible et corps à corps s'était engagée ; mais l'énergie d'Ollo entraîne les bataillons carlistes qui occupaient le village : les volontaires royaux s'élancent baïonnette au canon sur les libéraux qui, malgré les héroïques efforts de leurs officiers, plient sur toute la ligne et battent enfin en retraite, en lâchant absolument pied. Les tranchées de Pucheta, le village même, Las Carreras, les tranchées de Las Cortès, les ouvrages de Memerca sont repris en moins d'une demi-heure. En vain le général Morionès et Primo de Rivera, à cheval au milieu d'un feu terrible de mousqueterie, essaient-ils de ramener leurs bataillons en désordre, c'est à peine s'ils parviennent à maintenir, pendant une heure les tirailleurs carlistes et à les empêcher de franchir les ponts à la suite des fuyards.

La bataille est irrémissiblement perdue pour les républicains.

Il était cinq heures après-midi ; l'armée libérale entièrement en déroute, avait repassé le Somorostro laissant sur le terrain 1,500 morts ou blessés et aux mains des troupes royales un nombre considérable de prisonniers : certains bataillons étaient décimés, d'autres, comme ceux de Barbastro, de Séville, de Tétuan, n'avaient plus un officier.

Du côté des carlistes les pertes atteignaient à peine 500 hommes, soit environ un vingtième des troupes engagées.

La lutte avait été véritablement acharnée ; les débris de toute sorte, cadavres, caissons, affûts, jonchaient

le champ de bataille : l'armée républicaine avait brûlé 600,000 cartouches et tiré environ 1,200 coups de canon, soit une moyenne de 54 coups par pièce.

La bataille de Somorostro, perdue par le général Morionès, eut en Europe un grand retentissement : l'armée carliste s'y était affirmée comme pouvant combattre en ligne : on était loin des bandes indisciplinées dont on affectait de rire à Madrid ; il fallait se rendre à l'évidence ; des lazzis et de vaines fanfaronnades ne pouvaient être utiles qu'au carlisme.

En Espagne, la défaite de Somorostro produisit une stupéfaction générale : l'opinion publique réclama énergiquement la destitution de Morionès qui n'attendit pas cette disgrâce et envoya sa démission.

Elle fut acceptée.

Il nous sera permis de dire cependant que cet officier général eût mérité plutôt des éloges qu'un blâme, qu'il avait tiré d'une situation précaire et d'une armée délabrée tout ce qu'on en pouvait tirer ; mais c'est le propre des gouvernements populaires de récompenser le succès plutôt que le mérite et de s'incliner devant les jugements de la foule si injustes, si passionnés, si iniques qu'ils soient.

L'année 1874 s'ouvrait d'une façon funeste pour l'avenir de la révolution espagnole : les circonstances étaient critiques, une résolution énergique devait être prise, si le gouvernement du 3 janvier voulait rester au pouvoir : le duc de la Torre crut sauver la situation en prenant lui-même le commandement en chef de l'armée du Nord.



### CHAPITRE III

Les opérations autour de Bilbao (*suite*). Deuxième bataille  
du Somorostro, dite des Trois Jours.

Le maréchal Serrano, duc de la Torre, est un frappant exemple de ce que peut faire en un pays livré à l'anarchie, aux secousses perpétuelles, aux coups d'État, aux révolutions, un officier de fortune énergique, ambitieux et habile.

L'histoire de sa vie est celle de l'Espagne depuis trente-cinq ans.

Esprit rusé, fin, sachant saisir l'à-propos des choses, apparaître au moment utile, disparaître en temps opportun, il n'est pas un *pronunciamiento* auquel il n'ait pris part, point de révolution pour laquelle il n'ait combattu. Sa carrière est assez curieuse : il fut tour à tour :

Soldat de la reine Christine contre Charles V ;

Soldat d'Espartero contre la reine Christine en 1840, ce qui lui valut le grade de général de division ;

Soldat de Narvaëz contre Espartero en 1840, ce qui lui valut le portefeuille de la guerre et l'amitié de la reine Isabelle ;

Soldat d'Espartero contre le parti conservateur en 1854, et, pour cela, créé maréchal ;

Soldat d'Isabelle, en 1861, à Cuba d'où il revint duc de la Torre et grand d'Espagne ;

Soldat de la révolution contre Isabelle avec Prim et Topete en 1868 ;

Soldat de ses intérêts particuliers à Madrid au 3 janvier, c'est-à-dire dictateur et chef suprême de l'Espagne.

N'avoir jamais fait la guerre, qu'insurgé soi-même, contre d'autres insurgés, n'avoir jamais gagné une bataille, n'avoir rien fait, rien écrit, rien dit, rien pensé de mémorable que les contemporains ou la postérité puissent enregistrer avec des éloges, telle aura été la carrière de cet officier, chez lequel rien n'est grand que l'amour du pouvoir et l'ambition.

Ce même homme allait prendre le commandement en chef et la direction des opérations de Biscaye.

Chef de l'État, il disposait de toutes les ressources du pays et son ambition même, son propre intérêt lui conseillaient de les grouper en un unique faisceau pour tenter sur le carlisme un effort suprême. Sur son ordre et pour lui préparer le triomphe, tous les services allaient souffrir, toutes les affaires demeurer en suspens ; il

emportait véritablement à Somorostro la fortune de l'Espagne révolutionnaire.

Cependant, depuis le 3 janvier, le maréchal n'était pas resté inactif. Il comprenait à merveille la puissance du parti royaliste et jugeait qu'il ne pourrait l'écraser que sous la force exagérée du nombre. Le 7 janvier, un décret mobilisa toutes les réserves, et le 4 février, un autre décret fit un appel aux anciens soldats licenciés par Castelar ou renvoyés, leur temps fini, dans leurs foyers.

Enfin, comme on ne pouvait ignorer que de fréquents débarquements avaient lieu en Biscaye, le blocus des côtes cantabriques fut signifié aux puissances et la flotte espagnole chargée de le rendre effectif.

Grâce à l'arrivée du général Loma appelé de Saint-Sébastien avec ses troupes, grâce à l'arrivée des réserves et des soldats rengagés, l'armée commandée par le duc de la Torre eut son effectif presque doublé et porté à environ 30,000 combattants. — Elle fut divisée en deux corps d'armée : l'un, confié au brave Primo de Rivera, l'autre au général de Letona ; le général Loma avec ses 4 bataillons fut placé sous les ordres de Rivera.

L'artillerie comptait 56 bouches à feu ; canons en acier de 8, système Krupp, canons de bronze, système espagnol Placencia, canons de siège en bronze, et plusieurs de montagne.

En face de cette armée relativement imposante, les forces de Charles VII paraissaient bien minimes.

Elles formaient un total de 35 bataillons donnant un effectif général de 18,000 hommes ainsi répartis.

9 bataillons de Navarre. . . . .	5,000	hommes
8 — Guipuzcoa . . . . .	4,000	—
8 — Biscaye . . . . .	4,000	—
6 — Alava et Rioja. . . . .	3,000	—
2 — Castellans et Valenciens.	1,000	—
Compagnies volantes (force de 2 bataillons) . . . . .	1,000	—
<u>35 bataillons . . . . .</u>	<u>18,000</u>	<u>—</u>

De ces 18,000 hommes il en faut distraire 3,000 employés au siège même de Bilbao et qui ne devaient point prendre part aux opérations du Somorostro : c'étaient donc 15,000 hommes qu'avait devant lui le maréchal Serrano.

L'artillerie carliste était, à vrai dire, nulle; elle se composait d'une douzaine de pièces portant mal et fort mal servies, qui ne pouvaient avoir la prétention de lutter contre l'artillerie républicaine, servie par des canoniers sachant leur métier, par des pointeurs adroits, braves et bien commandés.

Le mois de mars tout entier se passa dans l'expectative : des deux côtés on se préparait pour une lutte qu'on sentait prochaine.

Sous l'impulsion du maréchal Elio, les tranchées carlistes qui, au 25 février, n'étaient comme nous l'avons dit que des boyaux peu profonds et fort incorrects, furent



creusées et rectifiées. On en forma une série de tranchées-abris redoutables.

Le terrain cependant était dur à la pioche et fort pénible à remuer : en particulier en avant de Pucheta et de San Pedro, il consistait en un sol siliceux d'où émergeaient à chaque pas des quartiers de rochers semblables aux pierres druidiques qu'on trouve en Bretagne. Ça et là des trous profonds, quelques rares buissons, deux ou trois bouquets d'arbres grêles et déchirés par la mousqueterie. Un autre inconvénient d'un tel terrain, c'est qu'une balle frappant sur ces parapets, faisait fougasse et lançait dans la tranchée un faisceau de débris pierreux beaucoup plus dangereux que la balle elle-même.

Le même fait se présentait du côté des républicains.

En effet, dès les premiers jours de mars, la division Primo de Rivera avait réussi à repasser les ponts et à établir ses premiers postes parallèlement à la rivière, dans de petites tranchées qui, en certains endroits étaient à 60 mètres à peine des grand' gardes ou *avanzadas* carlistes.

A une aussi faible distance les soldats des deux partis passaient leur temps à s'injurier et à se défier les uns les autres.

C'étaient des cris continuels, des menaces, des provocations, puis des coups de feu et une véritable grêle de balles aussitôt qu'un téméraire élevait la tête au-dessus d'un parapet. Chez les carlistes surtout, nombre de soldats se faisaient tuer par jactance et sans aucun

profit pour leur cause. C'était un sang bien précieux cependant que celui de ces braves gens, et il eût convenu de le ménager; malheureusement, les officiers étaient impuissants à réprimer ces bravades. On se taisait quand ils apparaissaient; mais à peine avaient-ils le dos tourné que les cris, les provocations, les insultes et les coups de feu recommençaient.

Le roi parcourait souvent le front de ces positions; il y était toujours reçu par des vivats et des cris frénétiques. Il ne pouvait point paraître à Somorostro sans que toutes les batteries ennemies ne fissent immédiatement converger sur lui tous leurs feux, et le point où était le roi demeurait toujours le plus dangereux de la ligne.

En avant de San Pedro Abanto, au-dessus de la route, le maréchal Elio fit construire une vaste redoute reliée à Pucheta et à Murrieta par une série de tranchées en crémaillère qui englobait ces trois villages en un même système défensif. Les maisons de Abanto furent toutes crénelées et organisées pour une lutte à outrance, enfin l'église elle-même devait être le réduit où se réfugierait la défense au cas de la perte de toutes les positions avancées et des trois villages.

Vers la fin de février, l'ensemble des lignes carlistes présentait la forme générale d'un S, allant du massif de Las Cortès au Monte Montano.

Les hauteurs de Las Cortès, gardées par les Guipuzcoans, présentaient une triple série de tranchées s'étagant au-dessus de la voie ferrée d'exploitation dont nous avons parlé: la ligne carliste descendait ensuite





vers l'est, franchissait un torrent qui passe à Pucheta et se jette dans le Somorostro, remontait au nord vers Pucheta et San Pedro, puis s'infléchissant de nouveau vers l'est, gagnait par Murrieta, le Monte Montano où de nouveau trois étages de tranchées avaient été creusés, parallèlement à la crête de la montagne et au torrent de Somorostro.

Les rares pièces dont disposait le maréchal Elio avaient été mises en batterie à droite et à gauche de la redoute, près de la route de Portugaleta, par laquelle, en cas d'échec, elles devaient être ramenées vers Deusto, sur le Nervion, quartier général du marquis de Valdespina, commandant en chef des troupes de siège.

L'ennemi avait su habilement tirer parti des hauteurs de la rive gauche pour son artillerie : à sa droite et à mi-côte des monts la Bernilla, une batterie de pièces de siège enfilait les tranchées de Las Cortès et canonait Pucheta ; à gauche et au nord de cette batterie, cinq pièces de campagne avaient été placées face à San Pedro sur lequel elles tiraient de plein fouet ; dans un verger, près de l'église de San Juan de Somorostro, deux autres batteries de 12 battaient la redoute et l'église de San Pedro ; enfin le mont Janeo avait reçu toutes les pièces Krupp qui croisaient leur feu avec les batteries de la Bernilla pour enfler les tranchées de Las Cortès, battre directement celle du Montano et prendre d'écharpe Murrieta, San Pedro et Pucheta.

Deux frégates ajoutaient encore le feu de leurs

pièces à cette artillerie déjà formidable. Embossées à l'embouchure du Somorostro, en face de Nuestra Señora del Socorro, elles devaient enfler les tranchées du Montano et bombarder Murrieta et San Pedro.

Dès le 20 février le bombardement des positions carlistes commença : c'était le prélude obligé de la lutte suprême pour laquelle le maréchal Serrano avait déployé toutes les facultés d'un esprit assurément supérieur, malheureusement au service d'une mauvaise cause.

Toutefois, l'artillerie républicaine tirait lentement, cherchant plutôt à inquiéter l'ennemi qu'à lui causer des pertes réelles : le jour de l'attaque n'était pas encore arrivé.

Il fut fixé au 25 mars, un mois jour pour jour après la défaite de Morionès, et ce ne fut point sans intention que le maréchal Serrano choisit cette date ; dans son esprit le 25 mars devait faire oublier le 25 février.

Dans le camp carliste, tout était prêt pour la lutte que l'on sentait prochaine : dans la journée du 24, le maréchal Elio fut averti qu'il serait vraisemblablement attaqué le lendemain ; le 24 au soir, à la nuit tombante, les postes avancés reçurent l'ordre de se replier dans les tranchées de manière à n'avoir pas à battre en retraite sous le feu, ce qui amène toujours un fâcheux désordre. Les troupes carlistes bivaquèrent sur leur emplacement de combat, et tout étant ainsi disposé, l'armée royale attendit l'attaque.

Le 25 mars 1874, à huit heures du matin, les 80<sup>1</sup> bou-

ches à feu de l'armée républicaine ouvrent sur l'armée royale un feu terrible. Les hauteurs du mont Janeo, de Murquiz, de San Juan de Somorostro, de la Bernilla, disparaissent dans un épais nuage de fumée déchiré à chaque instant par l'éclair des détonations.

En même temps, les colonnes républicaines protégées par les tranchées qu'elles possèdent sur la rive droite, commencent à franchir la rivière : le deuxième corps au pont de San Juan, la brigade d'avant-garde du corps Letona au pont de Musquiz ; le reste du premier corps demeure massé entre Povegna et Musquiz.

Il était nécessaire, avant de tenter une attaque efficace sur le centre, la position de San Pedro, de débusquer l'ennemi de ses lignes avancées de Las Cortès ; de ce point, en effet, il eût menacé le flanc droit de l'armée républicaine et, par un de ces mouvements hardis familiers aux carlistes, coupé l'aile droite de cette armée de sa retraite sur le pont de pierre.

C'était au général Primo de Rivera qu'incombait la tâche difficile d'attaquer Las Cortès, pendant que Loma se dirigerait de front sur Las Carreras, la redoute et San Pedro ; quant à l'aile gauche, elle ne devait entrer en ligne que lorsque l'ennemi serait assez ébranlé sur son front pour ne pouvoir le dégarnir du moindre de ses bataillons.

---

<sup>1</sup> Artillerie de terre    56 pièces.  
id.    de la flotte    24 pièces.

Soutenue par l'artillerie du mont la Bernilla qui dirige sur Las Cortès un feu violent, la division Primo de Rivera, au débouché du pont, change de front vers sa droite, franchit le torrent de Pucheta et, précédée d'une forte ligne de tirailleurs, s'élançe sur les tranchées de la gauche carliste. Derrière elle et sans intervalle, la brigade Loma passe le pont à son tour et marche sur Las Carreras, d'où commence à partir un violent feu de mousqueterie.

Cependant les soldats de Primo de Rivera ont la plus grande peine à franchir, sous une grêle de balles, les pentes raides qui mènent aux premières tranchées. Les lignes de tirailleurs sont peu à peu renforcées, et vers midi toutes les réserves sont en ligne : entraînés par leurs officiers, les républicains arrivent enfin sur l'ennemi qui, malgré la canonnade du mont La Bernilla, soutient, un contre trois, un combat corps à corps acharné. Enfin après une demi-heure de lutte, vers midi, la première tranchée est occupée par les chasseurs républicains qui y trouvent un abri contre le feu de la deuxième et troisième ligne carliste.

Le général Loma qui avait pris position en avant de Las Carreras et attendait pour prononcer son attaque que la division Rivera eût enfin un point d'appui sur Las Cortès, lance alors deux bataillons sur le village et, après une heure d'un combat acharné, s'en empare : il peut alors donner la main à la gauche du général Rivera et unir ses efforts pour couper les défenseurs de Las Cortès du hameau de Pucheta. Le torrent qui trace la



ligne de thalweg séparant le massif du Montano de celui de Las Cortès, devait être un obstacle à la bonne exécution de ce mouvement qui, vers quatre heures du soir, faillit néanmoins réussir. On comprendra à la simple inspection de la carte l'importance d'une telle manœuvre. Maîtres de Las Cortès, les républicains y mettaient en batterie leur artillerie du mont la Bernilla et menaçaient les derrières de l'armée royale : c'était un mouvement analogue à celui des Prussiens à Kœniggratz sur la droite de l'armée autrichienne.

Vers trois heures et demie, la division Rivera soutenue par l'artillerie de la Bernilla qui tirait sans répit, par une des batteries du mont Janeo qui était descendue jusqu'à Las Carreras, par une section de pièces de montagne qui avait pris position sur les premières pentes de Las Cortès, parvint, unie à deux bataillons de Loma, à s'emparer de la seconde ligne des tranchées carlistes.

La position des Guipuzcoans devenait critique.

Enfermés dans leurs derniers ouvrages, décimés par les obus, les shrapnells et la mousqueterie, menacés sur leur droite et près d'être coupés de Pucheta, les Guipuzcoans luttèrent avec l'énergie du désespoir, mais leur défaite paraissait assurée.

En cet instant, deux bataillons navarrais venant de Santa Juliana débouchèrent sur le plateau par le sud.

Un hourra formidable accueille ces nouveaux venus, qui s'élancent la baïonnette haute sur les bataillons ré-

publicains démoralisés à leur tour; malgré l'effort de leurs officiers ceux-ci sont impuissants à résister à cette attaque furieuse : la section de pièces de montagne fait demi-tour, et descend au galop vers le pont qu'elle franchit sans se retourner ; après une demi-heure de lutte les libéraux sont refoulés dans la première tranchée, laissant 400 hommes sur le terrain.

Dans la plaine, de l'autre côté du torrent de Pucheta, les bataillons de Loma avaient été impuissants à gagner du terrain en avant.

Ils restaient maîtres, il est vrai, de Las Carreras, mais en somme la lutte demeurerait sans résultats pour l'armée républicaine qui n'avait pu atteindre son objectif réel dans cette journée, c'est-à-dire le plateau de Las Cortès.

Le maréchal Serrano n'avait pas compté sur une pareille résistance, et il fut décidé dans la nuit du 25 que le lendemain 26, le général Primo de Rivera porterait ses efforts non plus sur Las Cortès qu'on surveillerait avec quatre bataillons, mais sur Pucheta qu'il fallait à tout prix enlever. En même temps le général Loma tenterait de s'emparer de la redoute de San Pedro, de manière que le surlendemain 27 un effort général et suprême pût être effectué sur San Pedro lui-même, centre de la ligne ennemie et clé de la position.

Les batteries qui étaient restées sur la rive gauche reçurent l'ordre de traverser la rivière et de prendre position à droite et à gauche de Las Carreras dans des massifs boisés qui les dissimulaient à la vue de l'ennemi.

Ces dispositions étant prises, le 26 au matin le combat recommença.

Pendant que l'artillerie canonisait avec violence Pucheta et la redoute de San Pedro, la division Rivera, masquant son mouvement par une solide ligne de tirailleurs, descendait les pentes de Las Cortès où elle avait bivouqué, et franchissait le torrent qui borde ces pentes au nord-est.

En ce moment l'artillerie cessa son feu.

Massées en colonnes de compagnies et défilées du feu de l'ennemi par les nombreux plis de terrain qu'on trouve aux abords du village, les troupes républicaines s'avancent jusqu'à 100 mètres de Pucheta sans tirer un coup de fusil : là, entraînées par leurs officiers, elles marchent à découvert sur les premières habitations et s'en emparent.

Il était environ midi.

Une fusillade meurtrière s'engage alors de maison à maison et ne dure pas moins de deux heures ; plusieurs incendies se déclarent sans qu'on sache s'ils ont été allumés par les obus ou par des soldats furieux : la lutte continue néanmoins avec acharnement.

Quatre fois les volontaires royaux parviennent à refouler les soldats républicains qui combattent avec une rare énergie et reviennent avec un admirable entrain à l'attaque ; mais au lieu que les bataillons carlistes s'épuisent, les colonnes républicaines sans cesse renouvelées grâce à leur nombre plus que double, peuvent combattre

avec une énergie qui vient enfin à bout de la valeur des volontaires.

Vers six heures, à la nuit tombante, le village reste enfin aux mains de la division Rivera.

C'était un succès sérieux pour le maréchal Serrano dont les grand' gardes n'étaient plus qu'à quelques centaines de mètres du centre même de la position carliste, San Pedro Abanto.

Loma, malgré de brillants efforts, avait échoué dans l'attaque de la redoute ; mais jusqu'ici la moitié de l'armée républicaine avait seule donné : ses pertes ne s'élevaient qu'à 1,200 hommes, et il était permis d'espérer qu'un effort de toutes les troupes républicaines combattant un contre deux, et aidées d'une puissante artillerie, permettrait enfin de s'emparer d'un village, si bien défendu qu'il pût-être.

Quoi qu'il en fût, la journée du 27 devait être décisive. Ordre fut donné au premier corps de passer le Somostro au pont de Musquiz et de s'emparer des tranchées du Montano ; au centre et à la droite, Loma et Rivera, les deux meilleurs généraux de l'armée du Nord, devaient marcher directement sur la redoute, sur Santa Juliana et sur San Pedro Abanto, puis se porter rapidement en arrière de ce dernier village par Santa Juliana pour couper l'ennemi de sa base.

La supériorité numérique de l'armée du maréchal Serrano rendait réalisable une telle idée.

Le 27 mars au matin, le combat commença comme la veille et l'avant-veille par une vive canonnade.

Vers neuf heures, la division Andia, précédée de la brigade Blanco, s'élançait à l'attaque des premières tranchées du Montano et, après deux heures de combat, parvient à s'en emparer. Alors seulement les divisions Rivera et Loma prononcent leur mouvement en avant.

Pendant trois heures la lutte continue avec de courts répit, mais sans succès pour l'assaillant; trois fois les brigades Tellio et Terreros s'élancent sur la redoute sans parvenir à s'en emparer: il est deux heures et demie, une ligne de fumée de près de trois kilomètres trace l'emplacement des combattants; les villages de Pucheta de Murrieta, de San Pedro disparaissent dans un nuage de poudre, qu'éclaire parfois l'incendie de maisons embrasées par l'artillerie.

Cependant la journée est aux deux tiers écoulée et les républicains n'ont pas encore fait un pas en avant; un effort suprême doit être tenté; le maréchal Serrano le comprend et donne l'ordre à la division Loma de se porter tout entière en avant, sur la redoute; lui-même est au milieu des troupes, à cheval, à trois cents pas en avant de Las Carreras.

Le général Primo de Rivera et le général Loma descendent alors de cheval, mettent l'épée à la main et, à la tête du bataillon des chasseurs d'Estella, d'un bataillon de garde civile et d'un bataillon d'infanterie, s'élancent sur la redoute: ils sont reçus par une fusillade terrible, mais rien ne peut arrêter leur élan.

S'aidant des pieds et des mains, et franchissant le

fossé sur un monceau de cadavres, ils arrivent au parapet où une lutte furieuse s'engage à la baïonnette et au couteau : c'est une véritable boucherie.

Enfin la victoire reste au nombre. Des Navarrais carlistes, pas un ne sort de la redoute : tous sont impitoyablement massacrés à leur poste <sup>1</sup>.

La prise de la redoute rend aux troupes républicaines un instant ébranlées, toute leur ardeur : le général Loma donne la main à la division Andia et entre dans Murrieta à 400 mètres de San Pedro : c'est sur Abanto que vont se porter les efforts de l'armée républicaine qui semble enfin toucher à la victoire.

Le général Primo de Rivera reforme sa division : les généraux Loma et Letona, maîtres de Murrieta, disposent leurs bataillons en colonne derrière les maisons avancées du village ; à quatre heures sonnant, les colonnes se précipitent sur Abanto.

Là encore un feu épouvantable les accueille et les arrête.

En vain Loma, Rivera, Tello, Terreros, Blengua, Andia, Blanco, les meilleurs généraux de l'Espagne, les

<sup>1</sup> « La grande redoute protégée par un fossé profond et vaseux, est enlevée par les chasseurs d'Estella et un bataillon de ligne ; l'animation des soldats est telle qu'ils ne font aucun quartier aux Navarrais restés dans l'ouvrage et déshonorent leur victoire par cet acte de sauvagerie. »

BULLETIN DE LA RÉUNION DES OFFICIERS : *La guerre des Carlistes* — 1874, page 475, colonne I, par le capitaine MARTNER, du corps d'état-major.

plus braves et les plus aimés des soldats s'élancent-ils à la tête des troupes, en vain le maréchal Serrano, à cheval au milieu d'une véritable grêle de projectiles, essaie-t-il d'entraîner ses soldats, les carlistes exaspérés dirigent sur les têtes de colonne une fusillade meurtrière qui les met dans l'impossibilité d'avancer.

Le moment était décisif; à tout prix il fallait enlever Abanto ou battre en retraite, si le maréchal ne voulait voir anéantir ces troupes qui lui avaient donné la preuve d'un courage admirable.

C'était l'instant même où, en arrière de l'église de San Pedro, le maréchal Elio concentrait ses réserves pour tenter un retour offensif qui pouvait encore lui donner la victoire.

Il y avait là les Navarrais, les bataillons de réserve de Guipuzcoa et de Biscaye et la *Escolta reale*, l'escadron à cheval de la garde du roi : en tout 4,000 hommes environ. — Le maréchal Elio parcourt à pied les rangs des volontaires et les adjure de tenter un dernier effort : un hurra formidable lui répond, cri de colère et de vengeance : *¡Adelante! ¡Adelante!* « en avant! en avant! » Les cadets de la *Escolta* supplient le maréchal de leur permettre de descendre de cheval pour charger à pied à la tête des Navarrais ; cette autorisation leur est donnée, et cette vaillante troupe, les plus grands noms d'Espagne, saute à terre pour saisir un fusil.

Ce fut un instant solennel.

La fusillade redoublait de violence mêlant son crépitement sinistre au grondement du canon : hésitante, incertaine, tirant couchée ou à genoux à cent mètres en avant de San Pedro, l'infanterie républicaine commençait à faiblir, quand tout à coup un cri terrible part du village et une colonne profonde s'élance sur le centre de l'assaillant, la baïonnette menaçante et sans tirer un coup de feu.

Une lutte épouvantable s'engage ; pas de grâce, pas de quartier : l'infanterie républicaine est impuissante à résister à ce choc ; elle plie sur toute la ligne et bat en retraite sous la redoute d'où elle ressort bientôt la baïonnette dans les reins.

Le maréchal Serrano veut en vain rallier les fuyards : son trompette d'ordonnance et son colonel aide-de-camp sont tués à ses côtés. Les généraux Loma, Primo de Rivera, Tello, Terreros, tombent grièvement blessés ; le général en chef est obligé de faire sonner la retraite pour éviter une déroute complète.

La journée était perdue pour l'armée républicaine, et non-seulement la journée, mais les combats du 25 et du 26, car, sauf quelques postes avancés en arrière de Pucheta et à Las Carreras, les troupes serranistes durent repasser le Somorostro.

Ces trois journées coûtaient aux carlistes environ 2,000 hommes et parmi eux deux chefs inestimables, Radica et le brave Ollo. Les libéraux avaient 4,800 tués



ou blessés environ <sup>1</sup>. Dans cette dernière armée des bataillons avaient été plus que décimés. Dans la redoute de San Pedro, c'est-à-dire dans un espace de 80 mètres de long sur 60 de largeur, le bataillon d'Estella laissait 28 officiers sur 32, et 400 hommes sur 1,200.

La seconde défaite de Somorostro jeta le gouvernement de Madrid dans la stupeur et fut un rude échec pour la popularité du maréchal Serrano : en même temps elle semblait présager la chute prochaine de Bilbao.

Cependant l'Europe révolutionnaire se révoltait à l'idée du prochain triomphe d'un roi légitime sur un gouvernement républicain si peu sympathique qu'il fût : le maréchal Serrano, disposant d'une armée aguerrie supérieure en nombre et en artillerie, n'avait abouti qu'à une sanglante défaite ; il fallait donc grossir encore cette armée, doubler le nombre de ses canons, et tenter à nouveau la lutte.

De nouvelles levées furent décrétées en Espagne ; la Prusse prêta ses canons ; la France, son port de Bayonne où furent embarquées les pièces allemandes, et ce ne sera pas un des moindres étonnements de l'histoire que cette solidarité des deux ennemis d'hier en faveur du gouvernement qui, quatre ans auparavant, était demeuré leur brandon de discorde.

---

<sup>1</sup> Les rapports carlistes ont dit : 7090, mais ce chiffre est exagéré.

Comme on ne trouvait point parmi les généraux républicains un chef assez habile pour engager une fois la victoire sous les étendards de la révolution, on allait avoir recours à un vieil alphonсистe tenu jusque-là à l'écart et mal vu, tant que l'on avait cru pouvoir se passer de ses services.

A un vétéran respecté et honoré, au vieux maréchal Concha, marquis del Duero, allait être dévolu le fatal honneur de sauver momentanément la révolution espagnole.

## CHAPITRE IV

Les opérations autour de Bilbao (*suite et fin.*) — Le mouvement tournant du maréchal Concha. — Levée du siège de Bilbao.

Le général Kuhn, dans son ouvrage sur la guerre de montagnes, a écrit les lignes suivantes : « En pays de montagnes, le défenseur a peu de lignes de retraite : souvent il n'en possède qu'une. Le péril pourra donc se changer pour lui en catastrophe, si son adversaire sait manœuvrer avec habileté et énergie. »

Ces idées devaient avoir en Espagne une confirmation éclatante.

Dans l'état de formation où se trouvait encore l'armée royale en janvier 1874, ses chefs, voyant toujours ce qu'il y aurait de mieux à faire, étaient souvent obligés d'adopter un plan dont ils comprenaient l'infériorité, mais que le nombre relativement faible de leurs troupes, l'insuffisance de leur artillerie, leur imposaient. Tel

avait été le cas dans le choix des positions de San Pedro Abanto.

Ces lignes, outre qu'elles étaient dominées par les hauteurs à l'ouest du Somorostro, présentaient encore l'inconvénient de n'avoir pas de base solide.

Par le nord et la droite, une descente d'un corps ennemi vers Portugaleta coupait la retraite aux royalistes et les prenait à dos. Au sud, vers la gauche, une attaque pouvait également mettre en péril l'armée carliste et la couper de Bilbao. Mais un mouvement tournant était, dans les deux cas, périlleux, lent, coûteux ; par la gauche républicaine, c'était un débarquement en pays ennemi, opération toujours critique et pleine de hasards ; par la droite, c'était une longue marche en pays montueux, escarpé, rocheux, aboutissant à un passage de col, celui de Valmaseda, où le moindre échec pouvait se changer en déroute.

Dans un conseil de guerre tenu trois mois auparavant à Madrid, il avait été décidé qu'on tenterait en premier lieu une attaque de front. La ligne carliste n'était point profonde, on ne croyait point à sa solidité et l'on avait pensé qu'avec de l'audace et quelques sacrifices d'hommes, on arriverait à la percer.

Morionès y échoua à la fin de février, et le maréchal Serrano lui-même venait d'être obligé de rentrer dans ses lignes après les sanglants combats des 25, 26 et 27 mars 1874. L'armée républicaine avait perdu quatre généraux estimés et 4,000 hommes : la leçon était dure, mais elle profita.

Désormais, il était prouvé que, seul, un mouvement tournant pouvait amener l'armée royale à quitter ses positions. On revenait donc au point de départ, et il fallait choisir entre un débarquement sous le feu de l'ennemi, entre Plencia et Portugaleta, ou un mouvement tournant par la droite, en franchissant le col de Valmaseda.

Une troisième combinaison fut proposée par le duc de la Torre.

Elle consistait à débarquer à Saint-Sébastien un corps de 12 à 15,000 hommes qui fût venu le long de la mer, vers Bilbao, et n'eût point eu, prenant terre en pays ami, à essayer les dangers d'un débarquement. Mais pour éviter un péril, on tombait dans un pire, et l'impéritie de ce plan était notoire.

Il fallait, une fois débarqué, traverser vingt-cinq lieues d'un pays fanatisé et profondément dévoué aux carlistes, entre un corps d'armée qui l'eût pris de front et celui du général Cevallos <sup>1</sup> qui n'eût pas manqué de le harceler en queue. Cette troisième conception fut reconnue tout d'abord tellement défectueuse qu'il ne se trouva pas un seul général, pas même un brigadier, pour l'exécuter.

Restaient les deux premiers plans.

Mais, depuis le commencement des opérations, la flotte avait fait preuve d'une incapacité ou d'un mau-

---

<sup>1</sup> Le général Cevallos bloquait Saint-Sébastien avec 7 bataillons.

vais vouloir reconnus ; en particulier, la façon dont elle bloquait et bombardait Portugaleta était dérisoire. De plus, le temps était déplorable et ne facilitait point une opération par mer. On s'arrêta donc au mouvement tournant par le sud-est.

Pendant ce temps, au nord, le duc de la Torre devait recommencer son *attaque de front* contre l'aile droite et le centre de la ligne ennemie.

Nous avons dit déjà à qui était dévolue la partie la plus difficile de l'entreprise : le mouvement tournant par le sud-est devait être exécuté par une armée en formation, dite de l'Est ou 3<sup>e</sup> corps, dont le commandement était donné au vieux capitaine général don Manuel Gutierrez de La Concha, marquis del Duero.

Bon militaire, esprit sérieux et travailleur, le marquis del Duero passait avec raison, en Espagne, pour le meilleur général de la péninsule, et l'opinion, ici, ne se trompait pas.

Le maréchal Concha était peut-être le seul officier général espagnol qui, au milieu des troubles politiques de son pays, se fût préoccupé davantage d'étudier son métier que de chercher dans les intrigues et les pronunciamientos un marchepied pour arriver aux honneurs.

Il avait fait avec succès la guerre en Catalogne et en Italie, et, au mérite du soldat qui sait combattre sur le champ de bataille, il joignait celui d'un théoricien et écrivain militaire distingué.

Ses considérations préliminaires d'un règlement unl-

que pour les trois armes et sa tactique d'infanterie<sup>1</sup> sont écrites avec un bon sens et une connaissance de la guerre qui lui font honneur.

Le plan de l'armée de l'Est était donc le suivant : venir au col de Valmaseda, exécuter une marche de flanc sur le front, puis la gauche de l'armée royale, prendre ensuite à dos cette aile gauche et essayer de la rejeter vers le Somorostro ; s'avancer alors de manière à couper la ligne carliste par son centre, l'attaque venant de derrière, tandis que le maréchal Serrano exécuterait sur ce centre une attaque semblable, mais de front, et envelopperait ensuite l'aile droite.

Le 6 avril, vingt-quatre heures après avoir reçu sa nomination au commandement en chef de l'armée du Nord, le maréchal Concha partait pour la Biscaye accompagné de son chef d'état-major le général de la Vega Inclan, de ses aides de camp et du 5<sup>e</sup> bataillon de carabineros.

Après s'être arrêté un instant à Valladolid et avoir conféré avec le commandant en second de la capitainerie générale de la vieille Castille et avec le lieutenant-général D. José Turon directeur de la garde civile, il repartit le soir même, et arriva le 8 au matin à Santander.

Le 3<sup>e</sup> corps, dont il devait avoir le commandement, était encore en formation : il devait comprendre 25 ba-

---

<sup>1</sup> Proyecto de Tactica de las tres armas. — Tactica de Infanteria, — por el capitán general marqués DEL DUERO.

taillons dont 8 étaient pris à l'armée de Somorostro : sur les 17 autres, 10 étaient composés de gendarmes et garde civile, c'est-à-dire de soldats d'élite.

Certains de ces corps venaient de Melilla et devaient changer à Santander leur fusil ancien modèle contre des Remington.

Plusieurs bataillons formés à la hâte de détachements de provinces diverses comptaient deux ou trois lieutenants-colonels, quatre ou cinq chefs de bataillons : il était à craindre qu'un tel état de choses n'amenât des froissements nuisibles au bien du service : le maréchal Concha sut concilier ces intérêts divers et ménager les susceptibilités.

Dès le 9 avril, le marquis del Duero prévint le duc de la Torre que dans l'impossibilité où il était de tenir plus longtemps son corps d'armée massé à Santander, il avait résolu de le cantonner dans les environs de Castro, opération qui avait l'avantage de tromper l'ennemi sur le plan d'attaque de l'armée républicaine.

Le maréchal Serrano informa alors le maréchal Concha que le typhus et la variole sévissaient à Castro avec trop de violence pour permettre une concentration de troupes en ce point : en même temps il lui indiquait le petit port de Laredo comme plus favorable à la réunion du 3<sup>e</sup> corps. En conséquence, le 13 avril les troupes du 3<sup>e</sup> corps gagnèrent par mer leurs cantonnements nouveaux et les occupèrent dans la journée du 15 ; le lendemain 16 avril le marquis del Duero se rendit en personne à Castro pour conférer avec le maréchal







Serrano et arrêter d'une façon définitive le plan d'opérations du 3<sup>e</sup> corps.

Trois routes s'offraient au maréchal Concha pour exécuter son mouvement : la première, la plus longue mais la plus sûre, partant de Laredo<sup>1</sup>, descendait directement vers le sud, passait à Ampuero et Ramales, et de là, s'infléchissant vers l'est, gagnait Valmaseda en traversant à San Sébastian de Colosa le massif des monts Ordunte : cette route était belle, large, facile : une attaque par San Sébastian de Colosa obligeait l'armée carliste à étendre démesurément son front et avait toute chance de succès : il y avait bien, il est vrai, un col à franchir sous le feu de l'ennemi, mais avec les forces dont disposait l'armée de l'Est, cette opération était loin de présenter d'insurmontables difficultés.

La deuxième route s'embranchait sur la première à Rasinès, à 5 kilomètres environ au sud d'Ampuero, et courait de là vers le sud par Ojeba, Nuestra Señora del Buen Suceso, la Allura et la Errera : comme la première, elle avait à franchir à 2 kilomètres au nord de Valmaseda un pas difficile, moins dangereux cependant que celui de San Sébastian de Colosa.

Enfin la troisième route partant de Castro, courait également vers le sud, le long de la vallée du Samanos, atteignait à hauteur de Talledo un massif difficile et rocheux couvert de tranchées et d'ouvrages défensifs

---

<sup>1</sup> Voyez la planche IV.

en arrière desquels on trouvait le village de Las Muñecas fortement retranché par les carlistes. Toute cette région, ravinée, bossuée de pics et de rochers énormes, présentait à l'accès d'une armée les plus grands obstacles; en arrière et au sud de Las Muñecas, la route franchissait à Mercadillo de Flantada et Carral les sources du rio de Somorostro, passait à Avellaneda et à Ocharan où elle trouvait un long défilé formé de deux escarpes à pentes raides et atteignait enfin Valmaseda par Urrutria.

A Valmaseda, l'armée de l'Est entra dans la vallée du Cadagua, large et permettant le déploiement de troupes nombreuses : elle y trouvait la grande route de Valmaseda à Quadra et à Bilbao, elle manœuvrait à l'aise sur la gauche et les derrières de l'armée carliste qu'elle pouvait facilement couper de sa base.

Bien que le choix entre ces trois routes n'eût pas encore été décidé à l'état-major républicain, don Carlos n'ignorait pas dès le 10 avril, que c'était un grand mouvement tournant par l'est qu'allait exécuter l'armée libérale. Ordre fut donc aussitôt donné de retrancher immédiatement les défilés des monts de Ordunte par lesquels l'état-major royal supposa, à tort, que dût s'avancer l'ennemi : environ 2,600 soldats et paysans furent employés à ces travaux qui, vers le 25 avril, étaient suffisamment avancés pour suppléer, d'une façon suffisante à l'infériorité numérique des défenseurs carlistes. 5,000 hommes furent affectés à la défense de ces positions et des ordres furent donnés en Navarre et en Guipuzcoa pour une levée destinée à remplacer ces troupes

à l'armée de San Pedro Abanto : cette levée, malheureusement pour l'armée royale, ne put être effectuée à temps.

C'est le 19 avril seulement que, dans un dernier conseil de guerre tenu à Somorostro, fut arrêté le plan définitif et la marche précise de l'armée de l'Est.

Il fut décidé que tout en laissant croire à l'armée royale qu'elle serait attaquée par les routes de Ramalès et de Rasines, le maréchal Concha suivrait celle d'Otañez et de Las Muñecas, qu'on avait lieu de croire moins fortifiée et moins défendue que les deux premières.

Le maréchal Concha qui depuis longtemps caressait le projet d'un vaste mouvement tournant par Valmaseda<sup>1</sup>, avait renoncé à ce plan et abandonné l'idée de suivre la vallée de Carranza, dominée à droite et à gauche par des hauteurs fortifiées et absolument inabordable.

Il fut encore décidé, en dernier lieu, qu'il était inutile de pousser jusqu'à Valmaseda et, qu'une fois Las Muñecas emportées, le 3<sup>e</sup> corps ferait un changement de front en avant sur sa division de gauche et marcherait directement vers Bilbao, en essayant de gagner de vitesse l'ennemi qui certainement abandonnerait ses positions d'Abanto.

Ce plan dû au marquis del Duero est assurément re-

---

<sup>1</sup> « Es verdad, y lo hemos dicho anteriormente, que en uno de los planes presentados por el marqués del Duero figuraba como primera etapa la ocupacion de Valmaseda. »

*Relacion histórica de la última campana del marqués del Duero*. — Madrid, imprenta y litografía del deposito de la guerra, — 1875.

marquable et fait le plus grand honneur à son auteur : l'énergie et l'adresse du maréchal Elio devaient néanmoins le déjouer.

Le 18 avril, le marquis del Duero regagna son quartier général du château de Miramar près Castro et passa en revue, dans la matinée du 19, les 8 bataillons que versait dans le 3<sup>e</sup> corps l'armée de Somorostro.

Le jour même il adressait aux troupes sous ses ordres les instructions suivantes :

« Rien ne montre mieux sur un champ de bataille la supériorité que donne à des troupes une discipline sévère, qu'un usage opportun et modéré des feux de mousqueterie. Les commandants de bataillons, officiers de compagnie et gradés quels qu'ils soient, feront donc bien comprendre aux soldats la nécessité de ménager ces feux.

» Que pas une cartouche ne soit brûlée si le but n'est pas très-apparent.

» Toute autre manière d'agir montre un manque de calme dans l'action.

» Pour le général, le plus brave sera celui qui tirera le moins<sup>1</sup>. »

---

<sup>1</sup> « Nous proscrivons d'une manière absolue ces feux multipliés et à grande distance auxquels les troupes sont toujours trop disposées à se laisser aller. Il faut en faire un point d'honneur à vos soldats, leur rappeler que tirer de loin et beaucoup constitue le symptôme auquel on reconnaît de mauvaises troupes. »

*Le maréchal DE SAINT-ARNAUD à l'armée de Crimée, la veille de la bataille de l'ALMA.*

A la date du 26, les troupes du 3<sup>e</sup> corps étaient cantonnées comme il suit :

1<sup>re</sup> Division 8 bataillons à Guriezo.

2<sup>e</sup> Division { 4 bataillons à Lempias.  
3    "    à Samano.  
1 bataillon à Ampuero.

3<sup>e</sup> Division { 2 bataillons à Guriezo.  
4    "    à Samano.  
1 bataillon à Onton.  
1    "    à Mioño.

L'armée du Nord, divisée en trois corps d'armée, ne comptait pas moins de 42,000 hommes et 92 bouches à feu.

Le tableau suivant donne sa composition exacte.

#### ARMÉE DU NORD

Général en chef : S. Exc. le maréchal SERRANO, duc de LA TORRE.

Chef d'état-major : le lieutenant général LOPEZ DOMINGUEZ.

Artillerie : le major général Blengua.

Génie : le brigadier Montenegro.

#### 1<sup>er</sup> Corps.

Le lieutenant général de LETONA, commandant le corps.

Le général Ruys Dana, chef d'état-major.

1<sup>re</sup> division : le maréchal de camp Andia.

*2<sup>e</sup> division* : le maréchal de camp Catalan.

*Brigade d'avant-garde* : le brigadier Blanco.

### *2<sup>e</sup> Corps.*

Le lieutenant général de LA SERNA, commandant le corps.

*1<sup>re</sup> division* : le maréchal de camp Serrano-Acebron.

*2<sup>e</sup> division* : le brigadier Moralès de Los Ríos.

*Brigade d'avant-garde* : le brigadier Chinchilla.

Chaque division fut constituée à deux brigades de 4 bataillons ; chaque corps avait donc 20 bataillons. L'artillerie des deux premiers corps s'élevait à 56 pièces, une partie en acier de 8 centimètres, système prussien Krupp, le reste en bronze, calibres de 12 et de 16, système espagnol se chargeant par la bouche.

La cavalerie n'eut à fournir que les escortes, le terrain s'opposant à tout autre service de sa part.

### *3<sup>e</sup> Corps.*

S. Exc. le maréchal D. Manuel de LA CONCHA, marquis DEL DUENO, commandant le corps.

Chef d'état-major : le maréchal de camp de La Véga Inclan.

Artillerie : colonel Gonní.

*1<sup>re</sup> division* : le lieutenant général Échague.

*2<sup>e</sup> division* : le maréchal de camp Martinez Campos.

*3<sup>e</sup> division* : le maréchal de camp Reyès.

L'artillerie comprenait 36 pièces, dont 3 batteries de 12 centimètres, système Krupp, 24 pièces, et 2 batteries de 6 centimètres de montagne, 12 pièces.



En face de ces forces imposantes, don Carlos ne pouvait guère mettre en ligne que 18,000 hommes, c'est-à-dire l'armée qui avait combattu à la fin de mars à Somorostro augmentée de 3,000 hommes environ venus de Guipuzcoa et de Navarre.

A vrai dire, des renforts plus considérables avaient été appelés et étaient attendus chaque jour en avant de Bilbao; mais les lenteurs forcées d'une organisation militaire en enfance ne devaient pas permettre aux juntas de faire arriver à temps, sur le Nervion, les bataillons nouvellement formés.

Ces 18,000 hommes qui, réunis en une seule armée, présentaient encore un effectif raisonnable, devaient malheureusement être scindés en deux corps pour faire face à la double attaque de front et de flanc que préparait l'armée républicaine : cette division des troupes royales allait être la première cause de leur échec.

Force fut en effet au maréchal Elio d'envoyer à Valmaseda 4,000 hommes sous les ordres du général don Castro de Andechaga, et 2,000 hommes sur les hauteurs de Galdamès qui devenaient le nouveau centre de la ligne carliste : c'étaient donc 10 à 12,000 hommes à peine qui restaient à San Pedro Abanto, face aux 30,000 hommes du maréchal Serrano.

La concentration des troupes du 3<sup>e</sup> corps aux environs de Laredo avait confirmé encore l'état-major royal dans l'idée que le maréchal Concha se dirigerait sur Valmaseda par la vallée de Carranza; néanmoins, comme les hauteurs de Las Muñecas demeuraient un

point important qui pouvait permettre à un moment donné à l'armée royale de tomber sur les derrières de l'armée du maréchal Serrano et de la couper de Castro, cette position fut, ainsi qu'il a été dit déjà, couronnée de tranchées et de redoutes et gardée par un millier d'hommes environ.

Cependant le duc de La Torre avait fixé au 28 au matin la reprise des opérations : en conséquence, le 27, le 3<sup>e</sup> corps quitta ses cantonnements de Laredo et vint coucher à Castro, Samano, Santullano, Mioño, Onton et Otanès. Le lendemain, à midi, il commençait son mouvement sur Las Muñecas, dans la formation suivante :

A l'aile droite, la première division sous les ordres du général Echague suivait la grande route de Castro à Las Muñecas par Otanès ; l'aile gauche, commandée par Martinez Campos, devait quitter la route de Castro à Somorostro un peu au sud d'Onton, tourner à droite à l'ouest de La Rigada et, laissant à sa droite le hameau de Talledo, marcher à travers la montagne sur la grande redoute qui défendait la droite de la position de Muñecas.

La division Reyès demeurait en réserve, derrière division Echague et ne devait même quitter Otanès qu'après la prise de Las Muñecas.

La concentration des troupes de Concha à Castro, Onton et Otanès dans la journée du 27 fut immédiatement connue des royalistes, dont le service des renseignements, dans un pays dévoué et entièrement carliste, était admirablement bien fait.

La prise d'Otañez leur ouvrait les yeux sur la direction véritable du mouvement tournant des libéraux, et ordre fut immédiatement donné aux bataillons disséminés dans les divers postes de la vallée de Carranza de se réunir à Las Muñecas<sup>1</sup>.

Malheureusement pour l'armée royale, une partie seulement de ces bataillons put arriver à temps pour prendre part au combat du 28 : ces troupes, outre leur infériorité numérique, étaient encore harassées d'une marche forcée à travers un pays rocheux et difficile : la première rencontre entre carlistes et libéraux allait donc avoir lieu avec toutes chances de succès pour ces derniers.

Nous avons dit l'ordre de marche adopté par le marquis del Duero.

Le vieux capitaine général passa tout la nuit du 27, à Otañez, donnant ses dernières instructions et ne se dissimulant point les difficultés qu'il allait vraisemblablement rencontrer dans l'exécution de ce plan.

Du balcon de la maison où il avait établi son quartier général, il pouvait voir à la lumière blafarde de la lune,

---

<sup>1</sup> « Los Carlistas tuvieron de él (del movimiento del 3.<sup>er</sup> Cuerpo), cual siempre, noticias prontas y exactas, y una noche, la del 27 al 28, de tiempo, pudieron durante ella dirigir todas sus fuerzas próximas al punto amenazado ya de una manera evidente, indubitable. »

*Relacion historica de la ultima campaña del marqués DEL DUERO.*

ces formidables hauteurs de Muñecas qu'il croyait gardées beaucoup mieux et plus solidement qu'elle ne l'étaient réellement.

A mi-côte et à droite <sup>1</sup> de la route, apparaissaient trois étages de tranchées superposées, dont les parapets en terre fraîchement remuée se détachaient en teintes grisâtres, sur le fond noir et rocheux de la montagne :

En arrière de ces trois lignes, le pic de l'Haya, chauve et nu, détachait sa sombre silhouette au-dessus de la crête même de la montagne.

A gauche de la route, une seule tranchée, affectant la forme d'une redoute couronnait une aiguille élevée, dominant de plusieurs centaines de mètres le hameau de Talledo.

Cette suite d'ouvrages constituait un réseau défensif considérable dont l'attaque et la prise allaient demander un énergique effort.

Les deux batailles de Somorostro avaient prouvé la manière dont l'armée royale savait défendre une position retranchée : le maréchal Concha pesait à leur juste poids ses chances de succès et, tout en ayant confiance, ne se dissimulait point la gravité de sa tâche.

Le 28 avril à midi le 3<sup>e</sup> corps de l'armée républicaine se mettait en marche dans l'ordre indiqué plus haut.

La division Echague qui, on se le rappelle, combat-

---

<sup>1</sup> La droite s'entend d'un observateur placé face à Las Muñecas.

tait à l'aile droite, entama le feu la première et put se rendre maîtresse sans de trop grands efforts des deux premières lignes de tranchées ; mais, arrivée au pic de l'Haya qui constituait le réduit des bataillons royaux, une lutte sanglante et acharnée s'engagea.

A six heures du soir, la première division était encore au pied de ces tranchées redoutables d'où partait sans répit une fusillade bien dirigée et meurtrière.

A la gauche, la division Martinez Campos s'était emparée, après un combat de trois heures, des tranchées de la droite carliste, mais les volontaires royaux, battant en retraite pied à pied, avaient obligé le général républicain à déployer toutes ses forces et le tenaient encore en respect.

C'est là que, vers sept heures du soir, à la nuit tombante, périt le brave général don Castor de Andechaga, l'un des plus intrépides partisans du carlisme en Biscaye.

Il débouchait d'un bois, accompagné de quelques officiers d'ordonnance et marchait seul en avant, les précédant de quelques pas, se dirigeant vers une tranchée de l'extrême droite, que venait d'emporter, sans qu'il le sût encore, l'infanterie de marine du colonel Lara.

On pouvait voir que la lutte avait été acharnée ; les tranchées et le terrain en avant du parapet étaient jonchés de cadavres, de débris de fusils, de baïonnettes, de *navajas* : les résidus enflammés des cartouches brûlaient encore à terre. Pas un carliste n'était vivant : deux compagnies royales avaient arrêté pendant deux heures un bataillon républicain entier.

En cet instant et les carlistes ayant déjà battu en retraite vers Muñecas, le colonel Lara venait de donner ordre à quelques-uns de ses hommes de sortir des tranchées pour reconnaître le terrain en avant et lui donner d'exacts renseignements sur la route suivie par les volontaires royaux. Ce petit groupe marchait en avant dans la direction du pic de l'Haya, où devait entrer à cette heure Echague, car la mousqueterie et le canon s'y faisaient entendre avec une intensité terrible.

Il faisait nuit, et Andechaga se heurta à ces éclaireurs.

On n'entendait plus de fusillade dans la tranchée, et le vieux général prit ces hommes pour des fuyards de l'armée royale.

Il leva sur eux sa canne, la seule arme qu'il eût en ce moment à la main, et leur dit : « N'avez-vous pas honte de fuir ainsi, et me laisserez-vous prendre, moi, Andechaga, votre général ? »

Un enfant, un soldat de seize ans, déchargea sur lui, à bout portant, son fusil : mais la balle rasa la tête en brûlant seulement une mèche de sa chevelure blanche ; presque aussitôt le vieillard tomba, frappé de six coups de baïonnette, tandis que ses aides de camp, qui avaient mis en vain l'épée à la main, étaient fusillés à bout portant.

Cependant, en face de l'aile droite républicaine, le pic de l'Haya tenait toujours ; la nuit avançait et le moment arrivait où le maréchal Concha allait être obligé

de battre en retraite perdant le fruit de ses premiers succès.

Il appelle alors à lui le général Echague et lui donne l'ordre de charger à la baïonnette cet intrépide ennemi, qui, malgré une canonnade d'une violence extrême, résistait sans céder d'un pas : en même temps, il envoie l'ordre au général Reyès de quitter Otanès pour entrer en ligne et renforcer la première division.

Le maréchal Concha sent que cet effort doit être suprême et décisif : « Marchons tous » dit-il <sup>1</sup>, et, s'avancant au milieu de son état-major, sur la ligne même des tirailleurs, il se mêle aux combattants auxquels sa présence donne une ardeur nouvelle.

En cet instant le général Echague à pied au milieu de ses soldats, s'élançait sur les tranchées d'Haya.

En même temps que ce mouvement de front, une double attaque de flanc par la gauche et la droite était dirigée sur la position ennemie gardée par quelques centaines d'hommes à peine, mais par des hommes ayant fait le sacrifice de leur vie.

Entraînés par leurs généraux et leurs officiers, les bataillons de Majorque, ceux de Ramalès, le 2<sup>e</sup> de garde civile, le 5<sup>e</sup> de carabineros s'élancent sur les flancs et le front des tranchées royales où s'engage une lutte sanglante.

Le combat fut terrible.

---

<sup>1</sup> « Vamos todos. »

Un témoin oculaire rapporte qu'au milieu des cris sans nombre poussés au milieu de la fusillade, on entendait dans les tranchées carlistes, celui-ci qui dominait les autres : « ¡ Adelante, Adelante, muchachos, à la navaja ! (En avant, en avant, mes enfants, au couteau !)

Ces efforts furent superflus ; vers sept heures et demie il fallut céder au nombre.

Les quelques volontaires qui restaient encore purent, grâce à l'obscurité de la nuit, se retirer sur Las Muñecas et de là sur San Pedro de Galdamès ou Valmaseda : toutefois la gauche de l'armée royale de Somorostro était désormais découverte et le combat de Muñecas demeurerait un véritable succès pour l'armée républicaine qui néanmoins laissait sur le champ de bataille 657<sup>1</sup> tués ou blessés.

Pendant que le 3<sup>e</sup> corps effectuait les divers mouvements que nous venons d'indiquer, le maréchal Serrano, à l'extrême gauche de l'armée républicaine, donnait ordre au corps de La Serna de remonter le mont La Bernilla dans la direction Montellano-Muñecas<sup>2</sup>, de manière à donner la main à la gauche du 3<sup>e</sup> corps et à empêcher en même temps l'armée royale en position à San Pedro d'envoyer aux défenseurs des tranchées de Muñecas des renforts qu'ils feraient demander sans doute.

<sup>1</sup> Le rapport du maréchal Concha dit 481 : les carlistes ont dit 1,200. Nos chiffres pris sur les situations des ambulances, sont exacts.

<sup>2</sup> Voyez la planche III.



Ce mouvement fut exécuté avec précision, et, pendant que la division Echague s'avançait sans trouver de résistance jusqu'à Mercadillo et Avellaneda, Martinez Campos et La Serna se donnaient la main le 29 au matin, entre la *venta* de Poval et Montellano.

La journée du 29 fut employée par le maréchal Concha à préparer son attaque sur la ligne de Galdamès qu'il savait encore occupée par l'ennemi : ordre fut donc donné à la division Echague qui formait toujours la droite, de gravir et d'occuper les crêtes escarpées du mont Fandanguera qui court au sud de Galdamès, directement de l'ouest à l'est. Pendant ce temps, la division La Serna devait marcher en avant, le long des pentes méridionales du mont Triano qui limite au sud Las Cortès, et couvrir ainsi la gauche du 3<sup>e</sup> corps contre un effort qu'auraient pu tenter sur cette gauche les bataillons carlistes de Las Cortès ou même de Pucheta.

Entre ces deux divisions, la colonne de Martinez Campos devait suivre la vallée, franchir le difficile défilé qui conduit d'Avellaneda à San Pedro de Galdamès.

Le 29 à midi, ces divers mouvements commencèrent et durèrent toute la journée ; à minuit seulement le général Echague put couronner les hauteurs du Fandanguera où il bivaqua au milieu de ses troupes.

Le lendemain 30 avril à deux heures de l'après-midi, la division Martinez Campos se mit en marche : elle put passer sans être inquiétée le défilé de San Pedro et

arriva vers cinq heures et demie au village qu'elle trouva fortement occupé.

Le village de San Pedro est bâti au fond d'une gorge ravinée dont les deux versants s'élèvent presque à pic vers un plateau élevé d'où émergent divers pics rocheux dits : El Tarabolo, el Berbejillo, La Erezala, La Cruz.

Sur l'ordre du général Concha d'entamer immédiatement le feu et d'enlever avant la nuit le village, Martinez Campos fractionna en deux colonnes les sept bataillons de sa division.

Vers le pic de la Erezala, c'est-à-dire à l'extrême droite, fut lancé un bataillon de Soria, tandis que Martinez Campos en personne marchait, avec les bataillons de la marine et de Tétuan, à l'attaque des positions de gauche, et en particulier du pic de La Cruz.

Tandis que le bataillon de Soria parvenait, à droite, à gagner du terrain sur les volontaires royaux et à s'emparer au bout de deux heures de lutte du pic de La Erezala, à gauche, Martinez Campos éprouvait vis-à-vis les hauteurs de La Cruz une résistance acharnée : enfin, vers dix heures du soir, un bataillon de Léon parvint, grâce à l'obscurité profonde de la nuit, à se glisser jusque sur le plateau et, rampant jusqu'aux tranchées, pénétra jusqu'au fossé au cri de « Vive le Roi ! » Grâce à cette feinte indigne de troupes loyales, le bataillon de Léon put entrer dans les tranchées où se livra un sanglant combat corps à corps.

Après une lutte acharnée, écrasés par le nombre et au moment d'être entièrement cernés, les bataillons royaux

durent battre en retraite, ce qu'ils firent en ordre parfait, ne laissant à l'ennemi ni un prisonnier, ni un blessé.

A onze heures du soir, la division Martinez Campos couronnait les hauteurs de Galdamès, donnant la main, à droite, à la division Echague, à gauche, aux troupes du général Laserna, occupant, sur le flanc gauche et les derrières de l'armée royale de Somorostro, une position très-avancée.

A San Pedro de graves résolutions avaient été prises. A la nouvelle de la prise de Las Muñecas, arrivée au quartier royal le 29 au matin, le maréchal Elio, convaincu que les lignes de Pucheta-Murieta n'étaient plus tenables, avait soumis à don Carlos un plan de retraite d'après lequel l'armée carliste, abandonnant la rive droite du Somorostro et Portugaleta, venait occuper immédiatement, sur la rive gauche du Nervion et de la Cadagua, les hauteurs de Barracaldo, Burcena, Santa-Agueda et Alonsotegui.

Tacticien habile, esprit froid, calme, et à conception prompte, le général en chef de l'armée carliste avait immédiatement compris que, non-seulement il lui fallait sortir de ses lignes d'Abanto, mais qu'il devait encore les abandonner assez vite pour ne pas donner à l'ennemi le temps de lui couper la retraite.

Au surplus, cette résolution était prévue depuis longtemps.

En conséquence, le 1.<sup>er</sup> mai, à trois heures du matin,

ordre fut donné à toutes les troupes de la ligne de battre immédiatement en retraite <sup>1</sup> pour aller occuper, à trois lieues en arrière, la ligne des hauteurs, passant par le Desierto, Barracaldo, Burcena, au nord, par Santa-Agueda, Alonsotegui et Castrejana, au sud. Toutefois, cette résolution ne fut point prise sans qu'un conseil de guerre, présidé par le roi en personne, n'eût examiné à fond la question et cherché un parti meilleur que la retraite.

On n'en trouva point.

Cette décision malheureuse, mais fatale et imposée par les événements, livrait aux ennemis, sans combat,

---

<sup>1</sup> El general Dorregaray dispuso el día 1.º de Mayo á las 3 de la mañana la retirada de la línea de Somorostro, que se llevó á efecto con el órden mas admirable, hácia las posiciones de la derecha del rio Cadagua. A este mismo punto condujo poco despues el general Elio las fuerzas de la izquierda.

Ya la línea carlista quedaba constituida en las posiciones que se estienden desde el puente de Castrejana por el Alto de Banderas hasta la eminencia que dá frente al Desierto. Desde luego se comprendia que allí no era posible una resistencia eficaz. Posiciones que en la guerra de los siete años se consideraron inespugnables, distan hoy mucho de serlo por el mayor alcance de la artilleria. Y no era este el único peligro que se habia de evitar; pues al fuego que hacia el ejército de socorro, se unian los fuegos de la plaza sitiada, y los frecuentes disparos de la escuadra.

Los generales Elio, Dorregaray, Mendiri, Lizarraga y Velasco reunidos en Consejo, acordaron proponer á S. M. el abandono de la línea y del sitio de la plaza. El Rey se trasladó á Zornoza la noche del 1 al 2 de Mayo; y allí presidiendo un nuevo Consejo de sus Generales, decretó el abandono de la nueva línea, precisando el movimiento que al efecto se habia de ejecutar.

El Rey, en la alocucion que ha dirigido á sus voluntarios, que en

non-seulement la ligne Murrieta-Abanto-Pucheta-San Juliano et Las Cortes, mais aussi Portugaleta, qui n'avait pu encore être armé.

La retraite s'effectua immédiatement en ordre parfait, les ambulances d'abord, puis l'artillerie, en dernier lieu l'infanterie. A peine le mouvement rétrograde de l'armée royale se dessina-t-il que les troupes républicaines marchèrent en avant, occupant pied à pied le terrain abandonné par l'ennemi : en même temps une division se glissait par Santurce le long de la mer et occupait, sans coup férir, Portugaleta.

De son côté, le 1<sup>er</sup> mai, vers midi, l'armée du maréchal Concha se mettait en marche et demeurait toute sur-

otra parte insertamos, llama *glorioso* á este movimiento. Y tiene razon en calificarlo así; porque el órden mas perfecto y la disciplina mas envidiable han presidido á evoluciones por mil conceptos difíciles y arriesgadas, y se ha logrado salvar todo el personal y el material de guerra sin perder ni un soldado, ni siquiera un fusil.

Enteros quedan los batallones carlistas. El espíritu de los voluntarios se ha levantado y encendido mas y mas : raya en frenesi su entusiasmo ; y el ardor por la pelea y el deseo de lanzarse de nuevo sobre el enemigo es una especie de monomania sublime que absorbe toda su atencion y ocupa completamente sus almas.

Vizcaya convoca sus Merindades : Navarra, Guipúzcoa y Alava envian individuos de sus Diputaciones respectivas : y el antiguo reino de Navarra y el Señorío de Vizcaya y las provincias de Guipúzcoa y Alava lazan con vigor creciente el grito de guerra, y sin haberse puesto de acuerdo se hallan reunidas en derredor de su Señor para asegurarle que ahora mas que nunca el pais Vasco-Navarro prodigará sus recursos y su sangre, mientras haya una yerba en sus montañas, y un euskaro en su suelo natal. \*

prise de trouver le terrain libre : la retraite des troupes carlistes s'était opérée avec tant d'ordre qu'on ne voyait ni un trainard, ni une voiture, ni un de ces mille débris qui encombrant d'ordinaire la route suivie par une armée. Les hauteurs, en arrière de Galdamès, étaient inoccupées, et rien ne s'opposait plus à la jonction devant l'ennemi de l'armée du Nord et de l'armée de l'Est.

Le maréchal Elio, décidé à défendre à outrance les lignes de Barracaldo, avait déjà donné des ordres pour la construction de tranchées et d'ouvrages de campagne : cependant ces positions étaient aussi critiques que les premières et moins tenables encore.

En effet, la ligne nouvelle occupée par les carlistes s'étendait sur plus de 6 kilomètres ; elle était dominée sur son front et ses ailes, elle n'avait aucun appui ; enfin, elle était facile à tourner, et dans ce cas, l'armée était jetée à la mer.

La ligne de retraite sur Durango consistait en effet en trois ponts de bateaux, que l'ennemi pouvait couper à coups de canon des hauteurs qu'il occupait actuellement : ces ponts étaient la seule route que pût suivre l'armée au cas d'un échec inévitable. Enfin, on avait à dos une place assiégée dont les lignes de contre-approches n'étaient pas à une lieue de Castrejana. En de telles circonstances, une sortie de la garnison de Bilbao pouvait avoir les suites les plus funestes.

Tous ces dangers, que ni le roi ni Elio n'avaient aperçus avant de choisir les lignes de Barracaldo, apparurent au grand jour aussitôt que ces lignes furent oc-

cupées. Un second conseil de guerre fut encore présidé par le roi à Zornoza, et le prince demanda si, quelque pénible et douloureuse que fût la retraite, il lui était permis de sacrifier le précieux sang de ses soldats étant certain d'un échec. A la majorité de cinq voix contre une, la retraite et la levée du siège de Bilbao furent décidées.

Quelque pénible que fût ce parti pour une armée qui deux fois, en deux mois, à Somorostro, avait arrêté des forces doubles en nombre, il demeurait le parti de la sagesse.

La retraite eut lieu en ordre parfait.

Les derniers soldats carlistes franchissaient encore le Nervion, quand la tête de colonne du 3<sup>e</sup> corps apparut au sommet du pic d'Agueda qui domine au loin la plaine de Bilbao et de la Cadagua.

Dans son désir de couper la retraite à l'armée royale, le marquis del Duero, avait, dans la matinée du 1<sup>er</sup> mai, envoyé à Avellaneda et Mercadillo ses *impedimenta* et ses bagages, mais quelques efforts qu'il eût faits, il arrivait trop tard. Il dut se contenter de saluer d'une salve de son artillerie la queue de colonne de l'armée royale, annonçant en même temps à Bilbao que son blocus était levé.

Déjà dans la matinée de ce même jour, le duc de la Torre, suivant qu'il a été dit, avait occupé Portugaleta; le général en chef de l'armée du Nord eût pu entrer dès le 1<sup>er</sup> mai au soir dans la ville débloquée, mais le vaincu de Somorostro comprit qu'il y aurait eu dans cette conduite une véritable indécatesse vis-à-vis le vainqueur de Las Muñecas : il s'abstint donc, laissant au

maréchal Concha l'honneur d'entrer le premier dans la capitale de la Biscaye.

C'est le 2 mai, à quatre heures du soir, qu'eut lieu cette entrée : deux heures après arrivaient dans la place le duc de la Torre, son chef d'état-major le général Lopez Dominguez, enfin le général Topete.

Assurément l'Espagne révolutionnaire venait de remporter là un succès sérieux, mais il s'en fallait pourtant que la levée du siège de Bilbao fût une opération décisive. L'armée royale, retranchée à quelques lieues au sud de la place, en avant de Durango, présentait dès le 3 mai un front défensif aussi solide que celui de Somorostro : ce fait est tellement vrai que le maréchal Concha ne se sentit pas de taille à la poursuivre et s'occupa, dans Bilbao, de réorganiser une armée qu'une campagne de trois jours, toute victorieuse qu'elle fût, avait déjà profondément bouleversée.

Le maréchal Serrano que la direction des affaires politiques réclamait absolument au centre du gouvernement, reprit, dès le 5 mai, le chemin de Madrid : il laissait, en partant, au marquis del Duero le commandement en chef de l'armée du Nord.

Au point de vue du bombardement, la ville de Bilbao, dont on a voulu faire une cité martyre, avait assez peu souffert. La garnison forte de 3,000 hommes eut *soixante-cinq* hommes non pas tués mais hors de combat : ce chiffre dit clairement combien avait été faible l'intensité du feu carliste. Nombre de maisons avaient été



atteintes par l'artillerie, mais, comme toujours, les obus avaient fait plus de bruit que de mal.

Toutefois le général Castillo, qui commandait la place, avait fait preuve d'une véritable énergie en repoussant toutes les offres de capitulation qui lui furent faites par le marquis de Valdespina.

En étudiant la guerre carliste, on est obligé d'admirer dans les deux camps les qualités inhérentes à l'Espagnol sans distinction de parti : la bravoure sereine, l'intrépidité, enfin cette fierté proverbiale, qui n'est pas de la vanité mais une juste confiance en soi-même.

Ainsi, après la deuxième bataille du Somorostro, le marquis de Valdespina ayant fait sommer Castillo de se rendre, en lui annonçant la défaite du maréchal Serrano, Castillo répondit : « Comme gentilhomme je vous crois, comme gentilhomme je me bats, » et bien que le pain commençât à manquer, il avait su maintenir dans la population, le calme des esprits si difficile à garder dans un long siège.

Les carlistes n'avaient eu devant Bilbao que trois batteries, dont une de mortiers, de beaucoup la meilleure. Quelle qu'elle fût, elle était loin d'atteindre la perfection qu'on eût pu s'attendre à trouver dans une batterie construite à loisir, sans être inquiétée par l'ennemi et hors de portée des batteries qu'il eût alors en position. C'était un épaulement large de 3 mètres environ avec un petit fossé devant, sans aucune traverse ni pare-éclats. Les pièces étaient mauvaises et le tir absolument insuffisant. Il était impossible de pointer sur un objet

déterminé : aussi les canonniers y avaient renoncé et tiraient au hasard ; pourvu que les coups portassent dans la ville, ils se tenaient pour satisfaits. D'un autre côté, le bombardement était loin d'être continu : les batteries de siège tiraient en moyenne un jour sur trois, et lançaient, ce jour-là, cinquante à soixante projectiles chacune. On comprendra qu'un tel bombardement n'eut aucun effet si l'on se rappelle la maxime du prince de Hohenlohe : « Toute interruption dans un bombardement équivaut à un échec. »

Que font cent cinquante ou deux cents bombes dont les trois quarts n'éclatent pas, dans une ville de trente mille âmes contenant de vastes faubourgs peu habités, des jardins et d'immenses terrains vagues plus exposés à l'artillerie que le centre de la ville où se tient la population ?

La famine était le seul danger à craindre, et celui-là avait été réel. Nous avons eu sous les yeux un morceau du pain que mangeaient les assiégés : c'était un composé indigeste de haricots grisâtres et de pois chiches, pétri et cuit sans levain, absolument inattaquable à une dent française. A la date du 22 avril, ce pain tout misérable qu'il fût, avait manqué<sup>1</sup>.

L'entrée à Bilbao du maréchal Concha fut malheureusement marquée par des excès et des actes de sauva-

---

<sup>1</sup> « De sus ruinas se destacaban millares de personas que llevaban nueve días sin comer pan. »

gerie qu'il fut impuissant à empêcher : dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2, une troupe de misérables parcourut la ville et ses environs, mettant le feu à plusieurs maisons ou propriétés appartenant soi-disant à des carlistes <sup>1</sup>.

Pendant que ces faits déplorables avaient lieu dans Bilbao, l'armée royale s'établissait solidement en avant de Durango couvrant la Biscaye et l'Alava.

Nous avons dit <sup>2</sup> que les juntes de Navarre, et des provinces basques avaient, dès le 30 avril, envoyé au quartier royal des députés pour assurer le roi de leur entier dévouement. L'échec de Bilbao, loin de diminuer l'enthousiasme des provinces <sup>3</sup> et de l'armée avait ajouté à ce premier sentiment un ardent désir de vengeance : don Carlos se prépara de nouveau à la lutte avec cette constance et cette volonté qui forment la base de son fier caractère : le 3 mai, de son quartier royal de Durango, il lançait à ses volontaires une proclamation empreinte de la plus mâle énergie.

Pour lui-même, le roi d'Espagne ne se sentait en rien

<sup>1</sup> « Algunas turbas de gente del pueblo se entregaron à excesos graves en los caserios inmediatos, incendiando varias propiedades SO PRETEXTO de que pertenecian à personas afectas à la causa carlista. »

*Relacion historica de la ultima campaña del marqués del DUERO.*

Nous n'insisterons pas sur cet aveu d'une publication qu'on peut considérer comme officielle.

<sup>2</sup> Page 76.

<sup>3</sup> Voir aux pièces justificatives la proclamation de la *junte* de Navarre, à l'occasion de la levée du siège de Bilbao.

découragé par un échec qui ne lui enlevait, en somme, ni un homme ni un canon. Confiant en la justice de sa cause, en l'amour de son peuple, dans le courage de ses soldats, confiant en Dieu, il attendit dans un avenir prochain le jour de la revanche.

# TABLE

## DU TOME PREMIER

---

INTRODUCTION . . . . .	I
AVANT-PROPOS. . . . .	4

## PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — Don Carlos VII et ses droits au trône d'Espagne. — Les anciennes lois de succession des Castilles. — Le <i>fuero juzgo</i> et les <i>partidas</i> — La loi de Philippe V. — La pragmatique de 1789. — Le décret d'Aranjuez . . . . .	43
CHAP. II. — L'État carliste. — Organisation politique. — Les fueros . . . . .	55
CHAP. III. — L'État carliste. — Organisation administrative — financière — judiciaire — militaire . . . . .	85

## DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. —	Les opérations militaires en 1872 et 1873 . . . . .	119
CHAP. II. —	Les opérations autour de Bilbao. — Première bataille du Somorostro . . . . .	173
CHAP. III. —	Les opérations autour de Bilbao ( <i>suite</i> ) — Deuxième bataille du Somorostro, dite des Trois-Jours. . . . .	189
CHAP. IV. —	Les opérations autour de Bilbao ( <i>suite et fin</i> ) — Le mouvement tournant du maréchal Concha. — Levée du siège de Bilbao . . . . .	209

## PLACEMENT DES CARTES

L'ESPAGNE CARLISTE . . . . .	Au frontispice	
PLANCHE I. —	Opérations de Navarre et de Guipuzcoa . . . . .	144
PL. II. —	Plan de Bilbao. . . . .	174
PL. III. —	Batailles du Somorostro. . . . .	194
PL. IV. —	Siège de Bilbao — mouvement tournant du maréchal Concha . . . . .	214

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME



24  
KA-M-

6-96

8744

36









